

De la responsabilité en matière D'ACCIDENTS D'ASCENSEURS en Droit Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Albert SUR

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. HAMEL, Professeur

Suffragants : MM. ROUAST, Professeur
AMIAUD, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1939

De la responsabilité en matière D'ACCIDENTS D'ASCENSEURS en Droit Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Albert SUR

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. HAMEL, Professeur

Suffragants : MM. ROUAST, Professeur
AMIAUD, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1939



*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

S'il est une étude de la responsabilité qui soit actuelle, « moderne », c'est bien celle concernant les accidents d'ascenseurs.

Les premiers ascenseurs n'ont fait leur apparition que vers la fin du siècle dernier et n'ont commencé à se répandre, en France, qu'après 1900.

Il est curieux de voir comment la jurisprudence a pu faire sortir des vieux textes du Code Civil toute une responsabilité très spéciale concernant les accidents d'ascenseurs.

De plus, cette responsabilité, quoique spéciale, présente un intérêt général de première importance : elle a eu en effet, avant-guerre, des répercussions directes et décisives sur l'ensemble des principes généraux de la responsabilité civile.

Depuis la guerre et à l'heure actuelle, la responsabilité en matière d'accidents d'ascenseurs continue à exercer une influence profonde sur toute responsabilité du fait des choses inanimées.

Responsabilité actuelle, spéciale, de portée très générale, autant de raisons qui font l'intérêt d'une telle étude.

Mais il y a un autre intérêt plus vif peut-être : cette responsabilité jurisprudentielle, malgré ses mérites, n'est pas parfaite ; ne pourrait-on pas y remédier par la recherche d'une nouvelle base de responsabilité et l'élaboration d'un système nouveau ?

Ainsi dans un sujet, au premier abord médiocre, étroit et sans éclat, se découvrent les efforts du droit en marche et en pleine vie.

Etudier l'évolution de la jurisprudence en matière d'accidents d'ascenceurs, ses tendances actuelles, enfin une orientation possible pour l'avenir, tel est l'objet de cette thèse.

PREMIÈRE PARTIE

Évolution de la Jurisprudence

Les ascenseurs constituent le type de l'appareil dangereux. Les accidents qu'ils entraînent sont plus rares que ceux causés par les automobiles, mais ils sont en général beaucoup plus graves. Dans l'accident d'automobile, la victime a toujours plus ou moins la possibilité d'échapper ; quand il s'agit d'un ascenseur, dès l'instant que la cabine est en marche, il ne dépend plus de la victime que l'accident soit évité. Elle demeure complètement passive, à la merci de la machine. La personne qui monte dans un ascenseur est semblable à cet aveugle que l'on promène au bord de l'abîme.

Dans ces conditions, n'eût-il pas été inhumain d'exiger que la victime fasse, conformément à l'article 1382 du Code Civil, la preuve d'une faute commise par le gardien de l'ascenseur ?

Les tribunaux l'ont compris ainsi.

Dès la fin du siècle dernier, alors que commençaient à se poser devant eux les premières difficultés à la suite d'accidents d'ascenseurs, ils s'ap-

pliquèrent par tous moyens à venir en aide aux victimes. Dans ce but, ils usèrent de trois procédés :

I. Ils se servirent d'abord de l'art. 1382, mais en appréciant d'une façon très objective la faute dont le gardien de l'ascenseur avait pu se rendre coupable.

II. Ensuite, ils étendirent à notre matière l'article 1386, ce qui dispensait la victime de prouver une faute quelconque du propriétaire (qui est normalement le gardien) au cas de ruine du bâtiment et si, par ailleurs, le vice de construction ou le défaut d'entretien étaient prouvés.

III. Enfin, ils appliquèrent l'art. 1384 et la notion de « faute dans la garde ». Avec ce système la victime n'avait en principe jamais à prouver la faute du gardien, car celui-ci était présumé en faute.

La division de cette première partie est tout indiquée :

CHAPITRE PREMIER : Responsabilité fondée sur l'art. 1382.

CHAPITRE II. — Responsabilité fondée sur l'article 1386.

CHAPITRE III. — Responsabilité fondée sur l'art. 1384.

CHAPITRE PREMIER

RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR L'ARTICLE 1382

Le premier arrêt important qu'ait rendu la Cour de Cassation sur les accidents causés par les ascenseurs date de 1897 (Arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 Mars 1897, D. 1897.1.216 ; S. 1898.1.65, note Esmein). Il s'agissait d'un accident causé par un de ces ascenseurs hydrauliques « prenant au dehors sa force d'impulsion » ; et — « son organisme étant en communication libre avec l'extérieur » — l'air pouvait s'introduire à la place de l'eau dès que des travaux étaient opérés sur la voie publique, ce qui rendait alors le fonctionnement de l'ascenseur très dangereux. On le vit bien le 18 Juin 1884 : l'ascenseur fit une montée très rapide suivie d'une descente vertigineuse. La jeune fille qui se trouvait dans la cabine eut un pied écrasé.

Qui était responsable de l'accident ?

Le Tribunal Civil de la Seine, la Cour d'Appel de Paris et la Chambre des Requêtes ont successivement déclaré responsable la Société des immeubles de la Plaine-Monceau, *propriétaire*.

Sur quels textes ces diverses juridictions ont-elles fait reposer la responsabilité du propriétaire ?

Il est assez difficile de le dire, les décisions rendues étant sur ce point assez confuses. Certains auteurs prétendent que la Cour de Cassation a appliqué ici pour la première fois l'art. 1384 aux accidents causés par les ascenseurs. Nous verrons plus

loin ce qu'il faut en penser (v. p. 30 et suiv.). En tout cas, la Cour de Paris ne s'est pas contentée de viser expressément un seul texte, mais deux textes : les art. 1382 et 1386, qui ont certes des affinités mais qui sont pourtant difficilement conciliables. On lit, en effet, dans l'arrêt de la Cour de Paris du 17 Avril 1896 :

« La responsabilité dans l'espèce est fondée tant sur les dispositions de l'art. 1386 que sur celles des art. 1382 et 1383 du Code Civil. »

Quant à la Chambre des Requêtes, il semble que ce soit aussi sa façon de voir.

Limitons notre examen à ce qui touche l'art. 1382. Sur ce point, l'arrêt de la Cour de Paris présente deux considérants :

Premier considérant :

« Attendu que la Société des immeubles de la Plaine-Monceau est en faute, ainsi que l'a justement reconnu le tribunal, pour avoir installé dans son immeuble et *mis à la disposition de ses locataires* un appareil dont le fait de travaux opérés sur la voie publique dans la canalisation adductive des eaux pouvait rendre, ainsi que l'événement l'a prouvé, le fonctionnement des plus dangereux. »

La Cour envisage ici les rapports entre propriétaire et locataires, rapports régis par le contrat de louage. Le propriétaire a certainement commis une *faute contractuelle* en livrant à ses locataires un ascenseur qui ne pouvait fonctionner sans danger. Les art. 1719, 1720 et 1721 du Code Civil obligent en effet le propriétaire à assurer au preneur une jouissance paisible, à le garantir contre les vices de la chose louée et à entretenir celle-ci en bon état. Donc *faute contractuelle*. Mais dans l'espèce, la vic-

time n'était pas un locataire ; c'était une fille « au service des concierges » ; toutefois, d'après le contrat intervenu entre le propriétaire et ses concierges, l'utilisation de l'ascenseur par cette fille — qui distribuait les lettres aux locataires des différents étages — était normale. La Société des immeubles de la plaine Monceau était donc bien responsable pour avoir commis une faute contractuelle, faute née du contrat de louage de services liant le propriétaire et ses concierges. Aucune difficulté.

Mais l'arrêt de la Cour de Paris semble avoir une portée beaucoup plus générale par suite de ce deuxième considérant :

« Attendu que cette perturbation (dans la marche de l'ascenseur) ne constitue pas nécessairement un fait imprévu, ni de force majeure ; que sa possibilité toujours imminente devait tenir en éveil la vigilance du propriétaire et qu'il était dans les obligations de ce dernier *au regard des TIERS* de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les accidents. »

Le mot « tiers » englobe non seulement les locataires, non seulement les concierges et d'une façon générale toutes personnes liées par contrat avec le propriétaire, mais encore tous ceux qui sont « étrangers » à l'immeuble et au propriétaire, n'ayant avec celui-ci aucun rapport contractuel. Ainsi une personne qui vient rendre visite à un locataire, est victime d'un accident d'ascenseur. Cette personne n'a aucun rapport contractuel avec le propriétaire. De plus, celui-ci, selon le droit commun de l'art. 1382, n'a certainement commis aucune faute délictuelle, car il n'était tenu à rien à l'égard de la victime. Or c'est précisément ici que le considérant en question apporte une règle nouvelle re-

marquable : le propriétaire est *obligé* de faire le nécessaire pour que son ascenseur ne produise aucun dommage. « Il est dans ses *obligations*, dit l'arrêt, *au regard des tiers* de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les accidents. »

D'où vient cette nouvelle obligation à la charge du propriétaire ?

Ni de la loi, ni d'une convention. Mais *de la jurisprudence*.

Celle-ci, empiétant sur le domaine législatif, crée à la charge du détenteur d'une chose une véritable obligation légale.

L'art. 1382, jusqu'à présent, n'imposait en effet qu'une seule obligation : celle de s'abstenir de nuire à autrui par son propre fait. La Cour de Paris a statué en 1896 comme s'il en imposait une seconde : celle de s'abstenir de nuire à autrui par le fait des choses sur lesquelles on a un droit de direction.

C'est une responsabilité élargie. On ne doit nuire à autrui ni directement, *ni indirectement*. C'est certainement une solution très raisonnable, mais c'est ajouter quelque chose à la loi.

Précisons cette obligation nouvelle qui pèse sur le propriétaire. Remarquons tout d'abord qu'il sera assez rare avec ce système que le propriétaire soit déclaré en faute, car c'est à la victime de prouver la faute (il n'y a aucune présomption de faute), ce qui sera souvent fort difficile.

Pourtant cette preuve lui sera facilitée par l'adoption, en jurisprudence, de la notion de faute objective. Il y avait, en effet, deux manières d'interpréter la faute résultant de la violation de cette obligation nouvelle : une manière restrictive et une manière extensive.

La manière restrictive consistait à entendre la faute *subjectivement*. Ainsi nous verrons que le propriétaire est obligé de munir son ascenseur de certains dispositifs spéciaux. Pour savoir s'il y a faute on devra rechercher si le propriétaire a eu connaissance de l'existence de ces dispositifs spéciaux et si, en ayant eu connaissance et en ayant apprécié toute l'efficacité, il a délibérément refusé de les faire installer sur son ascenseur.

Cette faute subjective était évidemment très difficile à prouver.

Si la jurisprudence l'avait adoptée, elle n'aurait guère facilité à la victime la réparation du préjudice subi. A quoi, en effet, aurait servi la création d'une obligation nouvelle, donc la possibilité d'une faute nouvelle sur la base de l'art. 1382, si la preuve de cette faute, à la charge de la victime, devait être aussi difficile ?

C'est pourquoi la jurisprudence a adopté la manière extensive qui consistait à entendre la faute *objectivement*. Pour savoir si le propriétaire, qui est obligé de munir son ascenseur de certains dispositifs spéciaux, a commis une faute, il suffira à la victime de prouver que les dispositifs manquaient. On ne déterminera plus la faute par rapport aux mobiles qui ont guidé le propriétaire, mais simplement par rapport à la chose elle-même.

La faute objective, quoique très inférieure au point de vue moral à la faute subjective, était donc en matière d'accidents d'ascenseurs la seule pratique et même la plus juste — toujours à cause du caractère dangereux de ces appareils qui commande de faciliter à la victime la preuve de la faute.

Quel est le contenu de l'obligation nouvelle créée par la jurisprudence ?

Les décisions qui ont suivi celles de 1896-1897

se sont appliquées à le préciser. En voici les grandes lignes :

Le propriétaire est obligé de munir son ascenseur de certains dispositifs spéciaux, en particulier :

1° d'un appareil qui empêche les vantaux de la cabine de s'ouvrir quand l'ascenseur fonctionne (Paris, 28 Janvier 1924 ; S. 1924.2.103 ; D. 1924.2.84) ;

2° d'un autre appareil qui condamne toutes les portes palières des divers étages, sauf celle de l'étage où l'ascenseur est arrêté ;

3° d'un dispositif qui arrête instantanément l'ascenseur quand le câble de traction se rompt ;

4° d'un faux plancher mobile aménagé sous la cabine et qui arrête celle-ci dès qu'elle rencontre dans la descente un obstacle quelconque ;

5° d'un appareil à pendule qui dans la descente ralentit l'ascenseur en cas de vitesse excessive (Tribunal Civil de la Seine, 5 Juin 1917, D. 1918.2.45, note A.L. ; Recueil périodique des assurances, 1918, page 120 ; même affaire en appel : Paris, 13 Déc. 1918, D. 1921.2.103) ;

6° d'un dispositif destiné à empêcher l'air de remplacer l'eau dans le fonctionnement des ascenseurs hydrauliques (Paris, 25 Mars 1901, D. 1901.2.396).

La Bourse de Commerce de Paris avait fait installer un ascenseur *hydraulique* qui causa un accident par suite de l'introduction dans les appareils destinés à le mouvoir d'une certaine quantité d'air provenant des conduites publiques. Or il existait, *au moment de l'accident*, des appareils simples et peu coûteux destinés à remédier à ce danger, mais

la Bourse de Commerce avait négligé de les faire installer. Elle fut déclarée en faute. Les termes de l'arrêt sont particulièrement instructifs par leur précision et leur clarté :

« Considérant...

« ... que les documents soumis à la Cour démontrent qu'il existe *des moyens de prévenir l'invasion de l'air des conduites publiques dans les tuyaux des ascenseurs* ; que de nombreuses publications existent sur ce sujet ; qu'elles décrivent les procédés dans leurs moindres détails ; que des prospectus offrant ces divers appareils sont abondamment répandus dans le public ; *que la Bourse de Commerce avait le devoir, avant de mettre ses ascenseurs en service, de leur faire adapter lesdits appareils*, d'ailleurs assez simples et peu coûteux » (Paris, 25 Mars 1901, D. 1901.2.396).

Le propriétaire commet une faute au sens de l'art. 1382, non seulement lorsqu'un de ces dispositifs de sécurité manque, mais aussi quand leur *mauvais fonctionnement* a été cause de l'accident.

De plus, le propriétaire qui a en service un ascenseur ancien doit le munir de tous les *perfectionnements* apportés aux ascenseurs depuis qu'il a été construit (Paris, 25 Mars 1901, D. 1901.2.396) (Req. 29 Mars 1897, D. 1897.1.216 ; S. 1898.1.65, note Esmein).

Ici la jurisprudence a varié et il est curieux de connaître son évolution :

L'arrêt de principe de la Chambre des Requêtes du 29 Mars 1897 que nous avons analysé plus haut (v. p. 9 et suiv.) est très clair sur ce point : il y est dit que « *postérieurement à l'époque où l'ascenseur avait été établi*, et notamment en 1894, on a

imaginé et fabriqué des appareils pouvant prévenir ce danger ; que la Société aurait pu en faire adapter à son ascenseur... » qu' « ainsi l'une des causes de cet accident a été l'état de l'ascenseur qui ne présentait pas toutes les garanties de sécurité qu'on était en droit d'exiger à cette époque ».

Ainsi, d'après la Cour de Cassation, le propriétaire d'un immeuble répond de l'accident causé à une personne par l'ascenseur existant dans l'immeuble, s'il est prouvé que, au moment où l'accident s'est produit, l'ascenseur ne présentait pas les garanties de sécurité qu'on était alors en droit d'exiger.

L'arrêt de la Cour de Paris du 25 Mars 1901 (v. p. 14) est dans le même sens.

Mais un jugement du Tribunal de la Seine du 29 Juin 1910 (D. 1911.5.20) décide au contraire que le propriétaire d'un immeuble est tenu de fournir à ses locataires le modèle d'ascenseur « qui existait au jour de la location » et « qu'il n'est pas en faute pour n'avoir pas fait modifier ce modèle en profitant des dernières améliorations découvertes », enfin qu'en conséquence « un locataire, victime d'un accident dans l'ascenseur de l'immeuble qu'il habite, ne saurait réclamer des dommages-intérêts à son propriétaire, sous prétexte que l'accident est dû à l'absence d'un dispositif de sûreté inconnu à l'époque où l'appareil a été établi ».

D'après ce jugement, le propriétaire n'est donc pas tenu de munir son ascenseur ancien de tous les perfectionnements apportés aux ascenseurs depuis qu'il a été construit. Cette décision était regrettable, au point de vue des faits et au point de vue juridique.

a) *Au point de vue des faits* : l'ascenseur, ap-

pareil essentiellement dangereux, doit être l'objet des plus grands soins et doit bénéficier des derniers progrès techniques qui sont autant de pas vers une plus grande sécurité. Et le seul moyen pratique et efficace pour arriver à ce résultat, c'est de rendre le propriétaire de l'ascenseur responsable des accidents survenus par suite de l'absence d'un dispositif de sûreté même inconnu à l'époque où l'appareil a été construit.

b) *Au point de vue juridique* : 1° *En matière contractuelle* (rapports entre propriétaires et locataires), les art. 1719, 1720 et 1721 du Code Civil obligent le propriétaire à assurer au preneur :

1. *Une jouissance paisible* : le propriétaire doit employer tous les moyens *humainement* possibles pour que le locataire jouisse paisiblement de la chose louée.

2. *Une garantie contre les vices de la chose louée* : pourquoi ne pourrait-on pas voir un vice de la chose louée dans le manque du dispositif de sûreté inconnu au moment de la construction de l'ascenseur, mais découvert depuis et ayant fait ses preuves ?

3. *Un bon entretien de la chose louée* : quand la chose louée est dangereuse, tel un ascenseur, le « bon entretien » doit s'entendre non seulement des réparations, mais encore de toutes améliorations nouvelles. Cette interprétation extensive est justifiée par le caractère dangereux de l'ascenseur.

2° *En matière délictuelle* : puisque la jurisprudence a interprété l'art. 1382 de telle sorte qu'il édicte une seconde obligation : celle de s'abstenir de nuire à autrui par le fait des choses sur lesquelles on a un droit de direction (voir page 12), il est logique que cette nouvelle obligation s'applique au

plus grand nombre de cas possible ; en particulier on ne voit pas pourquoi le propriétaire ne serait responsable de l'accident causé par son ascenseur que s'il était dû à l'absence d'un dispositif de sûreté connu à l'époque où l'appareil a été établi !

La jurisprudence l'a du reste bien compris ainsi et la Cour de Paris, le 13 Décembre 1918, revenait au système antérieur, celui de la Chambre des Requêtes (Arrêt du 29 Mars 1897) et celui de la Cour de Paris (Arrêt du 25 Mars 1901). Un accident d'ascenseur avait été causé par suite de l'absence d'un dispositif de sûreté spécial : l'appareil à pendule. Cet appareil à pendule existait au moment de la construction de l'ascenseur. La Cour aurait donc pu se contenter de condamner le propriétaire pour accident dû à l'absence d'un dispositif de sûreté connu à l'époque où l'appareil avait été construit ; néanmoins, pour plus de clarté, la Cour a précisé que la responsabilité découlait de l'absence de cet appareil *au moment de l'accident* : « Considérant qu'en le (l'appareil à pendule) refusant, de Torcy (le propriétaire) a commis une faute génératrice dudit accident, le propriétaire d'une maison étant responsable d'un tel fait causé par l'ascenseur qu'il a sous sa garde et alors que l'une des causes de l'accident est due à l'état même de l'ascenseur, qui ne comportait pas tous les appareils de sécurité qu'on était alors en droit d'exiger et que de Torcy n'avait pas voulu faire installer ».

Cet arrêt ne vise plus, il est vrai, la faute au sens de l'art. 1382, mais seulement la faute dans la garde. Il n'en a pas moins de valeur. En effet, il ne semble pas que la solution ait été dictée par suite de l'adoption d'une base nouvelle de responsabilité. Si l'art. 1382 avait continué à régir la res-

ponsabilité en matière d'accidents d'ascenseurs, le même résultat eût certainement été atteint.

Ainsi tirée de l'art. 1382 du Code Civil, la nouvelle obligation qui pèse sur les propriétaires ou détenteurs d'ascenseurs est très lourde. Ce qui s'explique non seulement par le grand danger qu'offrent ces appareils, mais encore par le fait qu'il existait déjà en matière contractuelle une obligation analogue également très lourde ; beaucoup de victimes d'accidents d'ascenseurs ont été en effet des locataires ; or pour eux il n'y a jamais eu aucune difficulté à obtenir réparation entière, le propriétaire étant déclaré responsable pour avoir manqué à une de ses principales obligations dérivant du contrat de louage. Alors pourquoi la nouvelle obligation basée sur l'art. 1382 n'aurait-elle pas entraîné également réparation entière, pourquoi n'aurait-elle pas été, pour le propriétaire, aussi lourde que l'obligation contractuelle analogue ?

La nouvelle obligation tirée de l'art. 1382, si lourde soit-elle, fut cependant jugée insuffisante. Le propriétaire, par suite de la difficulté de la preuve de la faute que devait fournir la victime, échappait trop souvent à toute responsabilité. Il fallait trouver une autre obligation basée sur un autre texte. Il fallait une autre faute, plus facilement prouvée par la victime. Dans ce but, la jurisprudence utilisa la responsabilité fondée sur l'article 1386.

CHAPITRE II

RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR L'ARTICLE 1386

Dès 1897, en même temps qu'ils fondaient la responsabilité sur l'art. 1382, les arrêts utilisèrent l'art. 1386. Et par la suite, cette nouvelle base de la responsabilité eut de plus en plus de faveur dans la jurisprudence.

Pourquoi ?

C'est que les tribunaux voulaient à tout prix faciliter à la victime la réparation du dommage à elle causé par un ascenseur. Or avec l'art. 1382, même en entendant la faute de la façon la plus objective (voir Chapitre Premier, page 13), il était souvent difficile pour la victime, non liée contractuellement avec le propriétaire, de prouver une faute quelconque à la charge de celui-ci, le propriétaire pouvant toujours démontrer que l'accident était dû à l'absence de tel appareil dont il n'était pas obligé de munir son ascenseur, ou encore qu'il était dû à une cause inconnue, ou à un cas fortuit et de force majeure, ou à une faute de la victime elle-même.

Pour remédier à cet état de choses, il y avait un moyen : l'art. 1386, c'est-à-dire : s'en tenir toujours à la notion de faute objective *prouvée* (et non *présumée*), mais refuser au propriétaire de se décharger de toute responsabilité en démontrant sa non-culpabilité.

Pratiquement, comment appliquer ce nouveau système aux accidents d'ascenseurs ?

Prenons un exemple : un accident se produit par suite de rupture du câble de traction de l'ascenseur ; la cabine s'écrase au sol. Il y a une victime : c'est une personne étrangère à la maison, l'ami d'un locataire. L'accident aurait pu être évité si le propriétaire avait muni son ascenseur d'un appareil spécial destiné à arrêter instantanément la cabine en cas de mauvais fonctionnement.

Avec le système de l'art. 1382, la victime avait à prouver que l'accident était arrivé par suite de l'absence d'un appareil spécial dont le propriétaire était tenu de munir son ascenseur. Le propriétaire pouvait donc se défendre en démontrant que la cause de l'accident n'était pas dans l'absence de cet appareil, mais qu'elle était inconnue ; il pouvait aussi se dégager de toute responsabilité en invoquant le cas fortuit et la force majeure, à plus forte raison la faute de la victime.

Avec le système de l'art. 1386, la victime n'a plus à prouver que l'accident est arrivé par suite de l'absence d'un appareil spécial dont le propriétaire était tenu de munir son ascenseur. Une seule chose à prouver : le « vice de construction » (1), c'est-à-dire l'absence de cet appareil spécial — ce qui est très facile (2). Peu importe que l'absence de cet appareil spécial n'ait pas été la seule cause de

(1) Nous raisonnons sur le « vice de construction ». Il en serait de même pour le « défaut d'entretien » également prévu par l'art. 1386.

(2) Comme le propriétaire est obligé de pourvoir son ascenseur de cet appareil reconnu indispensable et ayant fait ses preuves, on admet logiquement que l'absence de cet appareil constitue le « vice de construction » visé dans l'art. 1386.

l'accident ou même qu'elle ne l'ait pas été du tout ! Peu importe qu'il y ait eu cas fortuit ou de force majeure ! Peu importe même que la victime ait été en faute ! La preuve du « vice de construction » une fois faite, il y a présomption de faute irréfragable. Aucune preuve contraire n'est possible.

Ce système — qu'on peut regarder comme un développement excessif de la notion de faute objective — apportait une très grande facilité de preuve pour la victime. On ne doit donc pas s'étonner que la jurisprudence, toujours soucieuse de protéger les victimes d'appareils aussi dangereux que les ascenseurs, ait appliqué l'art. 1386 comme base de responsabilité en notre matière.

Pourtant ce système ne pouvait être maintenu ni au point de vue de l'équité, ni au point de vue du droit.

1° *Au point de vue de l'équité.* Le caractère dangereux des ascenseurs ne pouvait légitimer une responsabilité aussi lourde, aussi aveugle pour le propriétaire. La victime est certes intéressante, mais le propriétaire a des intérêts très légitimes dont on ne peut pas ne pas tenir compte. Il est inadmissible, en effet, que le « vice de construction » ayant été prouvé, le propriétaire soit responsable d'office sans qu'il puisse démontrer que l'accident peut également avoir une toute autre cause que ce « vice de construction ». Il est inadmissible qu'il soit condamné malgré le cas fortuit et la force majeure. Il est inadmissible et profondément injuste qu'il demeure responsable quoique la victime soit en faute.

2° *Au point de vue du droit.* L'art. 1386 prévoit la responsabilité du propriétaire en cas de

ruine du bâtiment par suite de défaut d'entretien ou de vice de construction.

L'ascenseur constitue-t-il un « bâtiment » ? Cela dépend du sens que l'on donne au mot « bâtiment ». Ordinairement on entend par là toute construction située à la surface du sol. Dans un sens plus large, c'est tout ouvrage de l'homme ayant un caractère immobilier, ce qui comprend les meubles incorporés à perpétuelle demeure dans un immeuble. Suivant ce deuxième sens l'ascenseur, par excellence immeuble par incorporation, est un bâtiment. Et cette appellation n'a rien de forcé. Du reste, la jurisprudence depuis longtemps fait rentrer dans le terme de bâtiment tous les immeubles par incorporation (Cass. Chambre Civile, 19 Avril 1887, D. 1888.1.27) et en particulier les ascenseurs (Cass. Req., 29 Mars 1897, S. 1898.1.65 ; D. 1897.1.216).

Mais le texte parle de « ruine d'un bâtiment ». Assimiler les caprices d'un ascenseur à la ruine du bâtiment auquel il est incorporé est peut-être un peu plus forcé. Admettons cependant que l'on puisse faire ces assimilations ; l'art. 1386 demeure-t-il une base parfaite de la responsabilité en notre matière ?

Non. On peut lui faire trois critiques, l'une d'ordre particulier, deux autres d'ordre général.

a) Dans un cas très particulier, l'art. 1386 est en défaut. On sait que les arrêts de la Cour de Paris du 17 Avril 1896 et de la Chambre des Requêtes du 29 Mars 1897 ont fondé la responsabilité en matière d'accidents d'ascenseurs à la fois sur l'art. 1382 et sur l'art. 1386 (v. p. 10).

Envisageons ces arrêts au seul point de vue de l'art. 1386.

On se rappelle qu'ils ont l'un et l'autre constaté d'une part « qu'à l'époque où il (l'ascenseur) a été livré, il était d'une *construction* irréprochable et ne contenait pas de vice apparent ou caché » ; d'autre part, que « postérieurement à l'époque où l'ascenseur avait été établi et notamment en 1884 on a imaginé et fabriqué des appareils pouvant prévenir ce danger ; que la société aurait pu en faire adapter à son ascenseur ». Dans ces conditions, où est le vice de construction ? Il n'est pas dans la construction elle-même puisque celle-ci est reconnue « irréprochable ». Alors il ne peut consister que dans un fait postérieur à la construction, dans ce fait qu'on n'a pas utilisé pour l'ascenseur telle découverte postérieure à sa construction. Et c'est bien là le « vice de construction » tel que l'entend la Chambre des Requêtes :

« Ainsi, lit-on dans l'arrêt de 1897, l'une des causes de cet accident a été l'état de l'ascenseur qui ne présentait pas toutes les garanties de sécurité qu'on était en droit d'exiger à cette époque *et ce vice de construction* engage la responsabilité du propriétaire. »

Ce qui signifie qu'après avoir bâti un immeuble le propriétaire devrait y apporter tous les perfectionnements successifs qu'a faits l'art de la construction dans tous les domaines.

Il est impossible d'aller jusque là. L'expression « *vice de construction* » ne peut désigner qu'un vice de la construction elle-même et non un fait postérieur à celle-ci. Mais avec cette interprétation rigoureuse du texte de l'art. 1386, nous nous apercevons que dans l'espèce visée par l'arrêt de 1897 le propriétaire n'aurait pas pu être déclaré responsable. En effet, la construction de l'ascenseur

étant reconnue irréfutable, c'eût été un non-sens que de parler ensuite de « vice de construction ». La Chambre des Requêtes l'a bien vu et c'est ce qui explique son interprétation « extensive » de l'expression « vice de construction ». Mais il n'en reste pas moins qu'avec la seule interprétation que l'on puisse raisonnablement donner de l'expression « vice de construction », l'art. 1386 se trouve ici complètement en défaut.

Ceci est une critique très particulière montrant une des faiblesses de l'art. 1386 comme fondement de la responsabilité en notre matière.

b) Voici maintenant deux critiques d'ordre général qui sont décisives :

1. La responsabilité des accidents causés par les ascenseurs n'est qu'une partie d'une question générale : la responsabilité des accidents causés par les choses inanimées. Si donc on admet l'art. 1386 comme base de la responsabilité des accidents causés par les ascenseurs, on est obligé de l'admettre également comme base de la responsabilité des accidents causés par n'importe quelle chose inanimée. On comprend que l'art. 1386 s'applique à des choses inanimées telles que les ascenseurs qui sont des immeubles par incorporation, mais il est impossible d'appliquer l'art. 1386 qui vise les « bâtiments » à des choses mobilières comme les automobiles — au moins quand elles ne sont pas « immeubles par destination ». Conséquence : toute cette catégorie de choses mobilières, pourtant très dangereuses et causant les accidents les plus nombreux et les plus terribles, étant en dehors du domaine d'application de l'art. 1386, retombe sous celui de l'art. 1382. Ce qui équivaut, on l'a vu, à rendre pour la victime très difficile toute réparation.

Ce serait absurde.

2. Même en admettant que la généralisation de l'art. 1386 eût été possible, cela aurait eu une conséquence désastreuse, celle d'*attacher la responsabilité à la propriété*. Si cela est admissible pour les bâtiments puisque c'est le propriétaire qui doit les entretenir et veiller à leur conservation, c'est impossible pour toutes les choses inanimées qui ne sont pas des bâtiments. Voit-on le propriétaire d'une automobile, prêtant celle-ci à un ami pour une excursion, être rendu responsable de l'accident survenu au cours de cette excursion par le fait de son ami ?

Ce serait injuste.

Absurde. Injuste. Ce sont bien là les caractéristiques de cet art. 1386 envisagé comme fondement général de la responsabilité en matière de choses inanimées. Du reste, la Cour de Cassation s'en est aperçu de 1920 à 1927, époque à laquelle elle a rendu ses arrêts de principe en matière d'accidents d'automobiles. Ces arrêts fondent désormais la responsabilité des accidents causés par les automobiles non pas sur l'art. 1386, mais sur l'art. 1384.

Pour les accidents d'ascenseurs, c'est 25 ans plus tôt que l'art. 1384 avait été adopté comme base nouvelle de la responsabilité.

Nous allons le voir dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR L'ARTICLE 1384

L'art. 1386 s'étant révélé insuffisant et défectueux, il fallait trouver un autre texte. La jurisprudence s'arrêta à un membre de phrase du premier alinéa de l'art. 1384 :

« On est responsable... (du dommage causé par le fait) des choses que l'on a sous sa garde. »

Ces quelques mots eurent un effet merveilleux. D'un seul coup était découvert un système de responsabilité à peu près parfait.

Après avoir recherché la date exacte à laquelle l'art. 1384 al. 1^{er} a été appliqué la première fois aux accidents d'ascenseurs, nous essaierons de déterminer en quoi consiste cette nouvelle base de responsabilité et ses répercussions sur les principes de la responsabilité du fait des choses inanimées.

De là trois paragraphes :

I. Date d'application de l'art. 1384 al. 1^{er} aux accidents d'ascenseurs.

II. En quoi consiste cette nouvelle base de responsabilité ?

III. Répercussions de l'adoption de l'art. 1384, comme nouvelle base de responsabilité des accidents d'ascenseurs, sur les principes de la responsabilité du fait des choses inanimées.

I. *Date d'application de l'art. 1384 al. 1^{er}
aux accidents d'ascenseurs*

Nous avons laissé ~~entrevoir~~ (voir page 9) que, selon certains auteurs, le premier arrêt qui ait appliqué l'art. 1384 al. 1^{er} aux accidents causés par les ascenseurs avait été celui de la Chambre des Requêtes du 29 Mars 1897 (D. 1897.1.216 ; S. 1898.1.65).

M. Paul Magnin, en particulier, écrit :

« Toute cette théorie, construite par la jurisprudence, sur le fondement de l'idée de garde, s'est appliquée dès 1897 aux accidents d'ascenseurs auxquels les tribunaux ont étendu les dispositions de l'art. 1384 beaucoup plus tôt et avec bien moins d'hésitations que pour les accidents d'automobiles » (Paul Magnin, Professeur à la Faculté Libre de Droit de Lyon, Revue trimestrielle de Droit civil, 1930, p. 18).

Et l'auteur renvoie en note à l'arrêt dont il est ici question.

Pourtant il est loin d'être certain que dans cette affaire la Cour de Paris et la Chambre des Requêtes aient entendu appliquer l'art. 1384. En effet, quoique le pourvoi ait relevé comme moyen « la violation des art. 1382 et suivants », ce qui comprenait évidemment l'art. 1384, il n'est nulle part fait mention de cet article dans les motifs de l'un et l'autre arrêts. Nulle part non plus il n'est question de fonder la responsabilité sur une idée de garde. C'est pourquoi il nous semble que l'art. 1384 al. 1^{er} n'a servi d'aucune façon, dans l'arrêt de 1897, à fonder la responsabilité des propriétaires d'ascenseurs.

C'est seulement quatre ans plus tard, en 1901, que la Cour de Paris vise expressément l'art. 1384 al. 1^{er} (Paris, 25 Mars 1901, D. 1901.2.396) à côté des art. 1382 et 1386. Il s'agissait de l'accident causé par un ascenseur hydraulique de la Bourse de Commerce de Paris (voir ci-dessus page 14). On lit dans l'arrêt :

« Considérant que le propriétaire qui fait établir un ascenseur dans son immeuble est tenu de munir cet appareil de tous les perfectionnements de nature à assurer la sécurité de ceux qui l'emploient. Que s'il manque à cette obligation il doit réparer le dommage causé par les accidents résultant du mauvais fonctionnement de l'ascenseur, soit en vertu de l'art. 1383 qui met à sa charge les conséquences de son imprudence et de sa négligence, soit en vertu des art. 1384 et 1386 qui le rendent responsable des choses dont il a la garde et de leur vice de construction. »

Cet arrêt de la Cour de Paris de 1901 est très important. Certes, il ne vise pas uniquement l'art. 1384, mais il le mentionne : tout le système d'une responsabilité basée sur la notion de garde se trouve ainsi dès cette époque adopté par la jurisprudence, au moins virtuellement.

Quelques années plus tard, la Cour de Paris (1)

(1) Paris, 29 Novembre 1911 (Gazette du Palais 1911. 3.66) ; Paris, 13 Décembre 1918 (D. 1921.2.103) : « Considérant... que le propriétaire d'une maison étant responsable d'un tel fait causé par l'ascenseur qu'il a sous sa garde... »

Paris, 28 Janvier 1924 (D. 1924.1.159 ; S. 1925.1.65) : « Considérant qu'aux termes de l'art. 1384 du Code Civil le propriétaire d'un immeuble où il a fait établir un ascenseur est responsable des accidents causés par cet ascenseur... »

et plusieurs tribunaux (2) ne s'appuient plus que sur l'art. 1384. Ce n'est qu'en 1928 (3) que la Cour de Cassation consacre définitivement ce nouveau fondement de la responsabilité des accidents causés par les ascenseurs (v. p. 43).

II. *En quoi consiste cette nouvelle base de responsabilité ?*

C'est une question très délicate qui a été vivement discutée. Quand, en 1901, la Cour de Paris appliqua la première fois l'art. 1384 aux accidents d'ascenseurs, les auteurs étaient alors divisés en deux camps au sujet du fondement général de la responsabilité (4). Aussi interprétèrent-ils différemment l'initiative de la Cour de Paris. Après avoir rapidement rappelé quelles étaient les deux grandes opinions en présence, nous essaierons de déterminer si et dans quelle mesure l'initiative de la Cour de Paris a modifié le fondement général de la responsabilité et partant celui de la responsabilité du fait des choses inanimées, en particulier des ascenseurs. Ce faisant, nous étudierons le contenu de cette nouvelle base de responsabilité.

(2) Trib. Auvers, 14 Juin 1910 (Recueil des Assurances, 1910, p. 785).

Trib. Seine, 5 Juin 1917 (D. 1918.2.45).

(3) Cass. Req., 6 Mars 1928 (v. nombreuses références page).

(4) Les partisans les plus notoires de la notion du « risque créé » étaient : Saleilles, Josserand, Teisseire (thèse Aix 1901). La notion de faute conservait cependant en sa faveur la majorité des auteurs : Baudry-Lacantinerie, Labbé, Planiol, etc...

Vers 1900, on s'est beaucoup battu autour de l'art. 1384. Deux systèmes s'opposaient :

1. le système traditionnel ;
2. le système du « risque créé ».

1. — Le système traditionnel

« La faute est un manquement à une obligation préexistante dont la loi ordonne la réparation quand il a causé un dommage à autrui » (Planiol, T. II, éd. 1932, p. 302).

Cette notion de faute nous vient directement de la loi Aquilia. La faute constitue un de ces canaux par où la morale imprègne le droit.

Avec le système traditionnel, on parle de *responsabilité subjective*.

2. — Le système du « risque créé »

« Un fait a causé un dommage... Que ce fait soit répréhensible ou non, peu importe. Sa relation avec le dommage est seule à considérer. Il n'y a pas à proprement parler de fait répréhensible en droit civil ; ce droit ne s'inquiète ni de morale, ni de pénalité » (Teisseire, Thèse Aix, 1901 : Le fondement de la responsabilité, page 177).

A la notion de faute on veut substituer la notion de causalité. A la formule traditionnelle « Quiconque commet une faute devient responsable du dommage qui se réalise », on veut substituer la formule nouvelle : « Quiconque fait naître un risque devient responsable du dommage qui se réalise ».

Avec le système du « risque créé », on parle de *responsabilité objective*.

Il convient d'ajouter que les partisans du « risque créé » ont vu une manifestation de leur conception dans l'art. 1384 al. 1^{er} et qu'ils ont tout naturellement cherché à baser toute leur doctrine sur cet art. 1384 al. 1^{er}, interprété à leur manière.

Cette théorie du « risque créé » a convaincu beaucoup de bons esprits (Saleilles, Josserand) par son apparente rigueur scientifique et par l'idée de solidarité sociale sur laquelle elle s'appuie. D'autre part, elle semblait remédier heureusement à la théorie traditionnelle qui, en exigeant une preuve de la faute souvent impossible à rapporter, laissait la plupart du temps la victime non dédommée. Avec la notion du risque, au contraire, aucune faute à prouver : un dommage a été causé, celui par le fait duquel il est arrivé a nécessairement fait naître un risque pour autrui : il est responsable indépendamment de toute idée de faute. Au point de vue de la facilité de la preuve, la théorie du « risque créé » apportait donc un avantage certain.

Devant cette division de la doctrine, la Cour de Cassation a jugé, pendant longtemps, selon le système traditionnel : un propriétaire n'était responsable du dommage causé par sa chose que s'il existait contre lui une *faute prouvée* par la victime (Cass. 19 Juillet 1870, D. 1870.1.31 ; S. 1871.1.9).

Mais en 1896 la Chambre Civile utilisa pour la première fois contre le propriétaire cet art. 1384 al. 1^{er}, que les partisans du « risque créé » considéraient comme la base juridique de tout leur système : le propriétaire, gardien de sa chose, était désormais responsable du dommage causé par celle-ci en vertu d'une *faute présumée* (Cass. 16 Juin 1896, D. 1897.1.433 ; S. 1897.1.17). Et cinq ans plus tard, en 1901, la Cour de Paris faisait la première application de l'art. 1384 aux accidents d'ascenseurs (Pa-

ris, 25 Mars 1901, D. 1901.2.396, voir ci-dessus page 31).

Tout naturellement, les partisans du « risque créé » ont voulu voir dans ce revirement de jurisprudence la consécration par celle-ci de leur système. La Cour de Cassation, disaient-ils, parle encore de faute, mais ce n'est plus que d'une faute présumée, c'est-à-dire édulcorée. Encore un pas et elle ne parlera plus du tout de faute. Alors le système de la responsabilité sera désormais basé sur la notion de risque.

Faut-il donner à ce revirement de jurisprudence une telle portée ? L'arrêt de 1896 et celui de 1901 sur les ascenseurs ont-ils vraiment consacré la notion du « risque créé » ?

La question mérite notre attention, non pas tant pour nous faire toucher du doigt l'importance de la matière des accidents d'ascenseurs eu égard au fondement général de la responsabilité, que parce que de cette question dépend tout le fonctionnement de notre responsabilité en matière d'accidents d'ascenseurs. Avec la notion de faute présumée, le gardien pourra toujours se décharger en prouvant qu'il n'a pas commis de faute ; tandis qu'avec la notion du « risque créé » une telle preuve lui sera impossible ; du moment que sa chose a été cause d'un dommage il devra réparation, peu importé qu'il ait commis une faute ou non.

Nous ne pouvons répondre à cette question qu'en la dédoublant :

a) Les partisans du « risque créé » ont-ils eu raison de considérer que le Code Civil, art. 1384 al. 1^{er}, faisait une application de leur système — ce qui laisserait croire presque nécessairement que

les tribunaux, en appliquant l'art. 1384 al. 1^{er}, auraient en même temps adopté le système du « risque créé » — ?

Certainement non. Sous l'Ancien Régime, les auteurs et la jurisprudence ne connaissaient qu'un fondement de la responsabilité : *la faute*. Pourquoi les rédacteurs du Code Civil auraient-ils changé ? Tout au moins se seraient-ils expliqués s'ils avaient entendu adopter un système aussi important et aussi nouveau que celui du « risque créé ». Or, seul un membre de phrase équivoque à la fin du premier alinéa de l'art. 1384 aurait donné ce nouveau fondement à la responsabilité, alors que la faute reste à la base de toute responsabilité d'après tous les autres articles du Code !

C'est invraisemblable.

b) Mais les partisans du « risque créé » peuvent-ils soutenir avec quelque vraisemblance que si l'art. 1384 al. 1^{er} du Code Civil n'a rien à voir avec leurs conceptions, par contre la jurisprudence en 1896 et 1901 a adopté leur système par le fait qu'elle prenait comme nouvelle base de responsabilité l'art. 1384 ?

Ici encore, il faut répondre : *non*. Il y a, en effet, un abîme, une différence de nature entre la faute présumée et le « risque créé ». On n'a même pas le droit de dire que l'art. 1384 constitue un trait d'union entre la notion de faute et celle de risque, un premier pas vers la notion de risque. La faute est, en droit, la manifestation de la loi morale dans le fonctionnement de la responsabilité. Le risque n'est, au contraire, que la manifestation d'une loi toute mathématique, toute matérielle, et le système qu'il sert à fonder n'est qu'une machine au fonctionnement brutal et aveugle, justement

parce que la loi morale y perd tous ses droits. Les Romains accomplirent un de leurs plus grands progrès lorsqu'ils introduisirent dans leurs lois la notion de faute (loi Aquilia). Serait-ce aujourd'hui, après 2.500 ans d'existence, que l'on abandonnerait une notion aussi juste et — quoiqu'on dise — aussi pratique ? La jurisprudence lorsqu'elle appliqua, la première fois, l'art. 1384 al. 1^{er} en 1896 et 1901 n'a pas pu opérer ce bouleversement. Et si elle avait osé le faire elle se serait expliquée, ce qu'elle n'a pas fait. L'adoption de l'art. 1384 comme nouvelle base de responsabilité n'a donc pas pu signifier l'abandon de la notion de faute. Du reste, relisons un des considérants de l'arrêt de 1901 :

« Considérant que le propriétaire, qui fait établir un ascenseur dans son immeuble, est tenu de munir cet appareil de tous les perfectionnements de nature à assurer la sécurité de ceux qui l'emploient. *Que s'il manque à cette obligation, il doit réparer le dommage causé* par les accidents résultant du mauvais fonctionnement de l'ascenseur, soit en vertu de l'art. 1383 qui met à sa charge les conséquences de son imprudence et de sa négligence, soit en vertu des art. 1384 et 1386 qui le rendent responsable des choses dont il a la garde et de leur vice de construction » (Paris, 25 Mars 1901, D. 1901.2.396).

« *Que s'il manque à cette obligation, il doit réparer le dommage causé...* »

Le propriétaire ne devra pas réparer le dommage chaque fois qu'il y aura dommage, mais seulement chaque fois qu'il y aura manquement à une obligation préexistante nettement définie, *chaque fois qu'il y aura faute*.

L'application de l'art. 1384 al. 1^{er} par la juris-

prudence ne signifie donc pas l'adoption du système du « risque créé ».

La faute reste à la base de toute responsabilité.

Seulement, la faute qu'il faut prouver est appréciée d'une façon très objective (v. p. 13). D'autre part, le fait que la faute soit normalement présumée (v. p. 51 et 83) est bien un autre trait d'objectivité. Cette objectivité est même tellement poussée que la présomption de faute ne peut pas être détruite par la preuve que le gardien n'a commis aucune faute (v. p. 84).

Ces divers caractères de la « faute dans la garde » seront précisés dans l'étude de la jurisprudence actuelle, objet de la deuxième partie.

Toutefois, notons dès à présent la grande supériorité de la responsabilité fondée sur l'art. 1384 par rapport à la responsabilité fondée sur l'art. 1386.

L'art. 1386 édicte une responsabilité *rigide* ne s'appliquant qu'aux « propriétaires » de « bâtiments ». L'art. 1384 engendre une responsabilité *souple* ; il est relatif à la « garde » des « choses » — peu importe que le gardien soit propriétaire ou non, peu importe qu'il s'agisse d'un meuble ou d'un immeuble.

L'art. 1386 édicte une responsabilité d'application très *restreinte* : pour qu'il y ait réparation, il faut que la ruine du bâtiment, cause du dommage, soit arrivée par suite du « défaut d'entretien » ou par « vice de construction ». La responsabilité de l'art. 1384 est d'application très *large* : peu importe la cause de l'accident, il y a toujours réparation.

De l'art. 1386 naît une responsabilité *brutale* : dès que le « vice de construction » a été prouvé, le propriétaire est nécessairement condamné, même s'il y a faute de la victime, même s'il y a cas fortuit et de force majeure. De l'art. 1384 naît, au con-

traire, une responsabilité *humaine* : on tient compte de la faute de la victime, ou d'un tiers, ainsi que du cas fortuit et de force majeure.

Enfin et surtout pour faire jouer la responsabilité l'art. 1386 exige, de la part de la victime, une preuve du « vice de construction » ; l'art. 1384 n'en exige, le plus souvent, aucune : la faute est habituellement présumée (5).

Ainsi la responsabilité qui découle de l'art. 1384 al. 1^{er} est une responsabilité toujours basée sur la faute — mais sur une faute appréciée le plus objectivement possible. De plus, par ses multiples avantages, elle représente en matière d'accidents d'ascenseurs un progrès considérable.

III. Répercussions de l'adoption de l'art. 1384 comme nouvelle base de responsabilité des accidents d'ascenseurs, sur les principes de la responsabilité du fait des choses inanimées

Pendant plus d'un quart de siècle, la Cour de Cassation a soutenu que l'art. 1384 al. 1^{er} ne s'appliquait pas aux immeubles. C'était illogique puisque par ailleurs elle appliquait ce même article à des choses immobilières comme les ascenseurs.

A cette dissonance dans sa jurisprudence, la Cour de Cassation donnait deux raisons : une spéciale, une générale.

Spéciale. — Dans le cas de dommage causé par la communication d'un incendie, il fallait mettre le propriétaire d'immeubles à l'abri d'une res-

(5) Cette différence essentielle distingue l'art. 1384 al. 1^{er} non seulement de l'art. 1386, mais encore de l'art. 1382.

ponsabilité trop lourde afin d'éviter une perturbation peut-être profonde dans les rapports entre propriétaires et assureurs.

Générale. — Dans le cas d'un dommage causé par la ruine d'un bâtiment, la Cour de Cassation a craint que l'art. 1384, qui n'exige pas la preuve soit d'un « défaut d'entretien », soit d'un « vice de construction », ne finisse par rendre inutile l'art. 1386 plus exigeant et qui réclame cette preuve. Protéger le domaine d'application de l'art. 1386 : telle était cette deuxième raison.

Pour ces deux raisons, pendant plus d'un quart de siècle, la Cour de Cassation a maintenu la distinction des choses mobilières et des choses immobilières quant à l'application de l'art. 1384 (Cass. Req. 18 mai 1909, S. 1911.1.493 ; Cass. Civ. 26 Juin 1924 (6) ; Cass. Req. 10 Février 1925, S. 1925.1.65).

Pendant un quart de siècle aussi, la doctrine presque unanime a protesté énergiquement contre cette distinction arbitraire des meubles et des immeubles, contre l'inapplicabilité de l'art. 1384 aux immeubles (voir références nombreuses au S. 1928.1.225).

Une telle façon de voir était en effet contraire aux textes et à la jurisprudence elle-même :

(6) « Attendu que si aux termes de l'art. 1384 al. 1^{er} on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde, *cette disposition est inapplicable aux immeubles* ; que le propriétaire d'un bâtiment n'est présumé responsable que du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée par suite d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction ; qu'en dehors de ces cas prévus par l'art. 1386, il reste soumis à la règle de l'art. 1382. »

a) *Contraire aux textes* : 1. L'art. 1384 parle des « choses ». Ce terme est le plus compréhensif qui soit. Sans compter que certaines « choses » sont tantôt meubles, tantôt immeubles d'après leur destination. Une voiture qui est un meuble, si elle est au service de son propriétaire, devient immeuble par destination quand elle est affectée au service d'un fonds. Est-il raisonnable que la victime de l'accident provoqué par cette voiture soit plus ou moins protégée suivant que cette voiture est au service de son propriétaire ou au service d'un fonds ?

2. « La nature mobilière ou immobilière de la chose dommageable est d'autant moins décisive que le législateur a placé le fondement de la responsabilité de plein droit, non point dans cette chose même, mais bien dans sa garde » (7) (Josserand).

3. La loi du 7 Novembre 1922 (art. 1384 al. 2) a prévu, au cas de communication d'incendie, tout risque de perturbation dans les rapports entre propriétaires d'immeubles et assureurs en exigeant de la part de la victime la preuve d'une faute :

« On est responsable... »

« ... Toutefois celui qui détient à un titre quelconque tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable... »

(7) « Attendu que l'art. 1384 al. 1^{er} du Code Civil rattache la responsabilité à la garde de la chose et non à la chose elle-même... » (Trib. Civ., 12 Mai 1937, Gaz. du Pal. 1937.2.473 et journal du 14 Octobre 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 613).

Ainsi la présomption de l'art. 1384 al. 1^{er} ne joue plus pour les immeubles en cas de communication d'incendie. *A fortiori*, elle doit jouer pour les immeubles *dans tous les autres cas*.

b) *Contraire à la jurisprudence* : Celle-ci applique l'art. 1384

aux *immeubles par destination* : automobile affectée à une exploitation par exemple (nombreuses décisions) ;

aux *immeubles par incorporation* : les ascenseurs (8) ;

aux *immeubles par nature* :

végétaux (Paris, 10 Déc. 1921, Gaz. Trib. 1922.2.75),

sol (digue rompue : Trib. Civ. Valence, 14 Mai 1920),

bâtiments : incendie avant la loi de Novembre 1922 (Toulouse, 8 Juin 1921, D. 1921.2.21).

D'autre part, nous connaissons les nombreux avantages de la responsabilité fondée sur l'art. 1384, notamment par rapport à la responsabilité fondée sur l'art. 1386 (v. p. 38).

Devant des critiques aussi fondées et une pression aussi raisonnable, le 6 Mars 1928 la Cour de Cassation fit volte face.

Un arrêt de la Cour de Lyon du 29 Octobre 1925 avait déclaré un hôtelier responsable de l'accident d'ascenseur survenu dans son hôtel à un de ses clients. Et la cause de cet accident n'ayant pu

(8) Ici lien matériel, alors que pour les immeubles par destination il s'agit seulement d'un lien moral.

être déterminée, la Cour s'était servie de la présomption de faute de l'art. 1384 al. 1^{er} pour condamner l'hôtelier.

Le 6 Mars 1928, la Cour de Cassation confirma l'arrêt de la Cour de Lyon en invoquant les motifs suivants :

« Attendu, d'après le pourvoi, que cette décision aurait à tort appliqué au gardien d'un appareil incorporé à un immeuble et faisant partie intégrante de cet immeuble un principe de responsabilité qui ne peut peser que sur les personnes qui ont des choses mobilières sous leur garde ; que la responsabilité, en matière d'immeubles, doit être réglée en cas de ruine, par l'art. 1386, dans les autres cas par l'art. 1382 et non par l'art. 1384 ; — Mais attendu que *la disposition du paragraphe 1^{er} de l'art. 1384 est d'une généralité absolue* ; qu'elle vise sans distinction, le dommage causé par le fait de toute chose dont l'usage ou la détention nécessite une garde à raison des dangers qu'elle peut faire courir à autrui ; que ce texte distingue si peu les choses mobilières des choses immobilières que la loi interprétative du 7 Novembre 1922, qui précise l'exception qu'il convient d'apporter en cas d'incendie au principe général qu'il énonce, prévoit expressément le dommage causé par l'incendie des immeubles, exception qui n'aurait aucune raison d'être si le gardien d'un immeuble n'était pas soumis, comme le gardien d'un meuble, à la règle édictée par l'art. 1384 » (Req. 6 Mars 1928 : D. 1928. 1.197, note Jossierand ; S. 1928.1.225, note Hugueney ; Gaz. Pal. 1928.1.545 ; Gaz. Trib. du 3 Avril 1928 ; Journal des Assurances, 1928, p. 197 ; Recueil des Assurances, 1928, p. 75).

Cet arrêt appelle deux observations :

a) Il a une très grande valeur de principe, mais sa portée pratique est bien moindre.

En effet, avant 1928 la Cour de Cassation appliquait déjà l'art. 1384 al. 1^{er} à des immeubles par destination ou par incorporation — notamment aux ascenseurs depuis 1901 (v. p. 31).

La réforme de 1928 est donc plus doctrinale qu'effective. « Elle fait cadrer les prémisses, jusque là inexactement posées, avec des conclusions qui, envisagées en elles-mêmes, étaient irréprochables » (Josserand).

b) D'autre part, l'arrêt du 6 Mars 1928 affirme que l'art. 1384 al. 1^{er} est d'une « *généralité absolue* ».

En réalité échappent à ce texte pour obéir à des règles différentes tous accidents causés :

par les animaux (C.C. art. 1385),
par les bâtiments (CC. art. 1386),
par les aéronefs (loi du 31 Mai 1924).

Sous réserve de ces deux observations, le revirement de principe du 6 Mars 1928 est d'une importance considérable.

Les voies de ce revirement avaient été préparées.

a) Les raisons, exposées plus haut, pour lesquelles la Cour de Cassation maintenait l'inapplicabilité de l'art. 1384 aux immeubles avaient disparu : La responsabilité du propriétaire ne risque plus de s'aggraver au cas de communication d'incendie par suite de l'applicabilité de l'art. 1384 aux immeubles puisque dans ce cas très particulier depuis la loi du 7 Novembre 1922 c'est l'art. 1382 qui s'applique. Le propriétaire est donc à l'abri du risque de trop nombreux recours des voisins.

La seconde raison a perdu également toute signification. L'art. 1386 a désormais son domaine bien délimité et ne risque plus d'être torpillé par l'art. 1384 qui, d'après la jurisprudence actuelle, n'est plus applicable qu'aux choses dangereuses (v. p. 111).

b) La loi du 7 Novembre 1922 apportait au revirement un argument positif et décisif. En retirant expressément les immeubles du domaine d'application de l'art. 1384 en cas de communication d'incendie, elle a confirmé la règle de l'applicabilité de l'art. 1384 aux immeubles.

Mais dans les influences qui ont préparé le revirement de la Cour de Cassation, ne devons-nous pas compter au premier rang cette jurisprudence qui, dès 1901, avait appliqué l'art. 1384 al. 1^{er} aux accidents d'ascenseurs ?

L'influence décisive de cette jurisprudence nous paraît d'autant moins douteuse que c'est précisément à l'occasion d'un accident d'ascenseur qu'a eu lieu ce revirement au point de vue du fondement de la responsabilité du fait des choses inanimées.

DEUXIÈME PARTIE

Jurisprudence actuelle

Ainsi, après une évolution curieuse de la jurisprudence, l'art. 1384 al. 1^{er} a fini par servir de base à la responsabilité en matière d'accidents d'ascenseurs.

Et cela est encore vrai aujourd'hui.

Nous connaissons le principal avantage de ce système : facilité pour la victime d'obtenir réparation du dommage subi.

Mais depuis 1901 jusqu'à nos jours la jurisprudence n'a cessé, en matière d'accidents d'ascenseurs, de préciser et de perfectionner ce système nouveau de responsabilité. Ce sont les résultats de ce lent travail de jurisprudence qui vont faire l'objet de cette deuxième partie.

Dans un premier titre, nous étudierons comment et jusqu'où la notion de « faute dans la garde » s'est précisée.

Dans un deuxième titre, nous nous appliquerons à dégager les principales conséquences de la notion de garde en matière d'accidents d'ascenseurs.

TITRE I

LA NOTION DE « FAUTE DANS LA GARDE » EN MATIÈRE D'ACCIDENTS D'ASCENSEURS S'EST PRÉCISÉE

Pour déterminer, avec le plus de clarté possible, ce système nouveau de responsabilité, nous allons supposer dans ce premier titre que seul peut être responsable le propriétaire de l'ascenseur. C'est seulement en étudiant la notion de garde, dans le deuxième titre, que nous aborderons des hypothèses plus complexes.

Depuis que la jurisprudence applique l'art. 1384 al. 1^{er} aux accidents causés par les ascenseurs, tout en n'abandonnant pas la notion de faute pour celle du risque, elle a été nécessairement amenée à adopter la notion d'une faute toute *spéciale*, dite « *faute dans la garde* », laquelle faute peut être *présumée*.

a) *Les textes*. Et il ne pouvait pas en être autrement. Un simple rapprochement des art. 1382 et 1384 al. 1^{er} le montrera :

ART. 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »

ART. 1384 al. 1^{er} : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le

fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. »

La rédaction différente de ces deux articles fait nettement ressortir, d'une part, que la faute de l'art. 1384 n'est pas la même que celle de l'art. 1382 et qu'elle n'a pas le même champ d'application, d'autre part que l'une et l'autre fautes n'obéissent pas aux mêmes règles quant à la preuve.

En effet, alors que la faute de l'art. 1382 consiste dans un acte de maladresse ou d'imprudence, la faute de l'art. 1384 réside dans un manquement à l'obligation de garder sa chose — ce qui est différent (1). C'est pourquoi, afin de mieux distinguer ces deux sortes de fautes, on a appelé la faute de l'art. 1384 « faute dans la garde », ce qui la caractérise parfaitement.

Mais, deuxième différence, cette faute dans la garde ne suit pas normalement les mêmes règles de preuve que la faute de l'art. 1382. Alors que l'art. 1382 pose comme condition essentielle de réparation une faute qui doit être prouvée par la victime, l'art. 1384 admet « qu'on est responsable » dès l'ins-

(1) Cette différence est encore plus évidente si l'on fait intervenir la notion du « fait de l'homme », aujourd'hui périmée (v. p. 110). Même si nous donnons à la faute de l'art. 1382 le sens large voulu par cette notion du « fait de l'homme », c'est-à-dire que nous considérons comme constituant encore une faute dans le sens de l'art. 1382 le fait de causer un accident par le moyen d'une chose que l'on dirige personnellement, il restera cependant un champ d'application considérable à la faute de l'art. 1384. Celle-ci, en effet, **s'appliquera encore** à tous les accidents dus à des choses non directement dirigées par l'homme. Tout le monde reconnaît qu'il ne peut plus être question ici de la faute de l'art. 1382, mais d'une faute dans la garde des choses dont on doit répondre, d'une faute de l'art. 1384, d'où son nom « *faute dans la garde* ».

tant qu'un dommage est arrivé par le fait d'une chose dont on doit répondre — autrement dit qu'il n'y a aucune faute à prouver par la victime.

La faute de l'art. 1382 est une faute *prouvée*.

La faute de l'art. 1384 est normalement une faute *présumée* (2).

b) *La jurisprudence* : C'est ainsi du reste que la jurisprudence des accidents d'ascenseurs a toujours compris les art. 1382 et 1384 al. 1^{er}.

Voici à titre d'exemple trois citations prises dans une seule décision, décision toute récente (Tribunal Civil de la Seine, 12 Mai 1937 ; Gaz. du Pal. journal du 14 Octobre 1937 et recueil 1937.2.473 ; La Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, p. 613) :

« Attendu que l'art. 1384 al. 1^{er} du Code Civil rattache la responsabilité à la *garde de la chose* et non à la chose elle-même », ce qui signifie que la faute de l'art. 1384 n'est pas un acte de maladresse ou d'imprudence, mais la violation de l'obligation légale de garde.

« Attendu que, dès qu'il y a fait de la chose, la *présomption de responsabilité de l'art. 1384 al. 1^{er}* du Code Civil s'applique au gardien de cette chose... »

Plus loin :

« Attendu que la Société propriétaire (de l'ascenseur) ne peut s'exonérer de la *présomption de responsabilité de l'art. 1384 al. 1^{er}* du Code Civil... »

Donc non seulement *faute dans la garde*, mais normalement *faute présumée dans la garde*.

(2) Nous allons voir en effet que cela ne l'empêche pas d'être dans certains cas *faute prouvée* (v. p. 52).

Nous écrivons « normalement ». Cette faute présumée dans la garde ne fait pas, en effet, disparaître toute possibilité d'une *faute prouvée dans la garde*. Bien au contraire. Qui dit « faute présumée » suppose nécessairement possibilité d'une « faute prouvée » analogue.

Aussi allons-nous étudier d'abord cette faute prouvée dans la garde. Dans un premier chapitre, nous passerons en revue les principaux cas où il y a faute prouvée dans la garde (Chapitre I^{er}) et dans un deuxième chapitre, nous dégagerons la responsabilité qui en découle (Chapitre II). Seulement ensuite, nous étudierons la faute présumée dans la garde, c'est-à-dire la force de la présomption de faute (Chapitre III) et la responsabilité qui en découle (Chapitre IV).

CHAPITRE PREMIER

LA FAUTE PROUVÉE DANS LA GARDE DES ASCENSEURS (1)

En principe, il y a faute prouvée dans la garde dans tous les cas où il y avait faute quand la responsabilité était basée sur l'art. 1382.

Ceci peut surprendre. Nous savons, en effet, que la faute des art. 1382-1383 n'est pas celle de l'art. 1384 al. 1^{er} ; — que celle-ci soit prouvée ou présumée, peu importe ! D'où vient donc cette possibilité, quand il s'agit de faute prouvée dans la garde, de s'appuyer indifféremment sur l'art. 1382 et sur l'art. 1384 ?

Cela tient à la hardiesse de la jurisprudence, laquelle — nous l'avons vu (v. pp. 12) — n'a pas craint d'appliquer l'art. 1382 aux accidents causés

(1) Une ordonnance du Préfet de Police en date du 29 Novembre 1920 a réglementé le fonctionnement des ascenseurs pour la Ville de Paris et le département de la Seine. Mais un arrêt du Conseil d'Etat du 27 Juin 1924 a annulé pour excès de pouvoir toutes les dispositions de cette Ordonnance relatives au fonctionnement des ascenseurs dans les maisons d'habitation.

L'Ordonnance du 29 Novembre 1920 a perdu de ce fait presque tout intérêt. Elle ne peut donc pas servir de base à notre étude. Certaines de ses dispositions gardent néanmoins une valeur indicative dont nous tiendrons compte. Du reste, la Jurisprudence, étape par étape, a fini, comme on va le voir dans ce chapitre, par imposer au gardien d'ascenseur des obligations analogues à celles de l'Ordonnance.

par les ascenseurs, quitte même à faire peser sur le propriétaire une obligation nouvelle que n'imposait ni la loi ni la convention. Ce faisant, la jurisprudence empiétait dans le domaine d'application de l'art. 1384 !

En réalité, la faute de l'art. 1384 constitue bien une faute toute spéciale ; qui existe, non pas lorsqu'un dommage est arrivé par le *fait* d'une personne (art. 1382), ni lorsqu'il survient par la *négligence* ou l'*imprudence* de cette personne (art. 1383) ; mais lorsque le dommage est arrivé en dehors de tout fait de l'homme, en dehors de toute négligence « personnelle », par *négligence dans la garde*. C'est pourquoi on devrait pouvoir parler ici de fautes dans la garde prouvées, fautes tout à fait différentes de celles prévues par les art. 1382 et 1383.

La jurisprudence ne l'a pas voulu. Elle ne l'a pas voulu, non seulement parce qu'à une certaine époque elle a appliqué l'art. 1382 là où seul l'art. 1384 était possible, mais encore parce qu'à l'heure actuelle elle continue parfois, dès qu'il y a faute prouvée, à se baser à la fois sur l'art. 1382 et sur l'art. 1384 ; — ce qui est erroné et inutile. Aussi quand l'occasion se présentera, nous signalerons la chose, mais sans plus en tenir compte (2). Et dé-

(2) Voici un exemple typique de cette jurisprudence : Trib. Civ. de la Seine, 15 Novembre 1932 (Gaz. du Palais 1933.1.177) :

« Le propriétaire d'un immeuble qui met à la disposition des usagers un ascenseur dangereux et non conforme aux règlements commet une *faute lourde* dont il est de réparer les conséquences aux termes de l'art. 1382 du Code Civil... Les dispositions de l'art. 1384 peuvent aussi être invoquées, le cas échéant, contre le gardien. »

On remarquera dans la dernière phrase les mots « *aussi* » et « *le cas échéant* ». On dirait que la responsabilité des

sormais nous emploierons l'expression de « *faute prouvée dans la garde* » (ce qui ne veut pas dire que les art. 1382-1383, entendus dans leur sens strict et exact, ne puissent jamais s'appliquer aux accidents d'ascenseurs (3), mais de fait ce sera très rare).

Il y a « *faute prouvée dans la garde* » quand l'accident est dû :

accidents causés par les ascenseurs est toujours actuellement fondée sur l'art. 1382 et que ce n'est qu'à l'occasion qu'on se servira de l'art. 1384 ! C'est à une telle confusion qu'on aboutit fatalement quand on n'emploie plus les mots et les textes du Code dans leur sens exact.

(3) Ainsi, en Mai 1938, à Rennes, survint un accident d'ascenseur terrible par suite du *fait* d'un des locataires de l'immeuble. Un jeune ouvrier boulanger livrait chaque jour du pain au 5^e étage de cet immeuble. D'une santé délicate, il empruntait l'ascenseur, ce qui déplaisait à un des locataires, M. B... Celui-ci, un jour de Mai 1938, l'ayant rencontré dans l'ascenseur, saisit une des manettes qui condamnent les portes palières et bloqua l'ascenseur entre deux étages. Le jeune boulanger chercha à sortir de la cabine par ses propres moyens. Au même moment M. B... appuya sur le bouton d'appel de l'étage où il se trouvait, la cabine reprit sa marche ascendante mais presque aussitôt s'arrêta de nouveau, bloquée. La tête du jeune boulanger était coincée entre la cabine et l'étage, tandis que le corps pendait dans le vide. Le locataire M. B... a certainement commis une faute selon l'art. 1382 (mieux : il a commis une faute intentionnelle, punissable pénalement).

Supposons que M. B..., locataire, ait été le gardien de l'ascenseur, sa responsabilité eût été retenue non pas pour une faute dans la garde, mais pour son propre fait, pour une faute dans le sens de l'art. 1382. Ce cas est typique parce qu'il s'agissait d'une faute intentionnelle, mais il en serait de même pour une maladresse ou une négligence non intentionnelle). Dans un jugement du 16 Nov. 1936 (voir p. 57), le Tribunal Civil de la Seine a retenu la faute personnelle du propriétaire pour un vice propre de l'immeuble (art. 1382 ou 1386), faute que le propriétaire n'a pas pu faire passer à la charge de la personne chargée de l'entretien, à la différence de deux autres fautes, également retenues, mais *fautes dans la garde*.

1) à l'absence de l'appareil spécial qui empêche les vantaux de la cabine de s'ouvrir quand celle-ci est en marche (Système de blocage automatique prévu par l'Ordonnance du Préfet de Police du 29 Novembre 1920, art. 15 et 17).

2) à l'absence de cet autre appareil qui condamne les portes palières des divers étages, sauf celle de l'étage où l'ascenseur est arrêté (Ordonnance du Préfet de Police du 29 Novembre 1920 : serrures automatiques de sûreté des portes et grilles palières, art. 14 ; système du blocage automatique, art. 15).

Ainsi en ont décidé de nombreux arrêts et jugements dont voici les plus récents :

« Il n'y a pas faute de la victime quand un ouvrier électricien, ayant terminé son travail au 3^e étage d'une maison, voulant descendre par l'ascenseur, *en a ouvert la porte* et, entrant dans l'espace où devait se trouver l'appareil, s'est précipité dans le vide, l'ascenseur étant arrêté à l'étage supérieur » (Colmar, 19 Mars 1930, Revue d'Alsace-Lorraine 1930.381 D.H. (Somm.) 26).

« Il n'y a pas faute de la victime... », il y a donc faute du propriétaire gardien de son ascenseur.

Autre décision :

« Le propriétaire de l'immeuble est responsable de l'accident qui a pu se produire par le fait que *les portes palières pouvaient être ouvertes aux étages sans que la cabine y fût arrêtée...* » (Trib. Civ. Seine, 15 Novembre 1932, Gaz. du Palais 1933.1.177).

Autre décision du même Tribunal :

« Le propriétaire d'un immeuble est responsable de la chute faite dans la cage d'un ascenseur par la personne qui, voulant l'utiliser, *a ouvert sans difficulté la porte y donnant accès, bien que la cabine fût à ce moment aux étages supérieurs.* »

Et dans ses « attendus » le Tribunal tient à préciser que la victime n'a commis aucune imprudence en s'avancant, la porte étant ouverte, sans s'assurer au préalable si la cabine était arrivée à l'étage ; car, pour tout usager d'un ascenseur, l'ouverture de la porte signifie que la cabine est à l'étage. Le Tribunal insiste : d'après lui, le propriétaire gardien de l'ascenseur est d'autant plus responsable que l'absence ou la présence de la cabine à l'étage n'est révélée par aucun éclairage de l'extérieur et qu'il faut que l'usager touche du pied le plancher de cette cabine pour allumer une lampe électrique.

Dans ces trois décisions, le propriétaire de l'ascenseur fut donc déclaré responsable pour n'avoir pas muni les portes palières du dispositif de sécurité indispensable à leur condamnation.

Mais il y a mieux : le propriétaire de l'ascenseur est également responsable si la condamnation des portes palières n'est pas parfaite. Le Tribunal Civil de la Seine vient de le reconnaître dans une décision rendue à l'occasion d'un très grave accident (Trib. Civ. Seine, 16 Nov. 1936). Le 14 Mars 1934, vers midi, le jeune Jean Rounnel, âgé de 11 ans, a été trouvé gisant « la face littéralement écrasée et les vêtements déchirés », dans le porte-bagages placé au-dessous de la cabine de l'ascenseur de l'immeuble qu'il habitait, avec ses parents, 103, rue Lafayette, à Paris ; l'ascenseur était arrêté entre

le 1^{er} et le 2^e étage. Le Tribunal prend acte des constatations de l'expert :

a) espace libre de 25 cm. entre les vantaux de la cabine et chacune des portes palières ;

b) fonctionnement irrégulier des sécurités des vantaux de la cabine (cabine en marche, le vantail gauche ouvert) ;

c) enfin porte palière du 1^{er} étage imparfaitement condamnée, étant simplement verrouillée sans être pour cela bloquée :

« Attendu que l'expert a constaté, d'autre part, que la porte palière du 1^{er} étage qui était verrouillée, *sans être totalement bloquée*, était munie de ses béquilles, bien que condamnée, et que les verrouillages par les pênes étaient agencés de telle façon qu'il était possible d'arrêter l'ascenseur en marche en agissant sur les béquilles pour libérer la serrure ; mais qu'il était impossible d'entrer dans l'ascenseur ou d'en sortir par cette porte ; qu'il a considéré que cette façon de condamner la porte palière du 1^{er} étage constituait une *solution imparfaite* et une imprudence à la charge des propriétaires. »

.....

« Attendu qu'il tire de ses constatations les conséquences suivantes :

« 2^o si la porte palière du 1^{er} étage avait été *seulement verrouillée mais entièrement bloquée* et *démunie de ses béquilles*, aucune intervention extérieure faussant le fonctionnement de l'ascenseur et susceptible de provoquer un accident n'aurait pu être redoutée... »

.....

« Attendu qu'il résulte des constatations de

l'expert Courtois que l'accident n'aurait pas pu se produire tel qu'il a eu lieu *si les dispositifs de sécurité avaient fonctionné...* » (Trib. Civ. de la Seine (8^e Chambre), 16 Nov. 1936, Gaz. du Palais du 16 Oct. 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 614).

Commet donc une faute dans la garde le propriétaire qui non seulement ne munit pas son ascenseur de l'appareil destiné à condamner les portes palières des divers étages, mais encore néglige de rendre parfaite leur condamnation.

3) à l'absence du dispositif qui arrête instantanément l'ascenseur quand le câble de traction se rompt.

4) à l'absence du faux plancher mobile, aménagé sous la cabine, et qui a pour but d'arrêter celle-ci, dès qu'elle rencontre dans la descente un obstacle quelconque.

5) à l'absence du « pendule », qui, dans la descente, ralentit l'ascenseur en cas de vitesse excessive (Ordonnance du Préfet de Police du 29 Novembre 1920, art. 10) :

« Considérant qu'il résulte du devis précité et des conventions intervenues entre Stigler (société constructrice de l'ascenseur) et de Torcy (propriétaire) que ce dernier, en dépit de l'indication de sûreté qui lui avait été donnée au sujet de *l'appareil à pendule* n'a pas cru bon d'en faire l'acquisition ; que *d'après l'expert cet organe aurait empêché l'accident de se produire* et qu'il devait assurer la sécurité complète du fonctionnement de l'ascenseur.

« Considérant qu'en le refusant de Torcy a commis *une faute génératrice dudit accident*, le propriétaire d'une maison étant responsable d'un

tel fait causé par l'ascenseur *qu'il a sous sa garde* et alors que l'une des causes de l'accident est due à l'état même de l'ascenseur qui ne comportait pas tous les appareils de sécurité qu'on était alors en droit d'exiger et que de Torcy n'avait pas voulu faire installer ; que la faute de de Torcy est d'autant plus grave que *l'appareil à pendule, dont la nécessité apparaît clairement*, était un dispositif appartenant à la maison Stigler et que l'ascenseur lui-même était l'œuvre de cette maison. »

Ces deux considérants, tirés d'un arrêt de la Cour de Paris du 13 Décembre 1928 (D. 1921.2.103), montrent l'importance de l'appareil à pendule dans le fonctionnement de tout ascenseur. La clarté de ces deux considérants, et leur répétition même, dispensent de tout commentaire.

Autres décisions : Tribunal Civil de la Seine, D. 1918.2.45, note A.L., Recueil périodique des Assurances, 1918, p. 120 — Tribunal Civil de la Seine, 12 Mai 1937 (Gaz. du Palais du 14 Octobre 1937 ; Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, page 613).

Dans cette dernière décision notamment il est dit « qu'il y aurait faute de la part du propriétaire pour n'avoir pas muni son ascenseur d'un dispositif utile — l'appareil à pendule — pour atténuer graduellement la vitesse de descente involontaire et pour atténuer tout choc... ».

6) à l'absence du dispositif destiné à empêcher l'air de remplacer l'eau dans le fonctionnement des ascenseurs hydrauliques (Ordonnance du Préfet de Police du 29 Novembre 1920, art. 4) :

« Attendu que la Société des immeubles de la plaine Monceau est en faute, ainsi que l'a justement reconnu le Tribunal, pour avoir installé dans son

immeuble et mis à la disposition de ses locataires un appareil dont le fait de travaux opérés sur la voie publique dans la canalisation adductive des eaux pouvait rendre, ainsi que l'événement l'a prouvé, le fonctionnement des plus dangereux. »

« Attendu que postérieurement à l'époque où l'ascenseur avait été établi, et notamment en 1894, on a imaginé et fabriqué des *appareils pouvant prévenir ce danger*, que la Société aurait pu en faire adapter à son ascenseur... » (Paris, 17 Avril 1896).

Voici un autre arrêt encore plus net :

« Considérant... que les documents soumis à la Cour démontrent qu'il *existe des moyens de prévenir l'invasion de l'air des conduites publiques dans les tuyaux des ascenseurs...* »

« ... que la Bourse du Commerce *avait le devoir*, avant de mettre ses ascenseurs en service, *de leur faire adapter lesdits appareils*, d'ailleurs assez simples et peu coûteux... » (Paris, 25 Mars 1901, D. 1901.2.396).

On ne peut exprimer en termes plus clairs une obligation très stricte. Tout manquement à cette obligation constitue une faute dans la garde.

Il y a aussi faute dans la garde quand l'accident est dû, non plus à l'absence de tel dispositif de sécurité nettement déterminé, mais au « *mauvais fonctionnement* » ou au « *fonctionnement défectueux* » de l'ascenseur. Dans cette formule, il faut comprendre tous les accidents dus au mauvais état des appareils de sécurité dont sont obligatoirement munis les ascenseurs (appareils à pendule, etc...). La responsabilité du propriétaire gardien de l'ascenseur se trouve ainsi singulièrement étendue.

La jurisprudence récente est en ce sens : une

décision du Tribunal de Paix de Paris du 22 Août 1930 (Gaz. du Palais, 1930.2.669 ; Journal des Assurances, 1930, p. 563) rendue à l'occasion d'un accident causé par un ascenseur dont la cabine était redescendue alors que l'occupant en sortait et bien que la porte fût encore ouverte, a déclaré qu'il y avait eu « mauvais fonctionnement » ; ce qui engageait la responsabilité du propriétaire, aux termes de l'art. 1384.

Le jugement du Tribunal Civil de la Seine du 16 Novembre 1936 (voir plus haut, p. 57) est particulièrement net sur ce point :

« Attendu que l'expert a constaté, d'autre part, que la porte palière du 1^{er} étage, qui était verrouillée sans être totalement bloquée, était munie de ses béquilles, bien que condamnée, et que les verrouillages par les pênes étaient agencés de telle façon qu'il était possible d'arrêter l'ascenseur en marche en agissant sur les béquilles pour libérer la serrure ; mais qu'il était impossible d'entrer dans l'ascenseur ou d'en sortir par cette porte ; qu'il a considéré que cette façon de condamner la porte palière du 1^{er} étage constituait une *solution imparfaite et une imprudence à la charge des propriétaires*.

« Attendu que l'expert a constaté enfin que *les sécurités des vantaux de la cabine fonctionnaient irrégulièrement et que les ressorts de ces sécurités étaient défectueux*, que la manœuvre à la montée et à la descente se faisait le plus souvent avec le vantail gauche ouvert, la sécurité de ce vantail n'intervenant pas ou seulement d'une façon intermittente, que le bouton d'appel au concierge ne fonctionnait pas et que les fils électriques étaient emmêlés, couraient le long des câbles de la cabine ou pendaient en chignon sous le porte-bagages...

« Attendu que ces constatations l'ont conduit à penser que l'irrégularité du fonctionnement du vantail gauche était provoquée par un défaut d'isolement ou une inversion des fils dans le câble...

.....

« Attendu qu'il tire de ses constatations les conséquences suivantes :

« 1° ... 2° si la porte palière du 1^{er} étage avait été non seulement verrouillée, mais entièrement bloquée et démunie de ses béquilles, aucune intervention extérieure faussant le fonctionnement de l'ascenseur et susceptible de provoquer un accident n'aurait pu être redoutée ;

« 3° si les dispositifs de sécurité avaient été en bon état, l'accident n'aurait pas pu se produire au moins tel qu'il a eu lieu ; ...

« Attendu qu'il résulte des constatations de l'expert Courtois que l'accident n'aurait pas pu se produire tel qu'il a eu lieu si les dispositifs de sécurité avaient fonctionné ; que la condamnation de l'une des portes de la cabine ne fonctionnait pas par suite de la rupture d'une des lames du contacteur, .. » (Trib. Civ. de la Seine, 16 Nov, 1936, Gaz. du Palais du 16 Oct. 1937).

Ainsi l'appareil condamnant la porte palière du 1^{er} étage existait bien mais fonctionnait imparfaitement (porte verrouillée sans être totalement bloquée). De même existait bien l'appareil qui empêche les vantaux de la cabine de s'ouvrir, quand celle-ci est en marche, mais cet appareil fonctionnait irrégulièrement (vantail gauche ouvert en marche par suite de l'inversion des fils électriques). Le « mauvais fonctionnement » de l'ascenseur prove-

nait donc bien du mauvais état des dispositifs de sécurité dont il était obligatoirement muni.

C'est une obligation très stricte, qui pèse sur le propriétaire, que celle d'entretenir en bon état de fonctionnement tous appareils de sécurité dont sont obligatoirement munis les ascenseurs. Tel est du moins l'avis du Tribunal Civil de la Seine :

« Le *mécanisme* d'un appareil aussi délicat et aussi dangereux qu'un ascenseur *doit être constamment surveillé* pour que tous les systèmes de sécurité qui lui sont intégrés fonctionnent sans aucune défaillance.

« En supposant même que la manœuvre de la victime qui a trouvé la mort dans un accident d'ascenseur ait pu être audacieuse et imprudente, il y a lieu de dire que son impéritie ou sa maladresse auraient été sans effet si la chose dangereuse, dont il faisait usage, avait été *en bon état de fonctionnement et de protection* » (Trib. Civ. de la Seine, 20 Octobre 1936, Gaz. du Palais 1936.2.941).

Le « mauvais fonctionnement » peut enfin résulter de *l'état d'usure* de l'ascenseur (4) :

« Attendu... qu'il est constant et établi par un rapport d'expert que cet appareil (l'ascenseur cause de l'accident) était dans un *état complet d'usure, ce qui en rendait le fonctionnement dangereux* ; qu'il ressort nettement des constatations faites que l'accident a eu pour cause génératrice *ce défaut absolu de mise au point et d'entretien...* »

(4) Le « mauvais fonctionnement » peut également résulter de la *vieillesse* de l'appareil. Voir : Paris, 28 Janvier 1924 ; S. 1924.2.103 ; D. 1924.2.84 ; Cass. 7 Mai 1929, Gaz. Trib. 1929.1.60 (C. p. 136).

Il y a encore faute dans la garde quand il est prouvé que l'accident ne se serait pas produit si l'ascenseur avait été muni de tous *les perfectionnements apportés depuis sa construction*. Ce principe a été affirmé par la jurisprudence dès 1897. Dans l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 Mars 1897 (D. 1897.1.216 ; S. 1898.1.65, note Esmein) étudiée plus haut (voir page 8), il est relevé que « postérieurement à l'époque où l'ascenseur avait été établi, et notamment en 1894, on a imaginé et fabriqué des appareils pouvant prévenir ce danger (l'infiltration de l'air à la place de l'eau dans le fonctionnement des ascenseurs hydrauliques) ; que la Société aurait pu en faire adapter à son ascenseur... » « qu'ainsi l'une des causes de cet accident a été l'état de l'ascenseur *qui ne présentait pas toutes les garanties de sécurité qu'on était en droit d'exiger à cette époque* ».

Comparer également autre décision analogue : arrêt de la Cour de Paris du 25 Mars 1901 (D. 1901.2.396) (voir page 14).

Ainsi pèse une obligation très lourde sur les propriétaires gardiens d'ascenseurs, mais obligation justifiée largement par le caractère essentiellement dangereux de ces appareils.

Pourtant un jugement du Tribunal Civil de la Seine, en date du 29 Juin 1910 (D. 1911.5.20), est revenu sur cette façon de voir. D'après ce jugement, le propriétaire d'un immeuble est tenu de fournir à ses locataires le modèle d'ascenseur qui existait au jour de la location ; mais il n'est pas en faute pour n'avoir pas fait modifier ce modèle en profitant des dernières améliorations découvertes. En conséquence, un locataire, victime d'un accident dans l'ascenseur de l'immeuble qu'il habite, ne

saurait réclamer des dommages-intérêts à son propriétaire sous prétexte que l'accident est dû à l'absence d'un dispositif de sûreté inconnu à l'époque où l'appareil a été établi.

Cette décision est isolée.

En réalité, la jurisprudence n'a pas varié. Encore aujourd'hui, elle voit une faute dans la garde dans le fait pour le propriétaire de ne point munir son ascenseur de tous les perfectionnements apportés depuis sa construction. Ainsi, le 13 Décembre 1918, la Cour de Paris avait à se prononcer sur la responsabilité d'un accident d'ascenseur survenu par suite de l'absence de cet appareil spécial appelé « pendule », qui, dans la descente, ralentit l'ascenseur en cas de vitesse excessive. La Société constructrice de l'ascenseur avait, au moment de la construction de l'appareil, averti le propriétaire de la nécessité d'adjoindre au mécanisme un « pendule », mais le propriétaire refusa d'en faire l'acquisition. Et par la suite jamais il ne voulut combler cette lacune. C'est dans ces conditions que la Cour de Paris jugea que le propriétaire avait commis une faute dans la garde, pour n'avoir pas muni son ascenseur de l'appareil de sécurité dit « pendule », qu'on était pourtant en droit d'exiger *au moment de l'accident*.

Voici les deux « motifs » caractéristiques de cet arrêt :

« Considérant qu'il résulte du devis précité et des conventions intervenues entre Stigler (la société constructrice de l'ascenseur) et de Torcy (le propriétaire) que ce dernier, en dépit de l'indication de sûreté qui lui avait été donnée au sujet de « l'appareil à pendule », n'a pas cru bon d'en faire l'acquisition ; que, d'après l'expert, cet organe aurait

empêché l'accident de se produire et qu'il devait assurer la sécurité complète du fonctionnement de l'ascenseur ;

« Considérant, qu'en le refusant, de Torcy a commis *une faute génératrice dudit accident*, le propriétaire d'une maison étant responsable d'un tel fait causé par l'ascenseur *qu'il a sous sa garde* et alors que l'une des causes de l'ACCIDENT est due à l'état même de l'ascenseur qui ne comportait pas tous les appareils de sécurité *qu'on était ALORS en droit d'exiger* et que de Torcy n'avait pas voulu faire installer... » (Paris, 13 Décembre 1918 ; D. 1921. 2.103).

Pour finir, voici deux questions subsidiaires :

a) A quel moment faut-il se placer pour apprécier si l'ascenseur comportait ou non tous appareils de sécurité indispensables ? Est-ce au moment de l'accident ?

Nous le croyons. Toute la jurisprudence actuelle est en ce sens (voir notamment le dernier « motif » de l'arrêt de la Cour de Paris du 13 Décembre 1918 rapporté ci-dessus, page 67). Pourtant vers 1910 on a pu en douter. Un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 29 Juin 1910 (D. 1911.5.20) a décidé en effet que « le propriétaire d'un immeuble est tenu de fournir à ses locataires le modèle d'ascenseur qui existait *au jour de la location* » et qu'« il n'est pas en faute pour n'avoir pas fait modifier ce modèle en profitant des dernières améliorations découvertes ». Serait-ce donc au jour de la location qu'il faudrait se placer pour une juste appréciation des appareils de sécurité dont doit être muni un ascenseur dans un immeuble loué ? Nous avons montré combien cette décision était regrettable tant au point de vue des faits

qu'au point de vue juridique. Nous avons constaté également que cette décision était isolée et que, d'après la jurisprudence actuelle, c'est toujours au moment de l'accident qu'il faut se placer pour une telle appréciation. Nous n'y reviendrons pas (voir page 16).

b) Que faut-il entendre par « perfectionnements » apportés à l'industrie des ascenseurs depuis la construction de tel ascenseur déterminé ?

On ne peut considérer comme « perfectionnements » ces multiples inventions qui apparaissent chaque jour dans toutes les branches de l'industrie et qui sont sans efficacité réelle.

Alors quel critère adopter ?

Pour qu'un perfectionnement soit considéré comme tel, il faut avant tout qu'il ait subi l'épreuve de l'expérience avec succès. C'est seulement s'il est reconnu qu'en plusieurs circonstances le dispositif envisagé a nettement apporté une sécurité plus grande qu'on pourra le tenir pour un progrès véritable, pour une amélioration, pour un « perfectionnement ».

On devra, de plus, tenir compte des circonstances secondaires, desquelles il résulte que le « perfectionnement » dont s'agit est ou doit être suffisamment connu du public (nombreuses publications existant sur le dispositif en question ; nombreux prospectus et réclames répandus dans le public, etc...).

Rappelons ce que disait sur ce point l'arrêt de la Cour de Paris du 25 Mars 1901 (v. p. 14) :

« Considérant...

« ... que les documents soumis à la Cour démontrent qu'il existe des moyens de prévenir l'invasion de l'air des conduites publiques dans les

tuyaux des ascenseurs ; que de nombreuses publications existent sur ce sujet ; qu'elles décrivent les procédés dans leurs moindres détails ; que des prospectus offrant ces divers appareils sont abondamment répandus dans le public... » (Paris, 25 Mars 1901 ; D. 1901.2.396).

On pourra enfin prendre en considération dans une certaine mesure les efforts particuliers déployés par le constructeur, ou par toute personne tierce, pour attirer l'attention du propriétaire de l'ascenseur sur les avantages résultant de l'appareil de sécurité envisagé.

C'est ainsi que dans son arrêt du 13 Décembre 1918 (v. p. 66), la Cour de Paris relève avec soin toutes indications relatives au « pendule » dont l'ascenseur n'était malheureusement pas pourvu ; indications fournies au propriétaire, soit dans le devis, soit par prospectus :

« Considérant...

« ... qu'il était dit, que tous les appareils de sûreté de la cabine ainsi que les fermetures de sûreté et freins de manœuvre seraient conformes à la description générale imprimée au verso du devis ;

« Considérant que ces appareils étaient :

« 1° un appareil arrêtant instantanément la cabine en cas de rupture du câble de traction ;

« 2° un faux plancher mobile installé sous la cabine et qui arrête instantanément celle-ci, lorsqu'elle rencontre dans sa descente un obstacle quelconque ;

« Considérant qu'il était dit en outre que, sur demande spéciale, il serait fourni un troisième appareil de sûreté appelé « appareil à pendule » qui

arrête l'ascenseur si, à la descente, la cabine dépasse une vitesse déterminée ;

« Considérant que sur le *prospectus* de la maison Stigler (constructrice de l'ascenseur) on relève cette mention : « Machine et cabine d'un ascenseur électrique, système Stigler, 3 appareils de sûreté » et que dans la notice spéciale on lit ce qui suit « Chaque ascenseur pour personnes possède 3 appareils disposés côte à côte... l'arrêt de la cabine est provoqué par des crampons actionnés par 3 appareils différents ; en cas d'augmentation de la vitesse en descente, par des appareils à pendule brevetés, qui agissent d'une façon absolument mathématique ». Et plus loin : « On doit remarquer tout spécialement l'appareil à pendule qui joue son rôle aussitôt que l'ascenseur ne se trouve plus en parfait état. »

Et au moment de déclarer le propriétaire responsable, la Cour rappelle qu'il avait été personnellement averti de l'efficacité du « pendule », ce qui n'a certainement pas manqué d'entraîner une condamnation plus forte :

« Considérant qu'il résulte du devis précité et des conventions intervenues entre Stigler et de Torcy (le propriétaire) que ce dernier, *en dépit de l'indication de sûreté qui lui avait été donnée au sujet de l'appareil à pendule*, n'a pas cru bon d'en faire l'acquisition... » (Paris, 13 Décembre 1918 ; D. 1921.2.103).

CHAPITRE II

DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ACCIDENTS D'ASCENSEURS DONT LA CAUSE EST CONNUE

Dans la série de cas qui vient d'être étudiée, qu'on dise qu'il y a faute prouvée dans la garde ou qu'il y a faute selon l'art. 1382 (entendu dans son sens large à la manière de la jurisprudence, voir p. 12), il est très important de remarquer, dès à présent que *la cause de l'accident est nécessairement connue quand il est établi que l'accident a pour cause unique telle faute prouvée.*

En effet, supposons qu'il n'ait pas pu être démontré que l'accident soit uniquement arrivé par suite de la faute prouvée. Alors de deux choses l'une :

ou l'accident aura été causé par telle autre faute, émanant, soit de la même personne, soit d'une tierce personne, faute qui, par hypothèse, aura été également prouvée ; alors — et en supposant que la première faute prouvée ne soit pour rien dans l'accident, ce qui sera très rare en pratique — ce sera cette « autre » faute qui constituera la cause de l'accident. Cette cause sera donc connue. Peu importe la faute !

ou l'accident n'aura été causé par aucune « autre » faute prouvée, ou, ce qui revient au même, la relation de cause à effet entre telle faute prouvée et l'accident n'aura jamais pu être établie,

ou, si elle l'a été, il est certain que cette faute n'a pourtant pas été la seule cause de l'accident, sans que cette cause ait pu être par ailleurs plus nettement déterminée. La cause de l'accident sera alors *inconnue*.

Ainsi, chaque fois qu'il est établi que l'accident a pour cause unique telle faute prouvée, la cause de cet accident est bien nécessairement connue.

D'autre part, lorsque nous étudierons la faute présumée dans la garde des ascenseurs, nous constaterons que la faute présumée n'a précisément d'intérêt que lorsque la cause de l'accident demeure inconnue (v. p. 87).

D'où un parallèle, mieux une corrélation exacte, entre la faute prouvée et la cause connue de l'accident d'ascenseur d'une part (1) et la faute présumée et la cause inconnue de l'accident d'ascenseur d'autre part.

Et l'intérêt de cette disposition se trouve dans une responsabilité différente, suivant que la cause de l'accident est connue ou inconnue.

Nous verrons plus loin quand il faut dire au juste que la cause de l'accident est inconnue et quelle est alors la responsabilité (voir chapitres III et IV).

Maintenant que nous savons quand la cause de l'accident est connue, essayons de dégager quelle responsabilité particulière en découle.

(1) Ce qui signifie qu'une faute prouvée existe nécessairement chaque fois que la cause de l'accident est connue ; mais l'inverse n'est pas vrai : il peut arriver — et même il arrive assez souvent — qu'il y ait faute prouvée quoique cause inconnue de l'accident (v. p. 89 et suiv.).

a) Faute du propriétaire,
ET faute de la victime.

Jusqu'à présent, nous avons supposé que seule avait été prouvée une faute du propriétaire gardien de l'ascenseur. Qu'advient-il s'il y a à la fois fautes prouvées du propriétaire et de la victime ?

Il y aura partage de responsabilité. Un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 15 Novembre 1932 ne peut nous laisser aucun doute sur ce point :

« Le propriétaire de l'immeuble est donc responsable de l'accident qui a pu se produire par le fait que les portes palières pouvaient être ouvertes aux étages sans que la cabine y fût arrêtée » (Trib. Civ. de la Seine, 15 Nov. 1932, Gaz. du Pal. 1933. 1.177).

Les termes « accident qui a pu se produire » sont défectueux. Il eût mieux valu écrire « accident qui s'est produit » ; et c'est dans ce sens qu'il faut entendre la citation ci-dessus. Il suffit en effet de lire ce jugement pour se rendre compte qu'il s'agit d'un locataire qui a fait une chute dans le vide « pour avoir ouvert une porte palière », alors qu'il n'aurait pas dû pouvoir l'ouvrir, la cabine n'étant pas à l'étage. C'est donc bien au « fonctionnement défectueux » de la porte palière que l'accident est dû. La faute du propriétaire est pleinement établie et la cause de l'accident est connue.

Mais cette faute n'a pas été seule cause de l'accident. Le jugement ajoute en effet que le locataire « a commis une imprudence pour avoir ouvert la porte palière sans s'assurer que la cabine était arrêtée à l'étage ». Donc également faute de la victime.

« La responsabilité, dit le jugement, doit être partagée — par moitié, en principe. »

b) Faute de la victime.

Si la faute de la victime avait été seule prouvée, qu'aurait-il été décidé ?

Logiquement, que la victime devait être reconnue seule responsable, et c'est ainsi qu'a décidé un jugement récent du Tribunal Civil de la Seine (non signalé dans les recueils) : une jeune fille, penchant la tête pour regarder au bas de la cage d'un ascenseur, par dessus la grille qui séparait celui-ci de l'escalier (cette grille étant de hauteur réglementaire), eut la tête tranchée par la cabine qui, au lieu de se trouver au rez-de-chaussée, était en train de descendre des étages supérieurs ; le tribunal reconnut une seule faute : celle de la victime ; et le gardien de l'ascenseur fut déchargé de toute responsabilité.

Mais, en raison du caractère très dangereux des ascenseurs, il arrive souvent que la responsabilité soit partagée, ou même que le propriétaire soit déclaré seul responsable, quoique la faute de la victime soit seule prouvée. Un exemple frappant se trouve dans cette décision (non signalée dans les recueils) intervenue à propos d'un autre de ces accidents terribles, propres aux ascenseurs. Une jeune fille allant chez sa modiste ouvre d'un geste brutal la porte du rez-de-chaussée de la cage d'ascenseur ; la cabine n'y est pas ; la jeune fille tombe dans la fosse, profonde d'un mètre ; et, avant qu'elle n'ait le temps de se relever, elle a les deux jambes broyées par la cabine redescendue. La cause de l'accident était connue : la porte s'était ouverte alors qu'elle ne l'aurait pas dû. Pourtant y avait-il faute du propriétaire ? Non, car il fut reconnu, par expert judiciaire, *que l'ascenseur fonctionnait parfaitement et que le contact électrique, qui maintenait fermée*

la porte du rez-de-chaussée, *avait fonctionné normalement* ; que la porte ne s'était ouverte *que sous une pression très violente de la part de la victime*.

Aucune faute du propriétaire, uniquement faute de la victime. Pourtant ce fut le propriétaire qui fut déclaré seul responsable. Une telle décision est injuste et sans fondement juridique.

Elle est injuste : c'est celui qui a commis la faute, cause de l'accident, qui doit être déclaré responsable.

Elle n'est pas juridique : comment en effet baser cette responsabilité du propriétaire ? Sur quel texte ?

Sur l'art. 1382 ? Aucune faute n'a pu être établie contre le propriétaire.

Sur l'art. 1384 ? Même réponse. Impossible non plus de présumer une faute dans la garde, puisque l'accident est dû à une cause connue.

c) Faute d'un tiers.

Enfin, si l'accident d'ascenseur est arrivé par la faute d'un tiers et que cette faute seule soit démontrée, qui sera responsable ?

Logiquement, comme en cas de faute de la victime, c'est le tiers qui, seul fautif, devrait être déclaré seul responsable. Ici encore, et toujours en raison du caractère très dangereux des ascenseurs, on peut redouter — quoique la jurisprudence ne se soit pas encore prononcée — qu'elle ne fasse peser sur le propriétaire une responsabilité trop lourde.

d) Faute du propriétaire,

ET faute d'un tiers.

Quant à l'existence simultanée d'une faute du propriétaire et d'une faute d'un tiers, toutes deux également prouvées, et toutes deux également cause de l'accident, il faut conclure au partage de la responsabilité comme dans le cas d'existence simultanée de faute du propriétaire et de faute de la victime.

C'est dans ce sens qu'un jugement a été rendu (jugement non signalé dans les recueils). Un ouvrier peintre avait disposé son échelle contre la grille d'une cage d'ascenseur, de telle sorte que le bout de l'échelle dépassait dans la cage. L'ascenseur, qui était aux étages supérieurs, descend et se coince contre le bout de l'échelle. Alors l'ouvrier tire fortement sur son échelle, et la dégage. Mais, aussitôt, l'ascenseur tombe comme une masse : non pas jusqu'au sol, mais jusqu'à ce que les câbles, qui avaient continué de se dérouler pendant que l'ascenseur était resté accroché au bout de l'échelle, soient de nouveau tendus. Une personne se trouvait malheureusement dans la cabine. Elle fut sérieusement blessée. La cause de l'accident étaient due, à la fois à la faute de l'ouvrier qui avait commis l'imprudence de laisser son échelle dépasser la grille de la cage d'ascenseur, et à la faute du propriétaire gardien de l'ascenseur, les câbles ne devant pas continuer à se dérouler quand la cabine est arrêtée. Pourtant seul le propriétaire-gardien fut chargé de toute la responsabilité.

e) Faute de la victime,
ET faute d'un tiers.

L'accident d'ascenseur peut être causé par la faute simultanée de la victime et d'un tiers. L'hypothèse ne s'est pas encore réalisée en pratique. Il devrait y avoir partage de responsabilité.

f) Cas fortuit et force majeure.

Le cas fortuit et la force majeure peuvent aussi modifier la responsabilité. C'est pourquoi leur étude est ici tout indiquée.

Peut-on réunir ces deux expressions « cas fortuit, force majeure » en une seule ? Le Code Civil semble considérer le cas fortuit et la force majeure comme deux choses distinctes (voir art. 1148) ; il exonère en effet le débiteur de tous dommages-intérêts lorsqu'il n'a pas pu exécuter son obligation par suite « d'une force majeure ou d'un cas fortuit » ; autrement dit, l'un de ces deux événements suffirait à décharger le débiteur de toute responsabilité en cas d'inexécution de son obligation.

Et depuis quelques années certaines théories nouvelles veulent voir dans le cas fortuit et la force majeure deux événements distincts.

Tel n'est pas l'avis de la jurisprudence, en particulier en matière d'accidents d'ascenseurs :

« Attendu que la Société propriétaire ne peut s'exonérer de la présomption de responsabilité de l'art. 1384 al. 1^{er} du Code Civil qu'en démontrant que l'accident est dû à un *cas fortuit ou de force majeure*.

« ... que le fait qu'un ascenseur ne stoppe pas

à l'étage auquel il devait s'arrêter, et redescend à une vitesse qui est l'origine d'un choc violent au moment de l'arrêt, ne revêt pas le caractère de *cas fortuit ou de force majeure* » (Trib. Civ. de la Seine, 12 Mai 1937 ; Gaz. du Palais du 14 Octobre 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 613).

Le sens d'une telle décision est clair. Les deux expressions « cas fortuit », « force majeure » n'en font, pour la jurisprudence, qu'une seule, qui désigne une *seule et même chose*, entraînant l'irresponsabilité du débiteur en cas d'inexécution. Il eût été certes plus clair de dire dans l'arrêt ci-dessus *cas fortuit et force majeure* ; mais la routine des mots l'a emporté.

Cette expression « cas fortuit ou force majeure », si elle ne signifie qu'une seule et même cause, indique cependant deux caractères particuliers de cette seule et même cause. Pour que le gardien de l'ascenseur soit en effet libéré, quoique l'obligation dont il soit tenu demeure inexécutée, il faut deux conditions :

1° L'événement qui s'est produit doit provenir « d'une *cause étrangère* qui ne peut lui être imputée », comme le dit l'art. 1147 du Code Civil ; autrement dit, il ne faut pas qu'il y ait fait du gardien ;

2° L'obstacle provenant de cette cause étrangère doit être *insurmontable* ; ce qui signifie, que si le gardien, même à des conditions plus onéreuses, peut remplir son obligation, il demeure responsable. Il ne devient irresponsable que s'il y a impossibilité d'exécuter.

L'expression « cas fortuit » désigne la cause étrangère, l'origine externe de l'obstacle.

L'expression « force majeure » indique la nature de cet obstacle qui doit être insurmontable.

Ainsi les deux expressions s'appliquent à un seul et même fait, dont elles désignent les deux caractères particuliers.

Ces quelques observations sur le cas fortuit et la force majeure sont aussi justes quand la cause de l'accident demeure inconnue que lorsqu'elle est connue.

Quand la cause de l'accident est connue, la réponse est fort simple et toujours la même : de responsabilité il n'y en a pas ; il y a pour le propriétaire gardien exonération totale de responsabilité. Il est inutile d'insister, étant donné que cette réponse est motivée par celle absolument semblable faite par la jurisprudence lorsque la cause de l'accident reste inconnue, c'est-à-dire dans une hypothèse bien moins favorable (voir page 95).

Mais cette exonération totale de responsabilité au profit du propriétaire gardien pour cause de cas fortuit et de force majeure semble toute théorique. Nous ne connaissons pas une seule décision qui ait invoqué le cas fortuit et la force majeure pour décharger le propriétaire de toute responsabilité. Quand les tribunaux invoquent le cas fortuit et la force majeure, c'est toujours pour déclarer qu'il n'y a pas lieu de les appliquer. (Voir par exemple : Trib. Civ. Seine, 12 Mai 1937, Gaz. du Palais du 14 Octobre 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, p. 613 ; le paragraphe intéressant ce point très particulier est précisément cité un peu plus haut pages 77 et 78).

C'est encore là une des conséquences du caractère essentiellement dangereux des ascenseurs sur lequel les tribunaux ont plutôt tendance à renchérir.

Il faut dire aussi, qu'en fait, sont bien rares les accidents d'ascenseurs dus au cas fortuit et à la force majeure. Les ascenseurs hydrauliques en auraient fourni des exemples avant que n'aient été inventés les appareils destinés à empêcher dans les tuyaux l'introduction de l'air à la place de l'eau. L'accident causé par de tels ascenseurs, dans les tuyaux desquels l'air s'était substitué à l'eau, présentait tous les caractères du cas fortuit et de la force majeure : cause étrangère (air des conduites publiques s'infiltrant à la place de l'eau), cause insurmontable (par hypothèse les appareils destinés à prévenir un tel danger n'existaient pas encore).

En résumé, quant d'une part il a été prouvé une faute et une relation de cause à effet entre cette faute et l'accident, quand d'autre part il a été prouvé que cette faute a été seule cause de l'accident, la cause de cet accident est connue. La diversité des fautes qui peuvent être prouvées, aussi bien que la multiplicité des personnes qui peuvent les commettre, nous ont amené à envisager des situations plus ou moins complexes que nous schématisons de la façon suivante :

LA CAUSE DE L'ACCIDENT EST CONNUE

En principe : *est responsable celui qui a commis la faute prouvée* dont la relation de cause à effet avec l'accident est établie.

Faute du propriétaire-gardien..	seul responsable.
Faute du propriétaire-gardien..	responsabilité
Faute de la victime.	partagée.
Faute du propriétaire-gardien..	responsabilité
Faute d'un tiers.	partagée.

Faute de la victime.	responsabilité
Faute d'un tiers.	partagée (exonération de responsabilité au profit du propriétaire - gardien).
Faute de la victime.	seule responsable
Faute d'un tiers.	seul responsable.
Cas fortuit-force majeure.	exonération de responsabilité au profit du propriétaire-gardien.

CHAPITRE III

LA FAUTE PRÉSUMÉE DANS LA GARDE DES ASCENSEURS

Nous avons vu que, d'après les textes comme d'après la jurisprudence, la faute dans la garde de l'art. 1384 est avant tout une faute *présumée* (voir pages 52 et 53) ; réserve faite de ce qui a été dit sur la faute prouvée dans la garde (v. Chapitre I^{er}, p. 53).

Essayons de préciser *la force de cette présomption de faute* dans la garde.

On sait que toute présomption de faute peut être plus ou moins forte. Ou bien la personne présumée en faute peut démontrer qu'en fait il n'y a point de faute de sa part et qu'il lui a été impossible d'empêcher ce qui s'est passé, — c'est le cas de la responsabilité du fait des mineurs ; — on dit alors que la preuve contraire est possible. Ou bien il ne suffit pas que la personne présumée en faute démontre qu'elle n'a commis aucune faute, il faut de plus qu'elle prouve que le dommage a pour cause soit un cas fortuit et de force majeure, soit une faute de la victime ou celle d'un tiers, — c'est le cas de la responsabilité du fait des animaux domestiques ; — on dit alors que la preuve contraire est impossible. Si bien que par l'expression « preuve contraire » il faut entendre la possibilité pour la personne présumée en faute de se décharger de toute responsabilité par la seule preuve qu'elle n'a

commis aucune faute, ce qui équivaut, dans ce cas, à faire supporter par la victime tous dommages dus à une *cause inconnue*.

Pour ce qui est de la responsabilité du fait des choses inanimées, la jurisprudence a paru tout d'abord admettre que la preuve contraire était possible (Cass. Req. 29 Avril 1913, D. 1913.1.427 ; 19 Janvier 1914 : D. 1914.1.303, S. 1914.1.178). Puis elle a aggravé la responsabilité du gardien en lui interdisant la preuve contraire ; c'est-à-dire en laissant à sa charge tous les accidents dont la cause reste inconnue (Cass. Civ. 21 Janvier 1919 et Cass. Req. 28 Juin 1920, D. 1922.1.25 ; note Ripert ; Cass. Civ. 16 Nov. 1920, D. 1920.1.169, note Savatier ; Cass. Civ. 15 Mars 1921, D. 1922.1.25 ; Cass. Req. 12 Mars 1929, Gazette du Palais du 11 Mai 1929).

Pour les accidents d'ascenseurs, la même évolution s'est produite. Et aujourd'hui, pour écarter toute responsabilité, le propriétaire de l'ascenseur ne peut plus se contenter de prouver qu'il n'a commis aucune faute, mais que l'accident est arrivé par cas fortuit et force majeure ; ou par suite de la faute de la victime ou de celle d'un tiers. Voici une décision récente particulièrement instructive à cet égard. Un copropriétaire d'immeuble avait été grièvement blessé dans un accident d'ascenseur, la cabine ayant interrompu sa course à la hauteur du troisième étage et s'étant abattue dans la cuvette du rez-de-chaussée ; les copropriétaires gardiens de l'ascenseur furent reconnus responsables, en vertu de l'art. 1384 al. 1^{er}, et de la présomption de responsabilité qu'il édicte, notamment après avoir considéré que la victime n'avait commis aucune faute :

« Attendu... qu'il n'apparaît pas en tout cas que (la victime) n'en ait pas fait un usage normal. »

Et plus loin :

« Attendu... que rien ne fait apparaître qu'Haller (la victime) ait commis une faute quelconque dans son usage. » (Trib. Civ. Seine. 11 Janvier 1937, Gazette du Palais du 14 Octobre 1937.)

Donc, pour que le propriétaire gardien ne soit pas responsable, il ne s'agit plus de savoir s'il n'a pas commis de faute, il lui faut prouver que l'accident est dû à une faute de la victime, — ou à un cas fortuit et de force majeure.

Cette règle vient d'être affirmée d'une façon particulièrement claire par le Tribunal Civil de la Seine :

« Attendu que la Société propriétaire (de l'ascenseur cause de l'accident) ne peut s'exonérer de la présomption de responsabilité de l'art. 1384 al. 1^{er} du Code Civil qu'en démontrant que l'accident est dû à un cas fortuit ou de force majeure ou à une cause étrangère qui ne lui est pas imputable. »

Dans l'expression « cause étrangère », il faut faire rentrer la faute de la victime et la faute d'un tiers.

Et plus loin :

« Attendu que le fait qu'un ascenseur ne stoppe pas à l'étage auquel il devait s'arrêter et redescend à une vitesse qui est l'origine d'un choc violent au moment de l'arrêt ne revêt pas le caractère de cas fortuit et de force majeure...

« Attendu que la Société Trieste et Venise ne rend pas non plus évidente une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable... » (Trib. Civ. Seine, 12

Mai 1937, Gaz. du Pal. journal du 14 Octobre 1937, recueil 1937.2.473 ; La Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, p. 613).

Ainsi la force de présomption de faute, en matière d'accidents d'ascenseurs, est la plus forte qu'on puisse imaginer. Elle se résume en ce principe : en matière d'accidents d'ascenseurs, toute preuve contraire est impossible, sauf dans trois cas nettement précisés :

- cas fortuit et force majeure ;
- faute de la victime ;
- faute d'un tiers.

CHAPITRE IV

DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ACCIDENTS D'ASCENSEURS DONT LA CAUSE DEMEURE INCONNUE

Toute présomption de faute a pour conséquence le renversement de la charge de la preuve. C'est ce qui arrive également en matière d'accidents causés par les ascenseurs. Nous avons du reste déjà remarqué (v. p. 39) que c'est justement pour utiliser cette importante conséquence que la jurisprudence, dès 1896 et 1901, a appliqué l'art. 1384 al. 1^{er} aux accidents causés par les choses inanimées, spécialement par les ascenseurs. Et ce renversement de la charge de la preuve a toujours lieu. Si bien que le propriétaire gardien de son ascenseur est toujours responsable, sauf s'il prouve le cas fortuit et la force majeure, la faute de la victime, ou celle d'un tiers. Autrement dit, demeurent à la charge du propriétaire gardien, en vertu de cette présomption, tous les accidents d'ascenseurs dont la cause demeure *inconnue*. Les accidents d'ascenseurs dont la cause demeure inconnue constituent ainsi le seul champ d'application utile de la faute présumée.

Toute une responsabilité particulière en découle. C'est cette responsabilité, analogue à celle étudiée quand la faute était prouvée et la cause de l'accident connue, que nous allons maintenant essayer de dégager.

Nous allons envisager les mêmes fautes que celles étudiées quand la cause de l'accident était connue. Mais de leurs diverses combinaisons entre elles et avec la faute présumée, nous allons voir apparaître une responsabilité toute nouvelle.

Une question préalable : quand peut-on dire que la cause d'un accident d'ascenseur demeure inconnue ?

Certainement, quand n'aura pu être prouvée aucune faute, soit à la charge du propriétaire-gardien, soit à la charge de la victime ou d'un tiers ; et encore quand n'aura pu être prouvé aucun cas fortuit et de force majeure.

Certainement aussi, quand la faute du propriétaire-gardien, ou celle de la victime, ou d'un tiers, ou encore le cas fortuit et de force majeure ayant été prouvés, il a été impossible d'établir une relation de cause à effet entre la faute ou le cas fortuit et de force majeure prouvés et l'accident.

Enfin, il y aura également cause inconnue de l'accident d'ascenseur même quand la relation de cause à effet a pu être établie, s'il est certain par ailleurs que la faute ou le cas fortuit et de force majeure prouvés n'ont pas été seuls cause de l'accident, sans qu'au surplus cette cause ait pu être plus nettement déterminée.

La responsabilité des accidents d'ascenseurs, lorsque la cause de ces accidents demeure inconnue, peut donc présenter des situations multiples. Mais il est un trait commun à toutes ces situations : *le propriétaire-gardien sera toujours responsable* ; toujours, en effet, il y aura faute présumée dans la garde, puisque par hypothèse la cause de l'accident est inconnue.

Entrons dans le détail de ces diverses situations :

a) Faute du propriétaire,
ET faute de la victime.

Qu'arrive-t-il s'il y a faute prouvée à la fois du propriétaire-gardien et de la victime, causes dans une certaine mesure de l'accident ?

Il y aura partage de la responsabilité.

Mais une difficulté se présente : un partage de la responsabilité est-il possible ici, alors qu'il y a nécessairement faute présumée du propriétaire-gardien, dans la mesure où la cause de l'accident est restée inconnue ?

Certains auteurs ont affirmé que la preuve de la faute de la victime (ou d'un tiers) devait obligatoirement faire disparaître la présomption de faute qui pèse sur le gardien. D'après eux, il y aurait une sorte d'incompatibilité entre la faute de la victime (ou d'un tiers) et la présomption de faute du gardien (Savatier, note au D. 1927.1.145). Mais la jurisprudence, avec raison, ne les a pas suivis. Il est en effet de la plus stricte équité de partager la responsabilité quand il y a deux coupables, et il peut y avoir deux coupables car leur faute n'est pas la même : la faute du gardien, qui est une faute dans la garde de son ascenseur chose dangereuse, n'étant pas nécessairement absorbée par la faute subséquente de la victime (ou celle d'un tiers).

Dans l'hypothèse que nous envisagerons, dans laquelle les fautes prouvées du propriétaire-gardien et de la victime, sont causes l'une et l'autre, dans une certaine mesure, de l'accident, sans qu'elles en soient seules causes, il y aura, disons-nous, partage de la responsabilité.

Mais ce partage ne sera pas égal même en supposant — ce qui arrivera le plus souvent — que la faute prouvée du propriétaire gardien et celle de la victime aient été à peu près de même importance.

Si la cause de l'accident était connue, la responsabilité serait pour chacun de moitié (v. p. 73). Mais la cause n'étant pas connue, il doit en être différemment. En effet, à côté de la faute prouvée à la charge du propriétaire gardien, il y a, également à sa charge, une faute présumée. Et si nous devons indiquer une proportion (car il est impossible d'en dégager une de la jurisprudence), nous ferions volontiers peser sur le propriétaire gardien la moitié de la responsabilité au seul titre de la faute présumée (à raison du caractère essentiellement dangereux des ascenseurs), l'autre moitié étant partagée également entre la victime et le propriétaire gardien, au titre de la faute prouvée à la charge de ce dernier. Si bien que le propriétaire gardien supporterait en définitive les trois quarts de la responsabilité, le dernier quart incombant à la victime.

b) Faute du propriétaire-gardien.

S'il est prouvé que la victime n'a commis aucune faute, le propriétaire gardien sera seul responsable (en supposant qu'il n'y ait pas non plus faute d'un tiers, cas fortuit et force majeure). Mais la responsabilité qui sera à sa charge sera ou bien une responsabilité pour faute présumée, ou bien une responsabilité pour faute prouvée et pour faute présumée. Souvent, dans ce dernier cas, la responsabilité du propriétaire sera pratiquement plus lourde. Du reste cette faute prouvée du propriétaire gardien qui peut coexister avec la faute présumée peut être soit une faute dans la garde, soit une

faute selon l'art. 1382, soit une faute selon l'art. 1386.

Le Tribunal Civil de la Seine, dans son jugement du 16 Novembre 1936 (Gaz. Pal. du 16 Octobre 1937), a reconnu que le propriétaire avait commis une faute selon l'art. 1386 pour avoir laissé un espace libre de 25 cm. entre les vantaux de la cabine et chacune des portes palières, « vice de construction de l'immeuble imputable aux propriétaires ». Deux fautes dans la garde avaient été également prouvées. Le Tribunal déclara cependant que la cause de l'accident était inconnue : « Attendu que l'expert déclare être dans l'impossibilité de dire comment l'accident s'est produit... » Le Tribunal reconnut d'autre part que la victime n'avait commis aucune faute.

Pour la faute prouvée selon l'art. 1386 et pour la faute présumée, le propriétaire fut condamné à payer 140.000 francs de dommages-intérêts ; pour les deux fautes prouvées dans la garde, il fut condamné à payer une autre somme de 140.000 francs.

La condamnation eût-elle été aussi forte s'il n'y avait eu qu'une faute présumée ?

c) Faute de la victime.

Si la faute de la victime avait été seule prouvée, qu'aurait-il été décidé ?

Nous avons vu qu'en principe, lorsque la cause de l'accident est connue, chaque fois que la faute de la victime est seule prouvée, la victime seule est responsable (v. p. 74).

Ici la réponse doit être différente parce que la situation est différente. Par hypothèse, la cause de l'accident étant inconnue, il n'est certainement pas démontré que la faute de la victime seule prouvée

soit la seule cause de l'accident. Cette part d'inconnu qui existe ici est à la charge du propriétaire gardien en vertu de la présomption de faute de l'art. 1384 al. 1^{er}. La victime ne sera donc pas seule responsable : le propriétaire-gardien le sera aussi. Il y aura responsabilité partagée ; — par moitié en principe.

Pratiquement la jurisprudence ne se soucie pas toujours de peser la responsabilité suivant que la cause de l'accident est connue ou inconnue. On se rappelle cette décision qui a fait porter tout le poids de la responsabilité sur le propriétaire-gardien, alors qu'il n'avait commis aucune faute, et que, seule, la faute de la victime était pleinement établie ! (v. p. 74). Pourtant la cause de l'accident était connue, seule donc la victime aurait dû être déclarée responsable ! Avec une semblable décision, il n'est pas difficile de prévoir quelle sera la tendance de la jurisprudence quand la cause de l'accident sera inconnue, alors que la responsabilité ne devra plus être supportée uniquement par la victime mais sera nécessairement partagée ! Le malheureux propriétaire-gardien est sûr d'être condamné pour le tout.

d) Faute d'un tiers.

Qui sera responsable si l'accident est arrivé par suite de la seule faute d'un tiers ?

Le raisonnement que nous venons de faire quand il y a seule faute de la victime, vaut en tous points quand il y a seule faute d'un tiers.

Le Tribunal Civil de la Seine a eu à se prononcer le 12 Mai 1937 (Gaz. du Palais du 14 Octobre 1937) sur la responsabilité d'un accident dont la cause était restée inconnue :

« Attendu que, dès qu'il y a fait de la chose, la

présomption de responsabilité de l'art. 1384 al. 1^{er} du Code Civil s'applique au gardien de cette chose...

« ... que les résultats de l'enquête démontrent que le choc violent ressenti par les occupantes de l'ascenseur n'a eu de conséquences dommageables pour la dame Hudelot que du fait que l'ascenseur était en marche et s'est arrêté brusquement entre deux étages ; *qu'il est donc inutile de rechercher si cet accident a pour cause un fonctionnement anormal ou non de l'ascenseur.* »

A défaut de faute prouvée par les victimes à la charge du propriétaire-gardien, et à défaut de faute prouvée par celui-ci à la charge des victimes (ou de tiers), la cause de cet accident est restée inconnue. Alors on lit dans le jugement :

« Attendu... que le propriétaire ne peut s'exonérer de la présomption de responsabilité de l'art. 1384 al. 1^{er} qu'en démontrant que l'accident est dû à un cas fortuit ou de force majeure ou à une cause étrangère qui ne lui est pas imputable ; qu'il ne fait pas cette preuve. »

En conséquence le propriétaire-gardien fut déclaré complètement responsable.

Mais si la faute du tiers avait été prouvée, est-il vrai, comme semblent l'admettre les motifs du jugement rapportés ci-dessus, que le propriétaire-gardien aurait été déchargé de toute responsabilité ?

Oui, s'il avait été également établi que la faute du tiers, dûment prouvée, avait été seule cause de l'accident, donc que la cause de cet accident était connue (v. p. 75).

Mais si cette preuve n'avait pas pu être faite, si la faute du tiers ayant été établie, ainsi que son

rapport de cause à effet avec l'accident, il n'avait pas pu être prouvé qu'elle avait été la seule cause de l'accident, autrement dit si la cause de l'accident était restée partiellement inconnue, le propriétaire aurait été responsable, étant présumé avoir commis une faute précisément dans la mesure où la cause de l'accident serait demeurée inconnue.

Donc responsabilité partagée ; — par moitié en principe.

e) Faute du propriétaire-gardien,
ET faute d'un tiers.

Supposons que l'accident d'ascenseur, tout en demeurant partiellement de cause inconnue, ait pourtant été provoqué dans une certaine mesure par les fautes simultanées du propriétaire-gardien et d'un tiers. Il y aura partage de la responsabilité dans la même proportion qu'au cas de fautes simultanées du propriétaire-gardien et de la victime et pour les mêmes raisons : les trois quarts de la responsabilité à la charge du propriétaire-gardien, l'autre quart à la charge du tiers (v. p. 90).

f) Faute de la victime,
ET faute d'un tiers.

Si dans la même hypothèse nous remplaçons la faute prouvée du propriétaire-gardien par celle de la victime, il y aura encore partage de la responsabilité, mais d'une façon toute spéciale : une moitié, à la charge du propriétaire-gardien, présumé en faute pour la part d'inconnu qui subsiste dans la cause de l'accident ; l'autre moitié, à la charge de la victime et du tiers (en supposant leurs fautes égales ils supporteront chacun un quart de la responsabilité totale).

g) Cas fortuit et force majeure.

Si enfin il est prouvé que l'accident ne se serait pas produit comme il s'est produit si tel fait, reconnu comme constituant un cas fortuit et de force majeure, n'était pas survenu, sans que pour autant on puisse attribuer uniquement à ce fait toute la cause de l'accident, le propriétaire-gardien demeurera responsable pour partie. Le cas fortuit et la force majeure ne l'exonèrent de toute responsabilité que si la cause de l'accident est connue et peut être entièrement imputée à ce cas fortuit et à cette force majeure. Or ici, par hypothèse, la cause de l'accident est inconnue, au moins partiellement ; l'effet le plus grand du cas fortuit et de la force majeure ne peut donc être pour le propriétaire qu'une responsabilité moins forte, jamais une exonération totale.

Voici terminé l'exposé des diverses situations dans lesquelles peut se trouver engagée la responsabilité quand la cause de l'accident est inconnue.

Résumons-les dans le tableau suivant :

LA CAUSE DE L'ACCIDENT EST INCONNUE (1)

Est toujours responsable le propriétaire gardien

Faute du propriétaire gardien..	seul responsable.	
Faute du propriétaire gardien..	responsabilité partagée,	
Faute de la victime.....	propriétaire gardien	3/4
	victime	1/4
Faute du propriétaire gardien..	responsabilité partagée,	
Faute d'un tiers.....	propriétaire gardien	3/4
	tiers	1/4
Faute de la victime.....	responsabilité partagée,	
Faute d'un tiers.....	propriétaire gardien	1/2
	victime	1/4
	tiers	1/4

(1) Comparer avec le tableau de la page 80.

Faute de la victime.....	responsabilité partagée, par moitié en principe.
Faute d'un tiers.....	responsabilité partagée, par moitié en principe.
Cas fortuit, force majeure....	responsabilité diminuée au profit du propriétaire gardien.

Ainsi par cette étude de la faute prouvée dans la garde et de la faute présumée dans la garde, nous avons vu jusqu'à quel point la notion de faute dans la garde en matière d'accidents d'ascenseurs s'était précisée dans la jurisprudence actuelle.

Voici, pour compléter cette étude, quelques règles dégagées par la jurisprudence et qui s'appliquent à la faute dans la garde, que cette faute soit prouvée ou présumée. Ces règles découlent toutes du fait que la faute prouvée ou présumée dans la garde n'est pas un acte de maladresse ou d'imprudence mais seulement la violation de l'obligation légale de garde incombant à toutes personnes possédant des choses susceptibles de causer un dommage aux tiers :

1° Le juge saisi d'une demande basée sur l'art. 1382 ne peut pas relever d'office une faute selon l'art. 1384. Le demandeur allègue l'acte de maladresse ou d'imprudence ; il ne dit pas qu'il y a eu faute dans la garde ; le juge ne peut pas statuer sur ce qui n'est pas allégué (Cass. Civ., 25 Mars 1924 et 8 Janvier 1925, S. 1924.1.13 ; Cass. Civ., 27 Juillet 1926, S. 1926.1.359).

2° Lorsqu'en première instance l'action a été basée uniquement sur l'art. 1382, elle ne peut en appel être basée sur l'art. 1384 al. 1^{er}, sinon il y aurait « demande nouvelle » (Cass. Req., 16 Nov. 1926 et 29 Août 1927, S. 1927.1.321 ; Cass. Civ.,

24 Mai 1927, D. 1928.1.28 ; Cass. Req., 23 Nov. 197, D. 1928.1.121).

3° Supposons que le gardien d'un ascenseur ait été acquitté par le tribunal correctionnel du chef de blessures par imprudence ou même du chef de blessures causées volontairement (on sait que l'ascenseur peut dans certains cas servir à perpétrer un crime, v. p. 55 en note) ; la victime pourra néanmoins intenter devant le tribunal civil une action en dommages-intérêts basée sur une faute dans la garde. Et l'autorité de la chose jugée ne s'y oppose pas justement parce que la faute alléguée devant le tribunal civil n'est pas la même que celle dont le tribunal correctionnel a eu à connaître (Cass. Req., 16 Juillet 1928, D. 1929.1.23).

Telles sont les principales de ces règles. Elles ont été admises par la jurisprudence, non seulement à l'occasion d'accidents d'ascenseurs, mais pour tous dommages causés par les choses inanimées en général. C'est pourquoi nous ne faisons que les rappeler sans y insister. Nous noterons cependant qu'elles constituent une preuve de plus — et combien forte — de l'*identité de nature* de la faute dans la garde, — soit prouvée, soit présumée, — et de son existence propre bien distincte de celle de toutes autres fautes, notamment de la faute prévue par l'art. 1382.

Ainsi s'achève notre premier titre et avec lui notre étude de la faute dans la garde des ascenseurs. Cette étude — étant donné la présomption très forte appliquée par la jurisprudence — nous a tout naturellement conduit à répartir les accidents en deux grandes classes suivant qu'ils sont dûs à

une cause connue ou à une cause inconnue et à établir une corrélation exacte entre les accidents dont la cause est connue et la faute prouvée d'une part, les accidents dont la cause est inconnue et la faute présumée d'autre part.

La jurisprudence hésite encore à reconnaître cette grande division et cette corrélation. Les juges semblent tellement redouter les accidents, en effet redoutables, causés par ces engins qu'on appelle ascenseurs, qu'ils seront peut-être longtemps encore portés à traiter sévèrement le gardien, que la cause de l'accident soit connue ou qu'elle soit inconnue. Le système général de responsabilité que nous venons d'exposer (et que résumant les tableaux des pages 80 et 95), plus calme et plus nuancé que la pratique jurisprudentielle, est à la fois équitable et souple.

Il est équitable : quoi de plus juste que de faire supporter une responsabilité plus lourde par le propriétaire-gardien dès que la cause de l'accident reste inconnue ! Quoi de plus juste que d'apprécier et de peser cette responsabilité, comme nous l'avons fait, dans les diverses circonstances où elle entre en jeu, seule ou avec d'autres !

Il est souple : les proportions qui ont été données ne constituent pas un cadre rigide ; elles ne sont qu'une indication, une règle très générale. Tel cas d'espèce pourra comporter une faute minime du propriétaire-gardien et une faute énorme de la victime : si on appliquait les proportions indiquées, on aboutirait à une injustice. Mais, même dans ces cas d'espèce les plus défavorables, ces proportions seront toujours une indication utile. Elles auront alors d'autant plus d'efficacité qu'elles seront observées plus largement.

TITRE II

LA NOTION DE GARDE

EN MATIÈRE D'ACCIDENTS D'ASCENSEURS S'EST PRÉCISÉE

Le propriétaire n'est responsable de l'accident causé par son ascenseur que parce qu'il en a la garde. C'est parce qu'il a commis, ou est présumé avoir commis, une négligence dans la direction ou la surveillance qui lui incombe, c'est-à-dire une faute dans la garde, qu'il est responsable.

Cette notion très importante de la garde, nous allons essayer de la préciser dans ce deuxième titre.

Après avoir examiné qui peut être gardien d'un ascenseur (Chapitre I^{er}) et pourquoi les ascenseurs sont soumis à la nécessité d'une garde (Chapitre II), nous nous demanderons si le gardien, en tant que gardien, est toujours responsable et s'il ne peut pas se libérer de cette responsabilité en tout ou en partie en exerçant certains recours (Chapitre III). Nous terminerons par l'étude du gardien responsable contractuellement (Chapitre IV).

CHAPITRE PREMIER

QUI EST GARDIEN ?

Le gardien, c'est celui qui a sur la chose un *droit de direction* ; qu'il exerce ce droit par lui-même, qu'il le fasse exercer par ses préposés, ou même qu'il ne l'exerce pas.

Il suffit qu'il ait un pouvoir juridique sur la chose (droit de direction) sans qu'on ait à rechercher s'il en use, ni comment il en use.

Ce droit de direction comporte deux éléments :

un élément matériel : l'emprise physique sur la chose ;

un élément intentionnel : l'intention d'agir pour son propre compte ; ou, mieux, l'intention de supporter la responsabilité des accidents pouvant survenir du fait de la chose.

Cette dernière intention est, en réalité, l'aspect passif de l'intention d'agir pour son propre compte. L'intention de supporter la responsabilité des accidents qui peuvent être causés par la chose est donc la contre-partie nécessaire de la propriété de cette chose, sans cependant y être attachée. Cette intention peut en effet se trouver à l'état isolé ; telle personne pourra la posséder sans pour cela avoir l'intention d'agir pour son propre compte : ce sera le cas de l'entrepreneur chargé de l'entretien de l'ascenseur.

L'élément matériel ou l'élément intentionnel peuvent manquer sans qu'il y ait nécessairement perte du droit de direction. Le gardien peut avoir perdu l'emprise matérielle, tout en ayant conservé l'élément intentionnel ; de même on peut concevoir que le gardien ait perdu cet élément intentionnel tout en ayant conservé l'emprise matérielle. La perte partielle des éléments du droit de direction n'entraîne donc nécessairement la perte totale du droit de direction (1) ; mais à une condition : c'est qu'il ne se trouve pas un tiers qui, au même moment, ne se saisisse de l'élément perdu (normalement ce sera l'emprise matérielle) et n'y ajoute l'élément intentionnel ; alors, le « droit de direction » passerait à ce tiers et en même temps la garde.

Certains auteurs (Josserand), et d'assez nombreuses décisions de jurisprudence, ont entendu mieux préciser cette notion de garde en distinguant la « garde juridique » de la « garde matérielle ». La « garde juridique » serait la véritable garde, celle qui entraîne toute responsabilité, celle qui pèse sur celui qui a sur la chose ce droit de direction ; la « garde matérielle » ne serait qu'une apparence et n'entraînerait aucune responsabilité.

Cette distinction nous semble erronée. Le droit de direction, avons-nous dit, et partant la garde, comprend deux éléments : un élément matériel et

(1) On pourrait même dire que la perte totale du droit de direction n'entraîne pas la perte de la qualité de gardien tant qu'un tiers ne bénéficie pas de cette qualité par la réunion simultanée des deux éléments qui composent le droit de direction. Cette situation est assez analogue à celle du droit de propriété qui ne se perd pas par le non usage, mais qui se perd s'il se trouve quelqu'un qui bénéficie de la prescription acquisitive.

un élément intentionnel ; l'élément matériel correspondant exactement à ce qu'on appelle la « garde matérielle » et l'élément intentionnel, à ce qu'on appelle la « garde juridique ». Admettre une telle distinction, ce serait dissocier la notion de garde et la ruiner ; du reste, le mot « garde » implique qu'on peut surveiller la chose, or celui qui a la « garde juridique » sans avoir la « garde matérielle » est, par définition, dans l'impossibilité de surveiller la chose.

D'autre part, a-t-on jamais eu l'idée, à propos du droit de garde des père et mère ou du tuteur sur les enfants mineurs, de distinguer entre la « garde matérielle » et la « garde juridique » ?

Enfin, un des principaux partisans de la distinction entre la garde juridique et la garde matérielle (Josserand) a été jusqu'à soutenir que la garde juridique ne saurait se transmettre qu'avec l'entier consentement du gardien par un acte également juridique (le bail, par exemple), à l'exclusion d'une séparation matérielle provenant d'un acte unilatéral ; autrement dit, le possesseur même de mauvaise foi, qui un jour aquerra la propriété de la chose, n'en aura jamais la garde !

Nous n'insisterons pas davantage sur cette distinction erronée entre la garde juridique et la garde matérielle. De la critique qui vient d'en être faite, nous retiendrons que la notion de garde est *une*, consistant essentiellement dans un *droit de direction*.

En général, c'est le propriétaire qui détient ce droit de direction. C'est donc lui qui est normalement gardien et en cette qualité responsable des dommages causés par son ascenseur. Aussi une « présomption de garde » pèse-t-elle sur le propriétaire (c'est ce qui explique que jusqu'à présent nous

ayons toujours parlé du « propriétaire-gardien »). Mais le propriétaire peut prouver qu'il n'est plus gardien.

Le peut-il si personne ne s'est saisi de son ascenseur ?

Non. Il demeure gardien. Il est alors dans une situation analogue à celle du propriétaire d'animaux échappés, ou du propriétaire de l'automobile qui dévale seule la pente sur laquelle elle avait été arrêtée.

Peut-il prouver qu'il n'est plus gardien si une autre personne s'est saisie de son ascenseur ? (cette formule ne doit pas surprendre : nous allons voir que même le vol d'un ascenseur est possible).

Il faut distinguer suivant que cette personne s'est saisie de l'ascenseur à l'insu ou contre le gré du propriétaire, ou bien avec le consentement de celui-ci.

1° *A l'insu du contre le gré du propriétaire.*

De prime abord il semble inconcevable qu'on puisse voler un ascenseur. Pourtant cela s'est vu et voici dans quelles conditions : Un propriétaire avait acheté un ascenseur ; il était allé au magasin du constructeur d'ascenseurs et avait fait choix de telle cabine portant tel numéro. Dès l'instant que le vendeur eut donné son consentement, la propriété de l'ascenseur — donc la garde — était transférée à l'acheteur (il restait certes à installer l'ascenseur dans l'immeuble, mais cette installation faisait nécessairement l'objet d'un contrat d'entreprise, et, d'autre part, pour cette installation elle-même le constructeur n'agissait que comme préposé du propriétaire, lequel exerçait l'emprise matérielle de la

garde par l'intermédiaire de ce préposé). Mais ce ne fut pas l'ascenseur choisi, portant tel numéro, qui fut livré. Le vendeur, ayant trouvé, entre temps, un acheteur plus pressé, avait livré à celui-ci l'ascenseur déjà vendu. Cette situation s'étant présentée en pratique (sans que les tribunaux aient été appelés à en connaître), il nous est permis de nous demander qui aurait été responsable d'un accident survenu par le fait de cet ascenseur volé (on peut parler de vol si l'on suppose que le second acheteur savait au moment de l'achat que le vendeur n'était plus propriétaire de l'ascenseur) ?

Les tribunaux ont eu à connaître d'une situation exactement analogue, celle d'un accident causé par une automobile volée. On sait toutes les hésitations de la jurisprudence et la divergence de vue entre la Cour de Cassation (Civ., 3 Mars 1936 ; D. 1936.1.81) et les Cours d'Appel (Besançon, 25 Février 1937 ; Gaz. du Pal. 1937.1.499). La Cour de Cassation proclame que le propriétaire demeure gardien, donc responsable, des accidents qui ont pu être causés par le voleur avec l'automobile volée ; les Cours d'Appel au contraire font peser la garde et la responsabilité sur le voleur.

L'analyse que nous avons faite de la notion de garde va nous permettre d'éluder cette difficulté et de donner une réponse : le voleur d'une chose inanimée quelconque — automobile, ascenseur, etc... — ne fait pas autre chose que réunir à l'emprise matérielle l'intention d'agir pour son propre compte ; il possède ainsi sur la chose le « droit de direction ». Il est gardien.

2° Avec le consentement du propriétaire.

Si la personne qui s'est saisie de l'ascenseur l'a fait avec le consentement du propriétaire, celui-ci

demeure gardien s'il n'a cédé que l'emprise matérielle. C'est notamment le cas du concierge ou de l'ouvrier qui s'occupe de la surveillance et de l'entretien de l'ascenseur, concierge et ouvrier n'étant que les préposés du propriétaire, c'est-à-dire ses *représentants*, le propriétaire exerçant la garde par leur intermédiaire.

Si le propriétaire a cédé à la fois l'emprise matérielle et l'élément intentionnel, d'après les principes qui viennent d'être exposés, il n'est plus gardien.

C'est le cas de tout entrepreneur — en pratique, et le plus souvent, cet entrepreneur c'est le constructeur de l'ascenseur — qui par contrat spécial s'est engagé à entretenir et à surveiller l'ascenseur (v. p. 118) dont il a, de ce fait, la garde.

Pourtant tel n'est pas l'avis de la jurisprudence. Nous verrons en effet (v. p. 131) que, d'après elle, le « contrat d'entretien et de vérification », qui lie le propriétaire et l'entrepreneur, ne transfère pas la garde.

Terminons par cette remarque de portée générale : le propriétaire n'est pas responsable d'un accident survenu pendant qu'il a la garde de la chose, si cet accident est dû à une faute remontant à l'époque où le vendeur avait encore la garde de la chose. Autrement dit, la responsabilité se détermine d'après le temps où la faute a été commise et non d'après le temps où l'accident s'est produit. Supposons un immeuble muni d'un ascenseur, immeuble qui vient d'être acheté. Un accident dû à cet ascenseur se produit. S'il est prouvé que la faute d'où est résulté l'accident a été commise au temps

où le vendeur était encore propriétaire, donc gardien, ce n'est pas l'acheteur qui sera responsable, mais le vendeur.

Ainsi à la question « Qui est gardien ? », il faudra d'une façon très générale répondre : c'est le propriétaire, surtout avec une jurisprudence qui ne voit dans le contrat d'entretien et de vérification aucun transfert de garde (v. p. 131).

CHAPITRE II

POURQUOI LES ASCENSEURS SONT-ILS SOUMIS A LA NÉCESSITÉ D'UNE GARDE ? LE SONT-ILS TOUJOURS ?

Dans la première partie de cette thèse, nous avons montré comment la jurisprudence, après avoir fait appel aux articles 1382 et 1386, avait finalement basé la responsabilité des accidents causés par les ascenseurs sur l'art. 1384 al. 1^{er} (1). Or c'était en même temps admettre, d'une façon implicite, que les ascenseurs sont soumis à la nécessité d'une garde.

Mais comment expliquer la nécessité de cette garde ? D'autre part, est-il toujours vrai que les ascenseurs soient soumis à la nécessité d'une garde ?

§ 1. — Comment expliquer la nécessité d'une garde ?

Cette question, qui tout d'abord peut paraître peu importante au point de vue des accidents d'ascenseurs, mérite cependant notre attention ; car, suivant l'explication qu'on donne à la nécessité d'une garde des ascenseurs, on peut aboutir à des résultats complètement différents, quant au mode de réparation des préjudices causés.

(1) Voir nombreuses références dans la Première Partie.

Au début, c'est-à-dire entre 1900 et 1924, la jurisprudence appliquait implicitement (2) aux accidents d'ascenseurs une distinction alors fort à la mode entre :

- le fait de l'homme ;
- le fait de la chose.

Suivant que la chose était, ou non, dirigée par l'homme, on disait que l'accident causé par cette chose était dû, soit à un fait de l'homme, et l'art. 1382 était applicable ; soit à un fait de la chose, pour la réparation duquel on réservait l'application de l'ar. 1384 al. 1^{er}.

Ainsi l'automobile conduite par l'homme lui-même ne pouvait causer qu'un accident dû au fait de l'homme, la machine étant placée sous l'action directe du conducteur. L'art. 1382 était applicable. On pouvait faire un raisonnement analogue pour les ascenseurs. La présomption de faute de l'art. 1384 al. 1^{er}, qui pratiquement dispensait la victime de toute preuve, était donc écartée là où elle se justifiait le mieux à raison du caractère dangereux de la chose.

De plus, peut-on raisonnablement parler du « fait de la chose » par analogie avec le « fait de l'animal » ? Ces deux expressions laissent entendre que l'animal et la chose ont une force propre, autonome, volontaire. Cela se conçoit d'un animal ; mais d'une chose ? Certainement non. L'expression « fait de la chose » est une expression vicieuse à rejeter. Elle eût même été à rejeter si la distinction : « fait de l'homme » « fait de la chose » avait été maintenue.

(2) Nous ne connaissons en effet aucune décision concernant les accidents d'ascenseurs qui ait explicitement fait application de cette distinction.

Devant ces deux défauts, d'ordre théorique et aussi et surtout d'ordre pratique, la Cour de Cassation a rejeté cette distinction dans un arrêt célèbre de la Chambre Civile du 29 Juillet 1924 (D. 1925. 1.5, note Ripert ; S. 1924.1.321, note Esmein). Et comme la jurisprudence ne s'inclinait pas, la Cour de Cassation dans un nouvel arrêt a affirmé, de la façon la plus nette, que la présomption de faute de l'art. 1384 al. 1^{er} s'appliquait dès que l'accident était dû à une chose dangereuse, *qu'elle soit ou non conduite par l'homme* (Cass. Civ., 21 Févr. 1927, D. 1927.1.97, note Ripert ; S. 1927.1.137, note Esmein). Depuis, la Cour de Cassation a fermement maintenu le nouveau principe : la présomption de faute de l'art. 1384 al. 1^{er} s'applique chaque fois qu'un accident a été causé par une chose dangereuse et il ne s'applique que dans ce cas.

A la distinction :

- fait de l'homme (art. 1382),
- fait de la chose (art. 1384 al. 1^{er}),

la Cour de Cassation substitua la distinction nouvelle :

- choses inoffensives (art. 1382),
- choses dangereuses (art. 1384 al. 1^{er}).

Au point de vue des accidents causés par les ascenseurs, cette nouvelle distinction est importante. Avec l'ancien système, on aurait pu trouver des tribunaux qui, poussant la logique jusqu'au bout, eussent admis, comme pour les automobiles, que les ascenseurs étant directement manœuvrés, ou devant être directement manœuvrés soit par le gardien, soit par un de ses préposés, tout accident d'ascenseur devait être réparé d'après les principes de l'art. 1382.

Tout le bénéfice de l'évolution jurisprudentielle, étudiée dans la première partie de cette thèse, eût été complètement perdu par une mauvaise explication donnée à la nécessité de la garde.

Avec la notion nouvelle de « chose dangereuse », ceci n'est plus à craindre : L'art. 1384 al. 1^{er} continuera à régir les accidents d'ascenseurs, car, s'il y a des « choses dangereuses », ce sont bien les ascenseurs. Nous l'allons voir immédiatement.

§ 2. — Est-il toujours vrai que les ascenseurs soient soumis à la nécessité d'une garde ?

Pour savoir si l'ascenseur est une « chose dangereuse », par conséquent soumise à la nécessité d'une garde, il nous faut très brièvement analyser la notion de « chose dangereuse ». Ce sera ensuite un jeu de savoir si l'ascenseur répond à cette notion et partant s'il est soumis à la nécessité d'une garde.

M. Ripert, professeur à la Faculté de Droit de Paris, a réparti les choses dangereuses en trois catégories :

- choses mues par une force dont l'homme n'a pas la direction absolue ;
- choses qui multiplient considérablement l'effort de l'homme ;
- choses placées dans une position telle que leur pesanteur les entraîne.

Les ascenseurs font évidemment partie de ces « choses mues par une force dont l'homme n'a pas la direction absolue ».

Cette classification, si excellente soit-elle, est peut-être un peu trop compréhensive pour que nous la prenions comme base de discussion.

M. Ripert n'a-t-il pas confondu entre choses dangereuses et choses dommageables ?

S'il fallait réputer dangereuse toute chose susceptible de causer un préjudice, il n'y aurait pas de chose inoffensive. La matérialité de l'accident établirait la nocivité de la chose qui en est l'instrument. Du reste, il suffit d'ouvrir le Littré pour avoir le sens exact du mot « dangereux » : « Dangereux : qui expose à un danger ».

Or le danger, ce n'est pas le dommage réalisé, mais le « *dommage menaçant* ». Une chose est dangereuse avant d'être dommageable ; et la chose qui un jour se révèle dommageable peut ne pas être tenue pour dangereuse lorsqu'elle ne présentait auparavant aucune menace caractérisée de dommage.

Alors quel critère adopter ?

Comment reconnaître ces choses dites « dangereuses » parce que, placées dans certaines conditions, elles font peser sur les tiers une menace caractérisée de dommage ?

Certains auteurs, comme M. Ripert, ont adopté un critère objectif ; d'autres adoptent un critère subjectif.

Critère objectif.

Seraient dangereuses toutes les choses qui « causent ou sont susceptibles de causer des accidents fréquents » (Esmein). On dresse des listes de choses ayant entraîné beaucoup d'accidents et ces choses dans l'avenir sont réputées dangereuses.

Critère intéressant. Mais critère imparfait parce que trop rigide et nécessairement incomplet.

Critère subjectif.

D'après M. Savatier, seraient dangereuses toutes « les choses que le gardien pouvait juger telles ». Ce critère fait une trop large part à l'arbitraire pour être adopté.

Des auteurs le corrigent en faisant appel à l'opinion que les hommes se font du danger des choses. Il s'agit non pas d'une opinion individuelle, mais d'une opinion commune, collective ; il s'agit d'une croyance partagée par la masse.

Selon nous, ces deux critères se complètent : On dira qu'une chose est dangereuse quand elle causera, ou sera susceptible causer, des accidents fréquents ; mais en tenant compte de l'opinion générale que se fait le public sur les dangers de cette chose.

Les ascenseurs, à l'heure actuelle, sont des choses dangereuses étant donné d'une part le nombre d'accidents graves qui sont déjà survenus et d'autre part l'opinion générale de crainte qui s'y attache. Nombreuses sont encore les personnes qui n'osent pas se servir des ascenseurs...

« Choses dangereuses » ; comme telles, soumises à la nécessité d'une garde.

La jurisprudence la plus récente est toujours unanime en ce sens.

« Le mécanisme d'un appareil aussi délicat et aussi dangereux qu'un ascenseur doit être constamment surveillé pour que tous les systèmes de sécurité qui lui sont intégrés fonctionnent sans aucune défaillance. — En supposant même que la manœuvre de la victime qui a trouvé la mort dans un acci-

dent d'ascenseur ait pu être audacieuse et imprudente, il y a lieu de dire que son impéritie ou sa maladresse auraient été sans effet si *la chose dangereuse* dont elle faisait usage avait été en bon état de fonctionnement et de protection » (Trib. Civ. Seine, 20 Oct. 1936, Gaz. Palais 1936.2.941).

CHAPITRE III

LE GARDIEN

EST-IL TOUJOURS RESPONSABLE ?

QUELS RECOURS PEUT-IL EXERCER ?

Dans les affaires d'accidents d'ascenseurs ayant donné lieu à des décisions de tribunaux, l'action en responsabilité est en règle très générale dirigée contre le gardien. C'est normal. La victime s'en prend au responsable, ou mieux, à celui qui paraît l'être.

Ce gardien demeure-t-il, en dernière analyse, toujours responsable ?

Cela dépend des espèces, mais très souvent il peut se retourner contre une tierce personne et se libérer totalement ou partiellement.

Què la cause de l'accident soit connue ou qu'elle soit inconnue, et après avoir tenu compte de la faute de la victime, ou de la faute d'un tiers, ou du cas fortuit et de force majeure, nous supposons que la responsabilité du gardien est retenue. Quels recours va-t-il pouvoir exercer pour se décharger en tout ou en partie de la responsabilité qui lui incombe ?

Un recours contre la personne chargée de l'entretien de l'ascenseur (SECTION I).

Un recours contre le constructeur de l'ascenseur (Section II).

Un recours contre l'architecte qui a établi les plans de la cage d'ascenseur (Section III).

Un recours contre l'assureur (Section IV).

Ces divers recours peuvent être exercés cumulativement. Mais l'indemnité n'est jamais cumulée.

SECTION I. — *Recours du gardien
contre la personne chargée de l'entretien
de l'ascenseur*

Le propriétaire se décharge souvent sur une personne du soin d'entretenir l'ascenseur. Cette autre personne est en général le constructeur. Mais pas toujours. C'est pourquoi nous emploierons dorénavant le terme plus compréhensif d' « *entrepreneur* ».

Savoir si la garde est transférée et dans quelle mesure ? Savoir quelles sont les obligations réciproques du propriétaire et de la personne chargée d'entretenir l'ascenseur ? Telles sont les questions qui se posent et auxquelles nous allons essayer de répondre.

Il y a une dizaine d'années, les propriétaires passaient souvent avec les constructeurs de leurs ascenseurs deux sortes de contrats :

Un « *contrat d'abonnement simple* » appelé aussi « *contrat d'entretien* », et un « *contrat de vérification* ».

Un « *contrat d'abonnement simple* », appelé « *contrat d'entretien* » mettait à la charge du constructeur le nettoyage et le graissage de l'ascenseur. Il ne comportait aucune obligation de vérification.

Dans un seul cas, quand l'accident était dû à un mauvais entretien de l'appareil (défaut de graissage ou de nettoyage), le propriétaire, tout en demeurant responsable à l'égard de la victime, pouvait se retourner contre l'entrepreneur en faute pour n'avoir pas rempli strictement l'obligation d'entretenir à laquelle il était tenu en vertu du contrat.

La responsabilité qui pesait ainsi sur l'entrepreneur chargé de l'entretien était donc relativement légère. Pourtant il avait été reconnu que l'entrepreneur était obligé de prévenir le propriétaire s'il y avait une pièce défectueuse à remplacer.

Si cette obligation était au fond justifiée, c'était aller peut être un peu loin que de la faire sortir d'un simple « *contrat d'entretien* ».

B. Le « *contrat de vérification* » était un contrat d'entretien complet puisque en plus du nettoyage et du graissage, il comportait la vérification de l'ascenseur.

Ce contrat faisait naître à la charge de l'entrepreneur une obligation très lourde. Chaque fois, en

effet, qu'il s'apercevait d'un vice de l'ascenseur (mauvais fonctionnement, pièces à remplacer), ce vice, si mince soit-il, devait être corrigé par lui-même après avoir averti le propriétaire. Et même, au cas d'urgence, il devait faire la réparation d'office avant de prévenir le propriétaire.

A l'heure actuelle, le « contrat d'entretien » a disparu. Seul subsiste le « contrat de vérification » qui a pris le nom de « *contrat d'entretien et de vérification* » ou de « *contrat de grand entretien* » ou encore de « *contrat d'abonnement* ».

Une telle modification était inévitable.

Pratiquement, il était en effet très difficile de faire une démarcation nette entre l'entretien et la vérification : pour nettoyer et graisser un ascenseur, on est normalement obligé de le faire fonctionner et l'on découvre alors nécessairement les pièces défectueuses à modifier ou à remplacer : l'entretien entraîne la vérification. Appliquons-nous à dégager le contenu de ce « *contrat d'entretien et de vérification* ».

§ 1. — Nature du « contrat d'entretien et de vérification »

Le « contrat d'entretien et de vérification » est celui par lequel une personne, le constructeur ou mieux « l'entrepreneur », se charge d'entretenir et de vérifier un ascenseur, et d'assurer son bon fonctionnement, moyennant un prix calculé en raison du travail et de la responsabilité encourue.

C'est une variété du contrat d'entreprise.

En parcourant la jurisprudence, il est parfois assez difficile de savoir si l'on est en présence d'un « contrat d'entretien et de vérification ». Il y a toujours intérêt à le distinguer du simple « contrat

d'entretien » qui, s'il n'est plus en usage, depuis une dizaine d'années, suscite encore aujourd'hui des difficultés d'application que l'on relève dans la jurisprudence la plus récente.

Normalement c'est le sens général de la décision qui nous indiquera le contrat dont il s'agit. Ainsi :

Un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 24 Décembre 1934 (Gaz. du Palais 1935.1.326) parle d'un « *contrat onéreux d'entretien* » passé entre le propriétaire et le constructeur. Mais aussitôt il ajoute que le constructeur « s'est engagé à assurer le « bon fonctionnement » de l'appareil et qu'il a violé une des plus importantes obligations nées de ce contrat : l'obligation d'assurer la *fermeture automatique de la gâchette d'entrée* ».

Or cette obligation est une de ces obligations spéciales nées du « contrat d'entretien et de vérification » et qui caractérisent celui-ci.

Du reste, quand une décision parle d'un constructeur chargé d'assurer « *le bon fonctionnement* » de l'ascenseur, cela signifie en règle générale que propriétaire et constructeur sont liés par un « contrat d'entretien et de vérification ».

Dans l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 28 Février 1936 confirmant le jugement du Tribunal Civil de la Seine du 24 Décembre 1934, il est dit que « par les *marchés de livraison et d'entretien* de l'ascenseur, la Cie Houplain assumait la surveillance de son *bon fonctionnement* et particulièrement la *fermeture automatique des portes* » (Gaz. du Palais, 14 Mai 1936 ; Gaz. des Tribunaux, 1936, p. 253).

« Marchés de livraison et d'entretien » ne nous

fixe guère sur la nature du contrat intervenu entre la Compagnie constructrice et le propriétaire. Mais dire que la Compagnie assurait le « bon fonctionnement » de l'ascenseur suffirait pour désigner le « contrat d'entretien et de vérification ». Et si un doute avait pu subsister, les termes de l'arrêt disant que la Compagnie devait assurer « la fermeture automatique des portes » l'eussent dissipé invinciblement, car c'est justement là une de ces obligations spéciales qui ne naissent que du « contrat d'entretien et de vérification ». Autre décision intéressante Trib. Civ. Seine, 11 Janvier 1937 (Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, p. 616 ; Gaz. du Palais, 14 Oct. 1937) :

« Attendu que le syndic en résistant à la demande d'Haller (la victime) appelle subsidiairement dans la cause en garantie des condamnations qui pourraient être prononcées, la Société Union Métallurgique de Colmar, laquelle était chargée de l'*entretien* de l'ascenseur en vertu d'un contrat, et qui, en n'exécutant pas ses obligations, en négligeant de faire les *réparations nécessaires pour le fonctionnement normal et sans danger de cet appareil*, aurait été l'auteur réellement responsable de l'accident... »

Plus loin, il est dit que les copropriétaires « avaient traité avec l'Union Métallurgique de Colmar pour un *entretien normal et régulier* de l'ascenseur ».

Peu importe que le tribunal insiste sur l'entretien auquel s'était obligée la Société. Puisqu'il reconnaît que cette Société s'était également engagée « à faire les réparations nécessaires pour le fonctionnement normal et sans danger » de l'ascenseur,

il est certain que copropriétaires et Société étaient liés par un « contrat d'entretien et de vérification ».

Du reste, la condamnation prononcée est là pour nous éclairer : les copropriétaires gardiens furent reconnus entièrement responsables de l'accident : mais l'Union Métallurgique de Colmar fut également condamnée à garantir les copropriétaires gardiens des condamnations qui sont ou qui seront prononcées contre eux. Cette condamnation est expliquée par le dernier motif :

« Attendu, en ce qui concerne la Société Métallurgique de Colmar, qu'il est constant et établi par un rapport d'expert que cet appareil était dans un *état complet d'usure*, ce qui en rendait le fonctionnement dangereux ; qu'il ressort nettement des constatations faites que l'accident a eu pour cause génératrice *ce défaut absolu de mise au point et d'entretien* et que, d'autre part, rien n'a fait apparaître que Haller (la victime) ait commis une faute quelconque dans son usage ; qu'en conséquence il échet de décider que l'Union Métallurgique de Colmar devra garantir Cousin es qualité et la Société d'assurances Eaux et Accidents de toutes condamnations qui seraient ou pourraient être prononcées contre eux... »

Si donc l'on admettait que la Société n'avait été chargée que d'un simple entretien, comment pourrait-on expliquer qu'elle ait été reconnue responsable de « l'état complet d'usure » de l'appareil, du défaut de « sa mise au point », et comme telle condamnée !

Copropriétaires et constructeur étaient donc bien liés par un « contrat d'entretien et de vérification ».

Enfin voici une décision où il ne s'agissait pas d'un « contrat d'entretien et de vérification », mais d'un simple « contrat d'entretien » :

« Le constructeur doit être mis hors de cause s'il était chargé seulement du *nettoyage et du graissage* de l'ascenseur, cette convention ne pouvant avoir pour effet de lui transférer la garde de l'appareil, alors surtout qu'aucune faute, ni négligence n'est révélée contre lui, et qu'il n'a pas été chargé par le propriétaire de changer le modèle ancien qu'il avait vendu, ni de le munir des appareils de sûreté dont sont pourvus les ascenseurs actuels » (Trib. Civil Seine, 15 Nov. 1932, Gaz. Palais 1933. 1.177).

La responsabilité du constructeur n'était pas engagée parce qu'il s'agissait *seulement* du *nettoyage et du graissage* de l'ascenseur, ce qui caractérise parfaitement le simple « contrat d'entretien ».

§ 2. — Effets du « contrat d'entretien et de vérification »

De ce contrat dérivent certaines obligations particulières que personne ne conteste. Ne donne-t-il pas naissance également à une obligation générale de garde ?

1° Obligation générale de garde.

2° Obligations particulières (v. p. 133).

I. Obligation générale de garde.

Cet effet du « contrat d'entretien et de vérification » est aujourd'hui, dans la pratique, très discuté. La jurisprudence la plus récente semble indécise.

C'est pourquoi il nous paraît utile, avant de commencer tout examen de la jurisprudence sur ce point, capital en notre matière, d'essayer de donner au préalable une réponse grâce aux seuls principes généraux établis plus haut.

On se rappelle que lorsque le propriétaire a cédé à la fois l'emprise matérielle et l'élément intentionnel qui constituent la garde, il n'est plus gardien. Ici l'élément intentionnel ne consiste que dans l'intention de supporter la responsabilité des accidents qui peuvent être causés par l'ascenseur. Mais on sait que cet élément intentionnel suffit pour le transfert de la garde (v. p. 101). Or par le « contrat d'entretien et de vérification » le propriétaire ne fait pas autre chose que céder à l'entrepreneur cet élément intentionnel et cet élément matériel que comporte la garde.

a) *L'élément intentionnel.*

L'entrepreneur qui se charge de l'entretien et de la vérification d'un ascenseur s'engage à remplir diverses obligations qui peuvent se résumer dans l'obligation de nettoyage, graissage et vérification. En contractant de la sorte, l'entrepreneur a nécessairement en vue les risques auxquels il s'expose ; il ne peut pas ne pas avoir l'intention de supporter la responsabilité des accidents pouvant survenir par suite de la violation d'une des obligations auxquelles il s'engage. Sinon ce serait la négation du contrat lui-même.

Mais cette intention demeure-t-elle limitée à la responsabilité des seuls accidents pouvant survenir par suite de la violation des obligations précisées dans le contrat ? Ne s'étend-elle pas au contraire à la responsabilité de *tous* les accidents pouvant être causés par la chose dont on veut répondre ?

Il nous le semble.

Puisque l'entrepreneur, en contractant, a nécessairement l'intention de supporter la responsabilité des accidents pouvant survenir par suite de la violation d'une des obligations précisées dans le contrat, c'est-à-dire par suite de *faute prouvée dans la garde* (1), comment pourrait-on concevoir qu'il n'ait pas en même temps et implicitement — sauf convention contraire — l'intention de supporter la responsabilité des accidents pouvant survenir par suite de *faute présumée dans la garde* ?

Nous verrons du reste (p. 147) qu'il y a un très grand intérêt pratique à ce qu'il n'y ait pour tout ce qui a trait à la garde de l'ascenseur qu'un seul responsable, de même qu'il n'y a qu'un seul technicien : celui qui entretient.

b) *L'élément matériel.*

C'est l'emprise physique sur l'ascenseur.

Cette emprise physique se manifeste par les vérifications périodiques (en général une fois par quinzaine) de l'entrepreneur, par des nettoyages et graissages réguliers, enfin, en cas de non-fonctionnement, par le dépannage de l'ascenseur. Cette emprise physique, matérielle, sera normalement exercée par un préposé de l'entrepreneur. Mais peu importe. Le préposé est le représentant de son patron, lequel exerce la garde par son intermédiaire.

Ici une objection peut être faite : l'ascenseur n'est-il pas sous l'emprise matérielle du concierge, préposé du propriétaire, plutôt que sous l'emprise

(1) Les obligations précisées dans le contrat (nettoyage, graissage, vérification) sont en effet essentiellement des obligations de garde.

de l'entrepreneur et de son préposé ? Nous ne le croyons pas. Sans doute, dès qu'il y a une panne, ou dérèglement quelconque dans la marche de l'ascenseur, c'est le concierge qui prévient l'entrepreneur. Souvent aussi le concierge intervient quand l'ascenseur contient plus de personnes qu'il n'en peut monter. Il veille encore à ce que les portes palières soient bien fermées, etc. Cette intervention du concierge est réelle, mais elle n'est jamais que superficielle. La véritable emprise a trait avant tout au mécanisme lui-même : nettoyage, graissage, changement de pièces, vérification, démontage, etc. Or cette emprise, seul l'exerce l'entrepreneur chargé de l'entretien.

Les deux éléments qui font la garde : élément matériel et élément intentionnel étant ainsi transférés par le « contrat d'entretien et de vérification » à l'entrepreneur, celui-ci est gardien. Toutes les règles qui s'appliquent au propriétaire gardien (v. p. 80 et p. 95) s'appliquent à l'entrepreneur gardien.

Seuls deux cas nouveaux sont à mentionner. A qui incomberait la responsabilité, d'une part en cas de faute du propriétaire, d'autre part en cas de faute simultanée du propriétaire et de l'entrepreneur gardien ?

La réponse n'est pas la même suivant que la cause de l'accident est connue ou inconnue (2).

1. *Quand la cause de l'accident est inconnue.*

A. *Faute du propriétaire*

Le propriétaire peut en effet commettre certai-

(2) Sur le sens de ces expressions, voir page .

nes fautes quoique n'étant plus gardien. En voici quelques-unes relevées par la jurisprudence :

1) Lorsque l'entrepreneur chargé de l'entretien s'aperçoit de la plus légère défectuosité dans le mécanisme de l'ascenseur, il doit y remédier soit d'office s'il y a urgence, soit après avoir averti le propriétaire s'il n'y a pas urgence.

Supposons qu'il n'y ait pas urgence et que l'entrepreneur gardien ait averti le propriétaire de la réparation à effectuer. Le propriétaire s'oppose à la réparation. Un accident se produit. Sa responsabilité est engagée.

2) Lorsqu'au cours d'une expertise, après un accident d'ascenseur, il est relevé un défaut de construction de l'immeuble, la responsabilité passe sur la tête du propriétaire dans la mesure où ce défaut de construction a influé sur l'accident. Seul en effet le propriétaire répond du défaut de construction de l'immeuble (sauf éventuellement le recours du propriétaire contre l'architecte).

Admettons que le propriétaire ait commis une de ces fautes. Admettons que la cause de l'accident demeure inconnue bien qu'il soit établi que la faute prouvée du propriétaire a dans une certaine mesure déterminé cet accident. A qui dans une telle hypothèse incombe la responsabilité ?

Au propriétaire et à l'entrepreneur gardien ensemble. Par moitié en principe. Le propriétaire est responsable pour faute prouvée, l'entrepreneur gardien pour faute présumée.

*B. Faute du propriétaire
et de l'entrepreneur gardien ensemble*

A qui incombe la responsabilité en cas de faute du propriétaire et de l'entrepreneur gardien prouvées simultanément ?

La cause de l'accident étant inconnue, quoiqu'il ait été prouvé que cet accident ne se serait pas produit tel qu'il a eu lieu si le propriétaire et l'entrepreneur gardien n'avaient l'un et l'autre commis une faute, la responsabilité sera encore partagée mais dans une proportion toute différente. En principe, la moitié de la responsabilité pèsera sur l'entrepreneur gardien pour faute présumée dans la garde ; l'autre moitié se partagera entre l'entrepreneur gardien et le propriétaire ; le premier pour faute prouvée dans la garde, le second pour faute personnelle. L'entrepreneur gardien supportera donc les trois quarts de la responsabilité.

2. Quand la cause de l'accident est connue.

A. Faute du propriétaire

Le propriétaire a commis une faute qui a été prouvée et reconnue comme seule cause de l'accident. Dans ce cas, l'entrepreneur gardien n'est plus responsable. Toute la responsabilité incombe au propriétaire en faute.

*B. Faute du propriétaire
et de l'entrepreneur gardien ensemble*

Ces fautes ayant été prouvées comme ayant déterminé ensemble l'accident, la responsabilité, en principe, est partagée par moitié entre le propriétaire et l'entrepreneur gardien.

En résumé, dans l'hypothèse du transport de la garde à la charge de l'entrepreneur par suite du contrat d'entretien et de vérification, on peut dresser le tableau suivant des diverses responsabilités qui peuvent jouer :

1. LA CAUSE DE L'ACCIDENT EST INCONNUE

Est toujours responsable l'entrepreneur gardien.

Toutes les règles
qui s'appliquent au propriétaire gardien
s'appliquent à l'entrepreneur gardien.
(voir tableau p. 95)

De plus

Faute de l'entrepreneur gardien et faute du propriétaire ensemble	responsabilité partagée, entrepreneur gardien 3/4 propriétaire 1/4
Faute du propriétaire	responsabilité partagée par moitié (en principe) avec l'entrepreneur.

2. LA CAUSE DE L'ACCIDENT EST CONNUE

En principe est responsable celui qui a commis la faute prouvée dont la relation de cause à effet avec l'accident est établie.

Toutes les règles
qui s'appliquent au propriétaire gardien
s'appliquent à l'entrepreneur gardien.
(voir tableau p. 80)

De plus

Faute de l'entrepreneur gardien et faute du propriétaire ensemble	responsabilité partagée par moitié (en principe).
Faute du propriétaire	seul responsable.

Ainsi s'établirait la responsabilité en cas de transfert de la garde par le « contrat d'entretien et de vérification ».

Or la jurisprudence n'admet pas ce transfert. Pour elle, le propriétaire reste toujours gardien. Souvent elle a affirmé ce principe.

Voici une décision très récente du Tribunal Civil de la Seine du 11 Janvier 1937 (La Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, p. 616 ; Gazette du Palais, 14 Octobre 1937) :

« Attendu qu'il ne peut être valablement soutenu par le syndic que les copropriétaires n'avaient plus la garde de l'appareil au moment de l'accident du fait qu'ils avaient traité avec l'Union Métallurgique de Colmar... »

Du reste, sans même affirmer ce principe, il se trouve toujours sous-entendu et très souvent manifeste dans la façon selon laquelle est prononcée la condamnation. Ce n'est pas, en effet, l'entrepreneur chargé de l'entretien qui est déclaré responsable envers la victime, mais bien le propriétaire, sauf à celui-ci à être « garanti » par l'entrepreneur. Ce procédé indique nettement que la jurisprudence ne reconnaît aucun lien de droit entre l'entrepreneur et la victime, donc que, toujours d'après la jurisprudence, l'entrepreneur chargé de l'entretien n'est pas gardien ; la victime ne peut exercer contre lui l'action délictuelle née de l'article 1384 al. 1^{er}.

A titre d'exemple, voici le dernier des motifs de la décision citée ci-dessus :

« Attendu, en ce qui concerne la Société Métallurgique de Colmar, qu'il est constant et établi par un rapport d'expert que cet appareil était dans un état complet d'usure, ce qui en rendait le fonctionnement dangereux ; qu'il ressort nettement des constatations faites que l'accident a eu pour cause génératrice ce défaut absolu de mise au point et d'entretien... qu'en conséquence il échet de décider que l'Union Métallurgique de Colmar devra *garantir* (le syndic) ès qualité et la Société d'assurances Eaux et Accidents de toutes condamnations qui seraient ou pourraient être prononcées contre eux... »

La condamnation n'est pas moins claire :

« Par ces motifs, dit et juge que le syndic ès qualité de mandataire ad litem des copropriétaires de l'immeuble et la Société d'assurances Eaux et Accidents, celle-ci dans les limites de la police contractée, sont responsables vis-à-vis de Haller des conséquences dommageables de l'accident d'ascenseur survenu à ce dernier le 16 Novembre 1931...

« Condamne la Société Union Métallurgique de Colmar pour les causes susénoncées à *garantir* le syndic ès qualité et la Société Eaux et Accidents, des condamnations qui sont ou seront prononcées contre eux... »

Pourtant une décision récente du Tribunal Civil de la Seine (1^{re} Chambre) en date du 28 Octobre 1937 (Gazette du Palais 1937.2.799 ; Gazette des Tribunaux, 16 Janvier 1938, p. 106 ; l'Argus des Assurances, 16 Janvier 1938, p. 106) a déclaré le constructeur chargé de l'entretien responsable envers la victime.

« ... Condamne la Société Vernes, Guinet, Sigros et Cie (Société chargée de l'entretien) à payer

à la dame de Valon (la victime) 300.000 francs de dommages-intérêts et remboursements et au sieur Mante (propriétaire de l'ascenseur) la somme de 15.000 francs de dommages-intérêts... »

Une telle condamnation ne peut s'expliquer que si la Société chargée de l'entretien avait la garde de l'ascenseur. Cette décision marquerait-elle un revirement de la jurisprudence ? L'avenir nous l'apprendra. Pour l'instant une décision isolée — quoique émanant de la Première Chambre du Tribunal Civil de la Seine — ne peut être considérée comme ayant bouleversé la jurisprudence antérieure d'après laquelle le contrat d'entretien et de vérification ne transfère pas la garde. Du reste, la Cour de Paris, dans un arrêt tout récent (20 Janvier 1938), a de nouveau formellement déclaré que le « contrat d'entretien et de vérification » ne transférerait pas la garde :

« Considérant...

« *que le contrat d'entretien n'avait pas opéré pour l'ascenseur un transfert de la garde qui était demeurée à la charge des copropriétaires de l'immeuble, dès la réception qui en avait été faite après la construction...* » (Paris, 20 Janvier 1938, non publié).

A défaut d'une obligation générale de garde pèsent sur l'entrepreneur chargé de l'entretien certaines obligations particulières dérivant du contrat.

II. Obligations particulières

Dégageons les principales obligations auxquelles en général l'entrepreneur chargé de l'entretien est contractuellement tenu envers le propriétaire.

L'entrepreneur chargé de l'entretien doit :

1° Nettoyer, graisser et régler l'ascenseur deux fois par mois ;

2° Dépanner, fournir huile, graisse, chiffons nécessaires aux dits entretiens ;

3° Effectuer tous remplacements de pièces usées par le fonctionnement normal des appareils tels que : charbons, contacts, boutons, paillettes, écrous, vis, plombs, ressorts pour plots, commutateurs et condamnations électriques, etc...

Très souvent cette énumération est limitative et il est stipulé que « toutes autres pièces sont à la charge du propriétaire ».

Enfin reste à la charge du propriétaire les réparations des dégâts provenant de tous cas de force majeure ou provoqués par une intervention anormale, comme notamment les courts-circuits, les variations de la force motrice, la malveillance, les fausses manœuvres et l'inobservation des règlements d'usage.

L'engagement de l'entrepreneur chargé de l'entretien varie suivant chaque contrat. L'énumération qui vient d'être faite des diverses obligations et conditions n'a qu'une valeur indicative. Cependant ces obligations et conditions se retrouvent dans la plupart des « contrats d'entretien et de vérification » (et quelque soient leurs noms : « contrat de grand entretien », « contrat d'abonnement », etc.). Toute violation d'une seule de ces conditions constitue à la charge de l'entrepreneur une *faute contractuelle* dont il doit réparation au propriétaire.

Les tribunaux ont souvent relevé la faute contractuelle de l'entrepreneur chargé de l'entretien.

Il y a faute contractuelle de l'entrepreneur chargé de l'entretien quand il y a « *mauvais fonctionnement* » ou « *fonctionnement défectueux* » de l'ascenseur. Par ces expressions il faut entendre soit le mauvais état des appareils de sécurité par suite de non remplacement de pièces usées qu'il était tenu de changer, soit l'état d'usure générale de l'ascenseur.

De nombreuses décisions ont condamné l'entrepreneur chargé de l'entretien pour « mauvais fonctionnement » des appareils de sécurité, notamment pour défaut de condamnation parfaite des portes palières.

« Considérant que par les marchés de livraison et d'entretien de l'ascenseur la Compagnie Houplain assumait la surveillance de son bon fonctionnement et particulièrement la fermeture automatique des portes ; qu'elle devait donc tenir toujours celles-ci en parfait état » (Paris, 28 Février 1936, Gaz. Pal. 1936.1.824 ; Gaz. Trib. du 27 Juin 1936).

L'entrepreneur chargé de l'entretien s'est également vu condamner pour « usure » de l'ascenseur.

« Attendu, en ce qui concerne la Société Métallurgique de Colmar, qu'il est constant et établi par un rapport d'expert que cet appareil était dans un *état complet d'usure*, ce qui en rendait le *fonctionnement dangereux* ; qu'il ressort nettement des constatations faites que l'accident a eu pour cause génératrice ce *défaut absolu de mise au point et d'entretien*... qu'en conséquence il échet de décider que l'Union Métallurgique de Colmar devra garantir le syndic ès qualité et la Société d'assurances Eaux et Accidents de toutes condamnations qui seraient ou pourraient être prononcées contre eux... »

(Trib. Civ. Seine, 11 Janvier 1937, La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 616 ; Gaz. Pal. du 14 Octobre 1937).

De l'état d'usure (qui n'est qu'une vieillesse prématurée par manque d'entretien), on pourrait rapprocher la vieillesse, la vétusté de l'ascenseur. Mais ici Cour d'Appel de Paris et Cour de Cassation ont écarté avec raison toute responsabilité de l'entrepreneur tenu de l'entretien.

Une dame Leterrier avait été victime d'un accident d'ascenseur causé par la descente subite de la cabine alors qu'elle avait déjà ouvert la porte palière de l'étage auquel elle accédait. Tout d'abord la Cour d'Appel de Paris avait retenu la responsabilité de la Société chargée de l'entretien, pour les 2/3, motif donné de ce qu'elle n'avait pas veillé à ce que les portes palières ne puissent s'ouvrir lorsque la cabine était en marche, obligation qui rentrait dans les conditions d'entretien « *même avec le mécanisme actuel* » (il s'agissait d'un vieil ascenseur). De son côté le propriétaire supportait un tiers de la responsabilité, parce que, possédant un ascenseur d'un modèle ancien, il avait eu « le tort de ne pas engager la dépense nécessaire pour y faire adapter les dispositifs nouveaux de protection qui eussent évités l'accident » (Paris, 28 Janvier 1924, D. 1924.2.84 ; S. 1924.2.103 ; Gaz. Pal. 1924.1.525 ; Gaz. Trib. 1924.2.246 ; Recueil Douai 1924, p 157).

Ainsi la Cour de Paris n'avait reconnu responsable pour partie la Société tenue de l'entretien que parce qu'elle avait cru pouvoir relever à la charge de celle-ci une faute contractuelle : mauvais entretien du mécanisme de sécurité des portes palières. Ce qui implicitement signifiait que la Société tenue de l'entretien n'aurait été aucunement responsable

si l'accident était arrivé seulement à cause de la vétusté de l'ascenseur.

Cette manière de voir a été complètement partagée par la Cour de Cassation (Cass. Civ., 7 Mai 1929, Gaz. Trib. 1929.1.60 et la note). Mieux, n'ayant retenu à la charge de la Société aucune faute contractuelle, la Cour a eu l'occasion de décharger celle-ci de toute responsabilité, la seule cause de l'accident étant la vétusté de l'ascenseur. L'entrepreneur chargé de l'entretien ne répond donc pas de tout accident causé par un ascenseur d'un modèle ancien lorsque par ailleurs il n'est relevé aucune faute particulière concernant l'entretien.

Il y a également faute contractuelle de l'entrepreneur chargé de l'entretien quand *il ne signale pas* au propriétaire que son ascenseur ne possède pas tous les appareils de sécurité actuellement (3) reconnus indispensables, soit par la jurisprudence, soit par les règlements (Ordonnance du Préfet de Police du 29 Novembre 1920), soit par l'usage, tels par exemple l'appareil destiné à empêcher l'air de remplacer l'eau dans le fonctionnement des ascenseurs hydrauliques, le système de blocage automatique arrêtant instantanément la cabine dans le cas où l'une quelconque des portes ou grilles palières ne serait pas exactement fermée; les serrures automatiques de sûreté condamnant les portes ou grilles palières; le dispositif arrêtant instantanément l'ascenseur lorsque le câble de traction se rompt; le « pendule » qui dans la descente ralentit la cabine au cas de vitesse excessive, etc.

(3) Ce qui comprend les plus récents perfectionnements apportés à l'industrie des ascenseurs.

Cependant un arrêt très récent de la Cour d'Appel de Paris (20 Janvier 1938, non publié) semble admettre que l'entrepreneur chargé de l'entretien ne commet aucune faute contractuelle quand il ne signale pas au propriétaire l'absence d'un dispositif de sécurité indispensable au bon fonctionnement de l'ascenseur.

Une fillette de onze ans et demi qui habitait chez sa grand'mère et venait de faire une commission dans le voisinage prit place dans l'ascenseur pour rentrer chez elle et le mit en marche. Avant d'arriver au troisième étage où elle devait descendre, elle ouvrit un des deux vantaux de la cabine et s'avança, prête à sortir. Dans ce mouvement, un de ses pieds dépassa le bord du plancher de la cabine et fut coincé contre le mur débordant à cet endroit. La cabine s'arrêta d'elle-même. La fillette eut le pied broyé.

Les copropriétaires de l'ascenseur avaient passé un contrat d'entretien et de vérification avec la Compagnie qui le leur avait construit et livré.

L'accident s'était produit, indépendamment de la faute de la fillette, par suite du non blocage automatique d'un des vantaux de la cabine. La Compagnie chargée de l'entretien ne pouvait pas être tenue pour responsable de n'avoir pas muni l'ascenseur du dispositif de sécurité dont l'absence avait été en partie cause de l'accident. La question ne se posait même pas. Par contre, il eût été intéressant de savoir si la Compagnie avait *signalé* aux copropriétaires le non blocage automatique d'un des vantaux de la cabine et la nécessité d'y remédier.

On va voir comment la Cour de Paris a tranché la difficulté :

« Considérant... que le contrat d'abonnement passé avec les copropriétaires imposait seulement une obligation d'entretien, comprenant le nettoyage et le graissage, tous les quinze jours et, sur avis spécial du propriétaire ou de son représentant, dans l'intervalle, s'il y avait lieu, des visites en cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux et encore les réparations ou remplacements des organes de manœuvre, pièces de contact, câbles et chaînes de suspension, cuirs, joints usés ou cassés par le fonctionnement et usage normaux de l'appareil ; que l'adjonction d'un dispositif de sécurité au vantail ne peut être rangé au nombre des réparations et obligations d'entretien incombant aux Etablissements appelés en garantie ; que ceux-ci n'avaient l'obligation ni de l'établir, *ni d'en provoquer l'installation* ; que l'initiative en devait être prise par les copropriétaires... » (Paris (7^e Ch.), 20 Janvier 1938, non publié).

Ainsi, après s'être attardée à démontrer que l'entrepreneur chargé de l'entretien n'était pas tenu de munir l'ascenseur du dispositif de sécurité qui manquait — ce qui était inutile — la Cour de Paris élude la seule question intéressante, celle de savoir si l'entrepreneur avait *averti* les copropriétaires de l'absence du dispositif de sécurité, en proclamant que l'entrepreneur chargé de l'entretien n'était pas obligé « *d'en provoquer l'installation* ». Si par cette expression on doit entendre que l'entrepreneur n'avait pas à *signaler* aux copropriétaires la défectuosité de leur ascenseur, le raisonnement de la Cour d'inutile qu'il était devient dangereux.

Il nous semble en effet que le rôle de surveillance générale imparti à l'entrepreneur chargé de l'entretien pour tout ce qui touche de près ou de loin au bon fonctionnement de l'ascenseur est la

principale obligation et la plus utile qu'il soit tenu de remplir. C'est la plus forte « garantie de sécurité » dans la marche de l'ascenseur.

Dans l'intérêt même des usagers et en considération du caractère dangereux des ascenseurs, on peut être certain que l'arrêt de la Cour de Paris du 20 Janvier 1938 ne fera pas jurisprudence.

L'entrepreneur chargé de l'entretien reste donc jusqu'à nouvel ordre obligé de *signaler* au propriétaire *toute absence d'appareils de sécurité* indispensables au bon fonctionnement de l'ascenseur.

Il est de plus obligé de *signaler* tout *défaut de fonctionnement de ces appareils* même si par convention ce défaut de fonctionnement ne doit pas être corrigé par lui.

Une dame Baschwitz avait pu ouvrir une des portes palières de la cage d'un ascenseur munie de tous dispositifs de sécurité, alors que la cabine n'était pas à l'étage. La dame Baschwitz tomba dans le vide et fut grièvement blessée. Entre le propriétaire de l'ascenseur et un industriel avait été conclu un contrat d'entretien.

On va voir comment la Cour de Paris, dans un excellent arrêt, après avoir déterminé la portée exacte du contrat d'entretien, proclame à la charge de l'entrepreneur qui entretient l'obligation de *signaler* au propriétaire tout défaut de fonctionnement de l'ascenseur, même lorsque ce défaut de fonctionnement, par convention, ne doit pas être corrigé par lui :

« Considérant qu'ainsi que l'ont décidé les premiers juges, l'accident n'est pas le résultat d'une faute de la demoiselle Philippe (propriétaire), mais de celle de la Société Otis-Pifre qui était chargée moyennant une somme annuelle et forfaitaire de l'entretien de l'ascenseur.

« Considérant que s'il est exact que *le contrat passé entre la demoiselle Philippe et la Société Otis-Pifre ne comprend pas les réparations nécessitées par l'état de l'ascenseur*, il n'est pas moins vrai que si des réparations sont nécessaires la Société Otis-Pifre, *qui seule peut s'en rendre compte, doit prévenir le propriétaire* et que c'est seulement si celui-ci se refusait à faire les dites réparations qu'il pourrait encourir une responsabilité.

« Considérant que tel n'est pas le cas, la Société Otis-Pifre *n'ayant pas prévenu la demoiselle Philippe que son ascenseur était défectueux et, qui plus est, la Société Otis-Pifre ayant signalé quelques années auparavant à la demoiselle Philippe que les fermetures devaient être munies d'un appareil de sécurité, la demoiselle Philippe avait fait exécuter les travaux par ladite Société, conformément à son désir* » (Paris (7^e Ch.), 26 Octobre 1937, non publié).

Et pour n'avoir pas signalé à la propriétaire l'état défectueux de son ascenseur, la Société fut condamnée à garantir celle-ci contre toutes condamnations pouvant la frapper (en l'espèce les 2/3 de la responsabilité, l'autre tiers étant à la charge de la victime).

L'entrepreneur chargé de l'entretien doit enfin *signaler* au propriétaire tout défaut de l'immeuble nuisant au bon fonctionnement des appareils de sécurité de l'ascenseur. Ainsi jugé dans l'espèce suivante :

Une dame de Valon ayant pu ouvrir la porte palière d'un étage alors que la cabine ne s'y trouvait pas était tombée dans la cage de l'ascenseur et s'était grièvement blessée. La Société Vernes, Guinet, Sigros et Cie avait passé avec le propriétaire, le

sieur Mante, un contrat d'entretien et de vérification. Les experts avaient constaté que le verrouillage des portes palières de l'ascenseur aux 1^{er} et 2^e étages se faisait irrégulièrement, du fait que par défaut de construction les portes ne s'appliquaient pas exactement contre les feuillures des chambranles. Ce défaut dans le verrouillage avait été la cause de l'accident. Qui allait en supporter la responsabilité ? Le propriétaire ou la Société chargée d'entretenir l'ascenseur ?

Le défaut dans le verrouillage n'était pas dû au mauvais fonctionnement des serrures automatiques de sûreté, mais seulement à un gauchissement de la porte, vice de construction dont le propriétaire est seul responsable. Or ce fut la Société qui fut déclarée responsable. Le tribunal reconnaissait le vice de construction, mais déclarait qu'il y avait faute de la part de la Société chargée de l'entretien pour ne s'être pas aperçue, lors de l'installation, ou plus tard, de ce vice de construction.

« Attendu, en effet, que si cette Société n'a pas, aux termes de son contrat, installé la porte palière dont s'agit, cependant elle devait, lors de l'installation de l'ascenseur, s'apercevoir du vice de construction de cette porte susceptible de nuire au bon fonctionnement des serrures automatiques de sûreté qu'elle a fournies et placées sur les portes d'étages et qui ne devaient permettre l'ouverture de celles-ci que lorsque la cabine se trouve en face, ainsi que le spécifie le contrat d'installation.

« Attendu que, même si l'on admet que le gauchissement de la porte ne tient pas seulement à un vice originaire de construction, mais aussi à l'effet du temps et de l'usage, la Société Vernes, Guinet, Sigros et Cie aurait dû aussi constater l'aggravation du vice

puisqu'elle s'était chargée de l'entretien de l'ascenseur et devait aussi assurer la surveillance de son bon fonctionnement et, en l'espèce, la fermeture automatique des portes... »

Le tribunal dit de plus qu'il n'y a pas faute du propriétaire parce que celui-ci aurait dû être averti que la mauvaise fermeture de la porte palière empêchait le bon fonctionnement des serrures automatiques. N'ayant pas été averti, il a pu croire que la Société avait corrigé ce défaut.

« Et attendu que l'on ne saurait retenir que le sieur Mante, propriétaire de l'ascenseur, a commis une faute en ne mettant à la disposition de la Société Vernes, pour l'installation de l'ascenseur, qu'une porte palière mal conditionnée, car la constatation du vice de la porte relève de la technique spéciale des ascenseurs et peut être corrigé ou maintenu selon la façon dont est disposée sur elle la serrure automatique de sûreté, d'où il suit que Mante était fondé à croire, en l'absence de toute observation, que le verrouillage automatique de la porte d'étage promis au contact était pleinement assuré... »

Cette décision est remarquable par sa sévérité à l'égard de la Société chargée de l'entretien. Sévérité, puisque seule fut retenue la responsabilité de celle-ci. Sévérité aussi en ce que cette Société fut condamnée non seulement à verser à la victime des dommages-intérêts très élevés, mais encore à remplacer à ses frais l'un des câbles de l'ascenseur et surtout de payer au propriétaire une indemnité pour privation de jouissance de l'ascenseur.

« Attendu qu'il y a donc lieu d'accueillir la demande de la dame de Valon et de lui allouer pour

les souffrances qu'elle a endurées, l'incapacité dont elle reste atteinte et les frais médicaux qu'elle a dû exposer une somme qu'il suffit toutefois de fixer à 300.000 francs ;

« Et attendu en ce qui concerne Mante, qu'aux termes du contrat d'entretien, la Société Vernes et Cie était tenue de réparer ou remplacer l'un des câbles de l'ascenseur présentant de fortes avaries ainsi que l'ont constaté les experts ; qu'il convient donc d'ordonner que la Société sera tenue de réparer ou remplacer le câble, faute de quoi Mante sera autorisé à faire procéder à ces opérations aux frais de la Société, qui devra, en outre, pour la privation de jouissance de l'ascenseur qu'a subie le sieur Maute, payer à ce dernier la somme de 15.000 francs...) (Trib. Civ. Seine, 28 Octobre 1937, Gaz. Pal. 1937. 2.799 ; Gaz. Trib. du 4 Janvier 1938 ; L'Argus des Assurances, 16 Janvier 1938, p. 106).

Telles sont les principales fautes contractuelles qui peuvent être relevées à la charge de l'entrepreneur qui entretient un ascenseur.

Il ne faut pas croire, du reste, que la faute de l'entrepreneur exclut la possibilité d'une faute du propriétaire.

On se rappelle le jugement du Tribunal Civil de la Seine rendu à l'occasion d'un grave accident d'ascenseur dont avait été victime en 1934 un garçon de onze ans (Tribunal Civil de la Seine (8^e Chambre), 16 Novembre 1936, Gaz. du Palais du 16 Octobre 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, p. 614 ; et *supra* p. 57).

Le Tribunal avait retenu des dires de l'expert :

1° qu'il existait un espace libre de 0 m. 25 entre les vantaux de la cabine et la cage de l'ascenseur ;

2° que le fonctionnement des sécurités des vantaux de la cabine était irrégulier (cabine en marche, le vantail gauche ouvert) ;

3° qu'enfin la porte palière du 1^{er} étage était imparfaitement condamnée, simplement verrouillée et non bloquée.

Ainsi trois fautes étaient relevées. Comment le tribunal a-t-il réparti la responsabilité entre les propriétaires (les consorts Pontzen) et la Société chargée de l'entretien (la Société des Etablissements Henry Lepaute) ? — Par moitié. — L'espace libre de 0 m. 25 étant jugé comme un « vice propre » à l'immeuble dont seul le propriétaire est responsable. Le défaut de fonctionnement des sécurités des vantaux d'une part et le défaut de condamnation de la porte palière du 1^{er} étage d'autre part, étant des fautes contractuelles imputables à la Société chargée de l'entretien.

Voici du reste les motifs concernant la demande en garantie :

« Attendu que le vice de construction résultant de l'espace libre de 25 cm. entre la cabine et les portes palières constitue un vice propre de l'immeuble dont la Société des Etablissements Henry Lepaute ne saurait être responsable ; que cette Société a d'ailleurs construit l'ascenseur litigieux en 1913 et que la réception des travaux a été effectuée à cette époque sans aucune réserve ;

« Attendu qu'il résulte des constatations de l'expert Courtois que l'accident n'aurait pas pu se produire tel qu'il a eu lieu si les dispositifs de sécurité avaient fonctionné ; que la condamnation de l'une des portes de la cabine ne fonctionnait pas par suite de la rupture d'une des lames du contacteur,

et que la responsabilité de l'accident doit être partagée entre les propriétaires de l'immeuble et le constructeur chargé de l'entretien de l'ascenseur ;

« Attendu que le service d'entretien que la Société des Etablissements Henry Lepaute s'était engagée à remplir comportait, en effet, la *vérification* des contacts des condamnations et de la filerie afin de s'assurer que les différents circuits étaient normaux et qu'il n'y avait nulle part d'inversion ou de défaut ;

« Attendu que la Société des Etablissements Henry Lepaute a manqué à ses obligations et que les consorts Pontzen (propriétaires) sont fondés à lui demander garantie d'une partie des condamnations qui seront prononcées contre eux ;

« Attendu que le Tribunal a les éléments d'appréciation suffisants pour décider que la responsabilité de l'accident doit être *partagée par moitié* entre les consorts Pontzen et la Société des Etablissements Henry Lepaute et que celle-ci doit en conséquence garantir les premiers de *la moitié desdites condamnations...* »

L'entrepreneur chargé de l'entretien et de la vérification d'un ascenseur par contrat se trouve ainsi tenu non seulement aux obligations nettement précisées au contrat et destinées à assurer le bon fonctionnement de l'appareil, mais de plus à une *obligation très stricte de diligence*. Elle consiste en ceci qu'il doit *avertir* le propriétaire chaque fois que pour une raison quelconque la bonne marche de l'ascenseur pourrait se trouver compromise. Cette obligation de diligence d'ailleurs est une con-

séquence du contrat. Elle est contenue dans le mot « vérification ». L'obligation de diligence imposée par les tribunaux n'est que l'obligation de vérification entendue dans son sens complet.

De plus, en cas d'urgence, et quoiqu'il puisse s'agir d'une réparation importante à laquelle il peut ne pas être tenu, l'entrepreneur chargé de l'entretien doit immédiatement y procéder sans qu'il soit tenu au préalable d'avertir le propriétaire.

Cette obligation de vérification si étendue s'explique : cabine, moteur, mécanismes, cage font un tout relevant de la technique spéciale des ascenseurs. Il est naturel que ce soit le technicien, c'est-à-dire l'entrepreneur chargé de l'entretien, qui ait la haute main sur cet ensemble. Pour ce qui relève spécialement de lui (nettoyage, graissage, remplacement de pièces...), il opère lui-même. Pour ce qui relève du propriétaire, il avertit celui-ci ; et s'il y a urgence, il opère d'abord et avertit après.

§ 3. — De la mise en demeure

Une mise en demeure est-elle nécessaire pour entraîner, en cas d'accident, la responsabilité de l'entrepreneur chargé de l'entretien ?

La mise en demeure préalable est inutile. Il est en effet bien établi à l'heure actuelle que la mise en demeure n'est pas nécessaire quand l'obligation du débiteur ne pouvait être exécutée que dans un certain temps qu'il a laissé passer (Cassation, 16 Février 1921, Dalloz 1922.1.102 ; Montpellier, 18 Novembre 1926, Dalloz 1926.2.160).

« La dispense de mise en demeure, écrit Planiol, est écartée dans tous les cas où la mise en demeure n'aurait pas sa raison d'être par suite de la

nature de l'obligation : obligation de faire qui doit s'exécuter d'une façon régulière et suivie » (Traité pratique de droit civil français, T. VII, n° 773).

Du reste, un arrêt de la Cour d'Appel de Paris en date du 28 Février 1936 a décidé que l'industriel qui entretient un ascenseur assume la surveillance de son bon fonctionnement et notamment la fermeture automatique des portes sans qu'il soit utile qu'une mise en demeure préalable lui ait été donnée par le propriétaire de l'immeuble.

« Considérant qu'ils (les premiers juges) ont a bon droit décidé qu'aucune faute n'était imputable soit à la victime Jeantet, soit au propriétaire de l'immeuble, la Société Elysées Roule ; que, par les marchés de livraison et d'entretien de l'ascenseur, la Cie Houplain assumait la surveillance de son bon fonctionnement, et particulièrement la fermeture automatique des portes ; qu'elle devait donc tenir toujours celles-ci en parfait état et l'assurer d'une façon continue *rendant inutile une mise en demeure* » (Paris, 28 Février 1936, Gaz. du Palais 1936.1.824 ; Gaz. des Tribunaux du 27 Juin 1936).

SECTION II. — *Recours du gardien contre le constructeur*

Le constructeur de l'ascenseur est tenu de certaines obligations dont le recours du gardien, en cas d'accident, constitue la sanction.

Commençons par poser une règle négative : le constructeur n'est pas responsable de tout accident survenu par suite de l'absence d'un appareil de sécurité inconnu ou n'ayant pas encore fait ses preuves au moment de la construction.

Cette règle a été posée dès le 29 Mars 1897 par la Cour de Cassation (D. 1897.1.216 ; S. 1898.1.65).

A cette date, la Cour de Cassation a jugé que le « propriétaire d'un immeuble » (il eût mieux valu dire le « gardien », mais l'art. 1384 al. 1^{er} n'était pas encore appliqué) répond de l'accident causé à une personne par l'ascenseur existant dans l'immeuble, s'il est établi qu'au moment où l'accident est arrivé l'ascenseur ne présentait pas les garanties de sécurité qu'on était en droit d'exiger à cette époque ; et que de plus le fait que ces garanties de sécurité n'étaient pas connues au moment où l'ascenseur a été construit ne saurait décharger le « propriétaire » (gardien) de toute responsabilité [comme un jugement du Tribunal Civil de la Seine en date du 29 Juin 1910 l'a fait, à tort] ; *mais seulement l'empêcher de recourir en garantie contre le fabricant de l'ascenseur.*

Dans le même sens, et cette fois à l'occasion de la vétusté d'un ascenseur, il a été jugé plus récemment par la Cour de Paris que la Société constructrice de l'ascenseur, si elle était responsable, en vertu d'un contrat d'entretien et de vérification, du fonctionnement défectueux des portes palières, *n'était, par contre, pas responsable en tant que constructrice de l'ascenseur de n'avoir pas fait moderniser l'appareil* ; que de plus sa responsabilité en tant que chargée de l'entretien devait être diminuée d'un tiers, une telle modernisation incombant au propriétaire, en faute pour n'y avoir pas fait procéder (4).

(4) Cet arrêt a été cassé le 7 Mai 1929 et la Société chargée de l'entretien fut libérée de toute responsabilité, motif pris de ce qu'elle n'avait aucunement violé le contrat d'entretien et de vérification qui la liait au propriétaire (v. p. 136). Le raisonnement de la Cour d'Appel relatif à la Société en tant que constructrice de l'ascenseur garde donc toute sa valeur.

« Considérant que la Société Otis-Pifre avait assumé la charge du bon fonctionnement de l'ascenseur et qu'elle n'a pas rempli son obligation puisqu'elle n'a pas veillé à ce que les portes palières ne pussent s'ouvrir lorsque la cabine était en marche, ce qui rentrait dans les conditions d'entretien, même avec le mécanisme actuel ; — Considérant qu'en ne procédant pas ainsi la Société Otis-Pifre, qui s'était substituée aux propriétaires pour entretenir l'ascenseur et veiller à son bon entretien, a commis une faute grave et doit garantir ceux-ci des conséquences de l'accident ; — Mais considérant que la responsabilité qui lui incombe se trouve atténuée dans une certaine mesure par la propre faute des consorts Mignot, qui, propriétaires d'un ascenseur muni d'un mécanisme d'un *modèle ancien*, ont eu le tort de ne pas engager la dépense nécessaire pour y faire adapter *les dispositifs nouveaux de protection* qui eussent évité l'accident. (P.C.M...) (Paris, 28 Janvier 1924, S. 1925.1.65 ; D. 1924.1.159).

Le constructeur, s'il n'est pas responsable de l'accident causé par l'ascenseur construit par lui chaque fois que cet accident est dû soit à l'absence d'appareils de sécurité n'existant pas au moment de la construction, soit à la vétusté de l'appareil, par contre il est pleinement responsable s'il a négligé de munir *un ascenseur en construction d'un appareil de sécurité alors connu*.

Dans l'arrêt suivant on remarquera combien la Cour de Paris s'étend sur la nécessité évidente, reconnue de tous, qu'il y avait, au moment de la construction de l'ascenseur, de munir celui-ci d'un appareil à pendule :

« Considérant que suivant devis du 14 Septembre la Société française Stigler a fourni à de

Torcy un ascenseur électrique qui a été établi dans l'immeuble de ce dernier rue Tronchet, n° 2, à Paris ; — Considérant que la manœuvre de cet ascenseur était commandée par des boutons et des arrêts automatiques ; qu'il était dit que tous les appareils de sûreté de la cabine ainsi que les fermetures de sûreté et freins de manœuvre seraient conformes à la description générale imprimée au verso du devis ; — Considérant que ces appareils étaient : 1° un appareil arrêtant instantanément la cabine en cas de rupture du câble de traction ; 2° un faux plancher mobile installé sous la cabine et qui arrête instantanément celle-ci lorsqu'elle rencontre dans sa descente un obstacle quelconque ; — Considérant qu'il était dit en outre que, sur demande spéciale, il serait fourni un troisième appareil de sûreté appelé « *appareil à pendule* » qui arrête l'ascenseur si, à la descente, la cabine dépasse une vitesse déterminée ; — Considérant que *sur le prospectus de la maison Stigler* on relève cette mention « machine et cabine d'un ascenseur électrique, système Stigler, trois appareils de sûreté » ; et que *dans la notice spéciale* on lit ce qui suit : « chaque ascenseur pour personnes possède trois appareils de sûreté disposés côte à côte... l'arrêt de la cabine est provoqué par des crampons actionnés par trois appareils différents et en cas d'augmentation de la vitesse en descente par des appareils à pendule brevetés, qui agissent d'une façon absolument mathématique. » — *Et plus loin* : « On doit remarquer tout spécialement l'appareil à pendule qui joue son rôle aussitôt que l'ascenseur ne se trouve plus en parfait état. » — Considérant que *l'assemblage de ces organes disposés côte à côte constitue un tout*, dont les éléments se complètent réciproquement et qui ne doivent pas être séparés... »

.....

« Considérant d'autre part qu'en construisant l'ascenseur) Stigler savait que le dispositif dont s'agit était indispensable à la sécurité complète de la manœuvre à ce point que dans ses prospectus eux-mêmes, il annonçait que *les trois appareils de sûreté faisaient partie intégrante de l'ensemble du mécanisme de l'ascenseur* ; que le fait de n'avoir pas muni sa machine de l'un des organes essentiels à un bon fonctionnement et formant avec les autres *un tout complet* et nécessaire doit être considéré comme un second vice de construction. » (Paris, 13 Déc. 1918, D. 1921.2.103).

La responsabilité qui pèse sur le constructeur est si lourde qu'il demeure responsable alors même que le propriétaire pour réaliser une économie a refusé l'adjonction à son ascenseur de l'appareil de sécurité qu'on lui conseillait.

Toujours dans l'arrêt de la Cour de Paris du 13 Décembre 1918, on lit :

« Considérant... qu'au surplus, en fournissant un tel ascenseur Stigler ne devait pas se contenter, comme il l'a fait, de proposer au propriétaire l'appareil à pendule, mais qu'il devait l'adjoindre à sa fourniture comme un élément indispensable ; qu'enfin en consentant à le retirer de cette fourniture *il a commis une nouvelle faute* qui, ajoutée aux précédentes, justifie le principe de la demande en garantie qui lui est adressée par de Torcy et qui n'est, d'ailleurs, pas contestée ; — Considérant que sa responsabilité est ainsi engagée et qu'elle doit être retenue à sa charge... »

Ainsi la première faute c'est le vice de construction signalé plus haut, c'est-à-dire l'absence de

l'appareil à pendule ; — la seconde faute c'est le fait, après avoir montré la nécessité de cet appareil et l'avoir compris dans les plans de l'ascenseur à construire, de l'avoir retiré sur les injonctions du propriétaire.

Est-il exagéré de parler ici de responsabilité lourde ? très lourde ?

Cependant elle a des limites.

D'une façon générale, la jurisprudence et les auteurs décident que le constructeur ne peut se dégager de la responsabilité des malfaçons qui existent dans les travaux qu'il a exécutés, en rapportant la preuve qu'il s'est exactement conformé aux instructions, aux ordres et à des plans qu'il avait reçus du propriétaire. Cependant un tempérament à la rigueur de cette règle est généralement admis en faveur du constructeur, quand les instructions qu'il a reçues du propriétaire et auxquelles il a obéi ont revêtu le caractère d'un *ordre précis* avec défense de passer outre. On considère qu'il y a alors faute de part et d'autre, et que, par suite, le constructeur peut n'être condamné à garantir le dommage qu'éprouve le propriétaire que *partiellement* et dans une mesure qu'il appartient aux juges d'arbitrer.

Dans l'espèce qui fait l'objet de l'arrêt de la Cour de Paris du 13 Décembre 1918, pareille situation s'est présentée. Etant donné le caractère d'ordre précis qu'avait revêtu l'injonction du propriétaire, la Société constructrice de l'ascenseur n'a été condamnée à garantir le propriétaire que d'une partie des dommages-intérêts alloués à la victime de l'accident. La Cour insiste sur le refus du propriétaire et sur la faute qui en résulte.

« Considérant qu'il résulte du devis précité et des conventions intervenues entre Stigler et de

Torcy que ce dernier, en dépit de l'indication de sûreté qui lui avait été donnée au sujet de l'appareil à pendule, n'a pas cru bon d'en faire l'acquisition ; que, d'après l'expert, cet organe aurait empêché l'accident de se produire et qu'il devait assurer la sécurité complète du fonctionnement de l'ascenseur ; — *Considérant qu'en le refusant, de Torcy a commis une faute génératrice dudit accident*, le propriétaire d'une maison étant responsable d'un tel fait causé par l'ascenseur qu'il a sous sa garde et alors que l'une des causes de l'accident est due à l'état même de l'ascenseur qui ne comportait pas tous les appareils de sécurité qu'on était alors en droit d'exiger et que de Torcy n'avait pas voulu faire installer ; *que la faute de de Torcy est d'autant plus grave* que l'appareil à pendule, dont la nécessité apparaît clairement, était un dispositif appartenant à la maison Stigler et que l'ascenseur lui-même était l'œuvre de cette maison... » (Paris, 13 Déc. 1918, D. 1921.2.103).

Le constructeur doit non seulement munir l'ascenseur en construction de tous les appareils de sécurité alors connus, même contre la volonté du propriétaire ; mais encore il doit assurer cette construction *sans aucune malfaçon*. Si un accident survient par suite d'une malfaçon, le constructeur est entièrement responsable dans les termes du droit commun de la responsabilité.

Enfin, il peut être responsable non seulement d'une *faute dans la construction*, mais également d'une *faute dans la mise en place, dans l'installation* de l'ascenseur.

Sa responsabilité pendant les premiers mois du fonctionnement de l'ascenseur (six mois ou un an suivant les usages) est alors analogue pour la véri-

fication à celle d'un entrepreneur chargé de l'entretien (voir page 137). L'installateur a dû mettre en effet l'ascenseur en état de bonne marche, aussi sa zone d'investigation s'étend-elle notamment à l'immeuble lui-même ; si un vice de l'immeuble (par exemple porte palière fermant mal, le bois ayant joué) nuit directement ou indirectement au bon fonctionnement de l'ascenseur et si l'installateur n'effectue pas lui-même la réparation, *il doit avertir le propriétaire*, sinon sa responsabilité est engagée (voir Tribunal Civil de la Seine, 28 Octobre 1937, Gaz. Palais 1937.2.799 ; Gaz. des Tribunaux du 4 Janvier 1938 ; Argus des Assurances, 16 Janvier 1938, p. 106).

SECTION III. — *Recours du gardien contre l'architecte*

L'architecte qui a établi le plan de la cage d'ascenseur peut avoir commis certaines fautes dans l'établissement de ses plans. Ainsi on a vu un accident causé par le fait que le palier où s'arrêtait la cabine de l'ascenseur était constitué par une simple marche d'escalier à peine plus large que les autres. On a vu également des accidents se produire parce qu'il n'avait pas été prévu que la cabine s'arrêterait exactement au niveau du palier, de telle sorte que le passage de la cabine au palier ou vice versa ne se faisait pas de plain-pied.

Enfin dans l'espèce rapportée plus haut (Tribunal Civil Seine, 16 Novembre 1936, Gaz. du Palais, 16 Octobre 1937 ; Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, p. 614) le Tribunal Civil de la Seine a retenu — en partie — la responsabilité du pro-

priétaire parce qu'il existait entre la cabine et la cage de l'ascenseur un espace de 0 m. 25 cm., « vice propre de l'immeuble ».

Dans tous ces cas il y a faute de l'architecte. Pourquoi le gardien de l'ascenseur ne pourrait-il pas se retourner contre lui ? Toute faute entraîne une responsabilité ; toute responsabilité, une sanction.

Si notamment le 16 Novembre 1936 le Tribunal Civil de la Seine avait eu à connaître d'un recours contre l'architecte pour le « vice propre » de l'immeuble, qui avait été retenu à la charge du propriétaire gardien, il est bien probable que ce recours eût abouti à une condamnation de l'architecte ; d'autant que ce n'est même pas en tant que gardien que le propriétaire avait été déclaré responsable, mais uniquement en tant que « *propriétaire* » (ce qui entraîne le cas échéant, et d'après le droit commun, un recours toujours possible contre l'architecte).

Ainsi toute faute de l'architecte sera sanctionnée d'un recours de la part du gardien.

Ce recours pourra se cumuler avec le recours contre le constructeur, s'il est prouvé que l'accident est dû en totalité ou en partie à la fois à une faute du constructeur et à une faute de l'architecte.

SECTION IV. — *Recours du gardien contre l'assureur*

En règle très générale, les propriétaires sont aujourd'hui assurés contre les accidents pouvant être causés par les ascenseurs dont ils ont la garde.

Pour donner une idée de l'importance de cette

assurance, il suffit de la comparer avec l'assurance « responsabilité civile » couvrant les risques prévus par l'art. 1386. Normalement l'assurance « ascenseur » est le double de l'assurance « responsabilité civile » ; mais souvent elle dépasse largement cette proportion et va même jusqu'au triple. Le contrat d'assurance intervenu entre le propriétaire de l'ascenseur et l'assureur comprend habituellement deux séries de conditions : des conditions générales, des conditions particulières.

Il n'y a rien à dire des conditions particulières.

Les conditions générales prévoient l'objet du contrat : garantir le propriétaire au point de vue de la responsabilité pouvant lui incomber à raison des accidents causés aux *tierces personnes* par l'ascenseur dont il a la garde. Les mots « tierces personnes » sont ensuite précisés. On rencontre le plus souvent la formule suivante : « Ne sont pas considérées comme tierces personnes les membres de la famille de l'assuré, ses associés, domestiques, préposés et salariés ». Cette formule peut ne pas exister. Il peut même y avoir une formule inverse aux termes de laquelle le propriétaire lui-même sera, en cas d'accident lui survenant, considéré comme un « tiers » et pourra bénéficier de la garantie du contrat. C'est une clause de ce genre qui est mentionnée dans le jugement du Tribunal Civil de la Seine rendu le 11 Janvier 1937 :

« ... Attendu qu'aux termes de l'article 62 du cahier des charges, le syndic qui était tenu d'assurer tous accidents à des Compagnies solvables et françaises a assuré le 4 Août 1930 à cette Compagnie (la Compagnie d'Assurances « Eaux et Accidents ») les copropriétaires contre les accidents pouvant survenir des ascenseurs, *étant stipulé que*

les copropriétaires (des appartements de la Société immobilière seraient considérés comme des tiers en cas d'accident leur arrivant et qu'ils pourraient jouir de la garantie du contrat ; qu'il échet donc de dire que, dans l'espèce, toutes les conditions du contrat étant remplies, la Compagnie d'assurances Eaux et Accidents doit être condamnée in solidum avec Cousin ès qualité, et dans les limites de ce contrat, à indemniser Haller... » (Trib. Civ. Seine, 11 Janvier 1937, La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 616 ; Gaz. Pal. du 14 Octobre 1937).

On trouve également dans les conditions générales d'une police « ascenseur » de nombreuses dispositions communes à toutes les polices : limitation de garantie, procédure et délais relatifs à la déclaration de l'accident par l'assuré ; pouvoir de plaider donné par l'assuré à l'assureur ; divers cas de déchéance ; conditions relatives au paiement ; clause résolutoire, etc., etc. Mais il y a une dernière condition qui demande quelques explications.

Il est en effet habituellement indiqué que les polices sont établies sur les indications exclusives de l'assuré ; que celui-ci doit en conséquence déclarer exactement lors de la passation du contrat *toutes les circonstances d'appréciation du risque*. Formule parfois complétée par la clause suivante :

« L'assuré déclare sous peine de déchéance que l'appareil assuré a été installé conformément aux conditions techniques prévues au cahier des charges du Bureau Véritas concernant les ascenseurs et qu'il a satisfait pleinement aux essais de réception effectués en présence de cet organisme. »

On a vu que le 29 Novembre 1920 était intervenue une Ordonnance du Préfet de Police « réglementant la construction, le fonctionnement et l'entretien des ascenseurs dans la Ville de Paris et le

département de la Seine ». Cette Ordonnance fut annulée pour excès de pouvoir par arrêt du Conseil d'Etat en date du 27 Juin 1924 dans celles de ses dispositions relatives à la construction, au fonctionnement et à l'entretien des ascenseurs *dans les maisons d'habitation*. Malgré cette annulation partielle, l'Ordonnance constitue le premier effort sérieux fait pour la réglementation de la construction, du fonctionnement et de l'entretien des ascenseurs.

Parallèlement à cette Ordonnance et pour y suppléer dans les parties où elle avait été annulée, nous avons vu la jurisprudence établir une liste très précise des obligations du gardien (p. 55), de la personne chargée de l'entretien, du constructeur. Mais en raison du caractère particulièrement dangereux de ces engins, on jugea que ces obligations, si nombreuses, si précises et si rigoureuses soient-elles, n'étaient pas encore suffisantes pour assurer une sécurité complète et parfaite. C'est pourquoi le « Bureau Veritas », en étroite collaboration avec un certain nombre de Compagnies d'assurances et les principaux constructeurs d'ascenseurs, composa en 1932 un cahier des charges type. Il a pour objet d'énoncer en vue de la sécurité, les conditions générales applicables à la construction et à l'installation des ascenseurs : dispositifs de sécurité, parachutes, câbles, amortisseurs, condamnations électriques de manœuvre... Tout cela minutieusement étudié. Ce cahier des charges est de plus en plus adopté par les constructeurs qui lui ont fait très bon accueil (5).

(5) Le « Bureau Veritas » a aussi rédigé un cahier des charges type pour les monte-charges qui a également été très bien accueilli par les constructeurs.

On voit que ces efforts d'amélioration en vue de la sécurité portent spécialement — comme il est logique — sur la construction.

De ce qui précède, il résulte qu'il y a à l'heure actuelle trois catégories d'ascenseurs en service à Paris et dans le département de la Seine :

1. Ceux dont l'installation est antérieure à l'Ordonnance préfectorale du 29 Novembre 1920 (système électrique ou hydraulique) et qui n'ont été soumis à aucune réglementation de sécurité.

D'où nécessité pour ces appareils d'une vérification complémentaire de leur technique de sécurité.

2. Ceux installés postérieurement à l'Ordonnance préfectorale et qui doivent avoir satisfait aux règles de celle-ci (notamment existence du blocage automatique).

3. Ceux installés depuis 1932 et conformes aux conditions générales du cahier des charges du Bureau Véritas (dispositifs de sécurité plus étendus).

Les ascenseurs satisfaisant aux conditions générales de ce cahier des charges présentent moins de risques d'accidents. Ils entraînent donc normalement une réduction de prime d'assurance. D'où l'utilité pour l'assureur et pour l'assuré de la clause ci-dessus rapportée.

CHAPITRE IV

LE GARDIEN PEUT-IL ÊTRE RESPONSABLE CONTRACTUELLEMENT ?

L'action contractuelle née d'un contrat quelconque liant la victime et le gardien peut, dans certains cas, présenter un intérêt pour la victime.

Peut-elle l'exercer plutôt que l'action délictuelle ? Et dans quelles conditions ? C'est à ces questions qu'on va brièvement répondre en envisageant successivement les rapports entre propriétaires et locataires (§ 1), les rapports entre copropriétaires (§ 2), enfin la question de la mise en demeure (§ 3).

§ 1. — Rapports entre propriétaires et locataires

Les locataires victimes d'un accident d'ascenseur peuvent bien invoquer l'art. 1384 al. 1^{er} et exercer l'action délictuelle qui en découle. Mais peuvent-ils aussi exercer une action contractuelle née du contrat de louage en garantie des vices de la chose louée ?

Les tribunaux l'admettent :

« Attendu que les consorts Pontzen devaient, aux termes des articles 1719 et 1721 C. Civ., garantie au sieur Georges Roumel pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchaient l'usage, alors même qu'ils ne les auraient pas con-

nus lors du bail, et étaient tenus d'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée » (Seine, 4^e Ch., 16 Nov. 1936, Gaz. du Pal. du 16 Oct. 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 614).

Pour l'exercice de cette action contractuelle, il faudra tenir compte des diverses *clauses* concernant les ascenseurs, généralement afférentes aux baux.

Les clauses les plus usuelles sont les suivantes (nous précisons en même temps leur portée) :

« L'ascenseur est destiné à l'usage exclusif des personnes. » Si un accident arrive alors qu'on transporte des marchandises telles qu'on ne puisse les porter à la main (le cas le plus fréquent est celui des malles transportées par l'ascenseur), aucune action contractuelle ne pourra naître.

« L'usage de l'ascenseur est interdit aux enfants non accompagnés. » A quel âge pour la manœuvre d'un ascenseur n'est-on plus considéré comme un enfant ? Il a été jugé qu'on pouvait convenablement manœuvrer un ascenseur dès l'âge de *onze ans*.

« Attendu que, le 14 Mars 1934, vers midi, le jeune Jean Rommel, âgé de *onze ans*, a été trouvé gisant... »

« Attendu que l'expert... indique que le jeune Rommel connaissait parfaitement la manœuvre de l'ascenseur dont il se servait depuis plus de *dix mois* et que la *preuve d'aucune faute* n'a pu être faite contre lui... » (Trib. Civ. Seine, 16 Nov. 1936, Gaz. Palais, 16 Oct. 1937 ; Chambre Propriétaires, Nov. 1937, p. 614)

Dans l'arrêt de la Cour de Paris précédemment étudié (v. p. 138), on lit :

« Considérant... qu'ils (les premiers juges) étaient par contre fondés à reconnaître que l'enfant (une fillette de onze ans et demi), à l'âge qu'elle avait atteint, pouvait lire et comprendre les consignes affichées dans la cabine et se rendre compte du danger auquel elle s'exposait en les transgressant ; que les consignes interdisaient pendant la marche toute ouverture des portes ; que si l'indocilité ou l'insouciance, ou le défaut de clairvoyance était à redouter de la part de l'enfant, le père aurait dû lui faire défense absolue d'user de l'ascenseur ; que dans la création du dommage la victime a une part de responsabilité... » (Paris, 20 Janvier 1938, non publié).

« L'ascenseur ne peut monter que trois personnes. »

« L'ascenseur est interdit à la descente. »

« L'ascenseur est mis à la disposition des locataires qui auront la charge et la responsabilité de sa manœuvre. »

Autant de clauses qui sont valables (1).

Sauf de la part du propriétaire le cas de dol (ce qui s'est vu) et de faute lourde dûment établie, comme dans l'espèce suivante :

« Attendu que les consorts Pontzen (les propriétaires) ne sauraient invoquer la clause d'exonération de responsabilité insérée dans le bail consenti par eux au Sieur Georges Rommel, aux termes de laquelle il est stipulé que l'ascenseur est mis à la disposition du preneur et à celle de sa famille à

(1) Clauses analogues pour le monte-charge et également valables.

leurs risques et périls, à moins qu'ils ne préfèrent recourir au concierge pour la manœuvre ;

« Attendu qu'une pareille clause ne peut recevoir son application lorsqu'il y a faute démontrée des bailleurs ; que cette faute a été nettement établie par l'expertise et résulte d'un défaut de construction de l'immeuble, du vice de la porte palière du 1^{er} étage et du mauvais entretien de l'ascenseur, notamment du non fonctionnement de la sonnerie d'appel au concierge ; » (Trib. Civ. de la Seine, 16 Nov. 1936, Gaz. du Pal. du 16 Oct. 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, p. 614).

Cette décision, quoique ne parlant pas de la faute lourde, suppose cependant la faute lourde puisqu'elle écarte toute clause d'exonération de responsabilité. En même temps on se rend compte de la facilité avec laquelle les tribunaux admettent la faute lourde. A notre avis, en l'espèce, il y avait plutôt faute simple que faute lourde.

Ainsi, avec cette interprétation très large de la faute lourde par la jurisprudence, le locataire victime d'un accident d'ascenseur peut exercer contre le propriétaire l'action contractuelle en toute liberté, ou peu s'en faut.

Si l'accident est survenu, non pas à un locataire, mais à l'un de ses amis venu lui rendre visite, l'action contractuelle est-elle encore possible ?

Elle le serait si l'on supposait qu'en louant son appartement le locataire a stipulé la garantie des vices de la chose louée (donc de l'ascenseur), non seulement pour lui, mais aussi pour autrui et par conséquent pour cet ami victime de l'accident.

Ce dernier aurait alors une action directe contre le propriétaire. Mais on sait que la jurisprudence est loin d'être favorable aux stipulations pour

autrui ; il arrive qu'elle ne les admet même pas au profit des parents du locataire. A fortiori pour ses amis.

Enfin, dernière hypothèse à envisager, le locataire victime d'un accident d'ascenseur peut-il exercer une action contractuelle contre l'entrepreneur chargé de l'entretien ?

Si cette action était admise, elle impliquerait une stipulation pour autrui au profit du locataire dans le contrat d'entretien et de vérification passé entre le propriétaire et l'entrepreneur. Nous venons de voir quel est le sentiment de la jurisprudence pour la stipulation pour autrui.

Aussi faut-il répondre qu'en l'état actuel de la jurisprudence le locataire ne peut exercer aucune action contractuelle directe contre l'entrepreneur chargé de l'entretien.

§ 2. — Rapports entre copropriétaires

Il s'agit de cette copropriété sans indivision, aujourd'hui assez répandue à Paris, Lyon, Marseille et Alger. L'ascenseur fait partie des « choses communes » de l'immeuble. La garde de cet ascenseur appartient donc à l'ensemble, à la « masse » des copropriétaires, lesquels en cas d'accident sont responsables solidairement.

Entre eux ensuite ils se répartissent la charge suivant des proportions déterminées. Mais cette répartition ultérieure n'intéresse pas la garde : ce n'est pas parce qu'il y a répartition de la charge entre les différents copropriétaires qu'il y a nécessairement division de la garde entre eux. La question n'a jamais été résolue par les tribunaux sous cette

forme et ne l'aurait probablement jamais été si elle ne s'était posée en pratique différemment. Il arriva que la victime dans un accident d'ascenseur fut non pas un étranger, mais l'un des copropriétaires. Qui allait être responsable ?

La division de la garde entre copropriétaires était ainsi inévitablement posée. Le Tribunal Civil de la Seine se prononça le 11 Janvier 1937 pour la division de la garde.

« Attendu que, partant de ce principe que le propriétaire est le gardien juridique de sa chose, il y a lieu d'inférer que le copropriétaire est gardien au même titre de la partie de la chose commune correspondant à son droit de propriété, à moins qu'il ne démontre pour s'exonérer de la présomption de la qualité de gardien qu'il a délégué un autre dans cette garde ; que la présomption de responsabilité attribuée par l'art. 1384 § 1 C. Civil, à la garde juridique d'une chose inanimée qui a causé un dommage, est *divisible* ; qu'en conséquence, en cas de copropriété d'une chose, *la présomption de responsabilité peut se diviser entre les gardiens juridiques*, les copropriétaires, dans la mesure correspondante à leur propriété ;... » (Trib. Civ. de la Seine, 11 Janvier 1937, Gaz. du Pal. du 14 Oct. 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 616).

Et le Tribunal indiqua ensuite sur quelles bases se divise cette garde et par suite la responsabilité : chaque copropriétaire est gardien dans la mesure où il participe aux charges communes, si bien que la victime dans cette mesure est également gardienne et responsable.

Aussi lit-on dans le dispositif du jugement du 11 Janvier 1937 :

« Les condamne (les copropriétaires) d'ores et déjà in solidum à payer à Haller (la victime) pour les causes susénoncées une provision de 20.000 francs, de laquelle somme devra être retranchée celle qui représente au prorata la part de ce dernier dans la répartition en millièmes des parties de l'immeuble en copropriété... »

Cette décision est importante et cette règle de la division de la garde entre copropriétaires qu'elle édicte a une portée générale.

Mais à côté de l'action délictuelle née de la garde entre copropriétaires existe-t-il une action contractuelle née du contrat d'indivision ? La jurisprudence ayant admis une action contractuelle au profit du locataire contre le propriétaire, il n'y a aucune raison de ne pas admettre également une action contractuelle entre copropriétaires. Ne se sont-ils pas mutuellement promis, d'une façon expresse ou tacite, entière sécurité ?

Les tribunaux ne se sont pas encore prononcés sur ce point.

On peut enfin concevoir une action contractuelle dans les rapports entre gardien de l'ascenseur et préposé (concierge et aussi personne au service du concierge — ce qui s'est présenté devant la Cour de Cassation le 29 Mars 1897 (v. p. 9 ; D. 1897.1.216 ; S. 1898.1.65, note Esmein) — employé de bureau, gens de maison, ouvrier, etc...

§ 3. — De la mise en demeure

On s'est demandé si la victime agissant sur le plan contractuel, en vertu du bail par exemple, ne devait pas mettre en demeure le gardien d'avoir à exécuter convenablement ses obligations, c'est-à-

dire d'assurer une suffisante sécurité aux personnes utilisant l'ascenseur dont il a la garde.

Quand il s'est agi de faire jouer la responsabilité contractuelle de l'entrepreneur chargé de l'entretien, nous avons constaté que la mise en demeure était inutile (v. p. 147). Ici elle l'est également.

Le Tribunal Civil de la Seine, dans un jugement en date du 16 Novembre 1931 (Gaz. Palais, 16 Octobre 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Novembre 1937, p. 614), affirme l'inutilité d'une mise en demeure quant la victime est un locataire.

« Attendu que les consorts Pontzen (propriétaires) soutiennent qu'ils n'ont pas été mis en demeure de remplir leurs obligations et qu'ils ne peuvent, par suite, être condamnés à payer des dommages-intérêts conformément à l'art. 1146 C. Civil.

« Attendu que les vices de l'ascenseur révélés par l'expertise constituent des vices cachés qu'un technicien pouvait seul découvrir ; que le Sieur Georges Rommel ne pouvait donc les connaître *ni par conséquent mettre les bailleurs en demeure de les réparer...* »

Il est intéressant de noter que lorsqu'il s'agit de propriétaires et de locataires liés par des baux, la mise en demeure est inutile non plus parce que l'obligation du débiteur ne pouvait être exécutée que dans un temps qu'il a laissé passer, mais parce que les vices de l'ascenseur causes de l'accident constituent des vices cachés que les locataires sont dans l'impossibilité de connaître.

Du reste, peu importe la raison pour laquelle la mise en demeure est inutile. Ce qui est important, c'est de savoir qu'elle est inutile.

Telle est la jurisprudence actuelle. La conception générale de la responsabilité des accidents d'ascenseurs fondée sur l'art. 1384 aboutit, malgré des défauts, à un système ordonné : faute prouvée dans la garde et cause connue de l'accident ; faute présumée dans la garde et cause inconnue de l'accident ; le gardien normalement responsable sauf une série de recours qu'il peut toujours exercer.

Mais surtout son grand mérite est d'avoir efficacement contribué — dès 1897 — à maintenir la notion de faute, note morale indispensable en matière juridique.

La notion de faute est maintenue mais assouplie : la faute peut être présumée ; ce qui signifie qu'au point de vue de la preuve on tend au même système que celui du « risque créé » — si séduisant ! De plus en plus, on y tendra mais sans jamais y tomber. On en a pris les avantages, non les inconvénients. On a jeté du lest.

La jurisprudence en matière d'accidents d'ascenseurs apparaît ainsi, tout en maintenant l'idée de faute, comme un des facteurs déterminants de l'orientation générale du Droit français moderne vers une responsabilité objective.

TROISIÈME PARTIE

ESSAI DE CONSTRUCTION D'UN RÉGIME JURIDIQUE D'ENSEMBLE SUR UNE BASE NOUVELLE :

Le Contrat de Transport

La responsabilité des accidents d'ascenseurs telle qu'elle est comprise par la jurisprudence actuelle est loin d'être à l'abri de toute critique (Paragraphe Premier).

Ne pourrait-on pas envisager une base de responsabilité des accidents d'ascenseurs plus satisfaisante, une base de responsabilité contractuelle ? Et dans ce but, donner un aperçu général d'une responsabilité basée sur le contrat de transport ; en vérifier la valeur dans de nombreuses applications particulières ; se demander enfin s'il y a option possible entre cette responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle (Paragraphe deuxième).

SECTION I. — *Critique du système actuel appliqué par la jurisprudence à la responsabilité des accidents d'ascenseurs*

Si, par rapport à la responsabilité des accidents d'ascenseurs basée sur les articles 1382 et 1386, la

responsabilité basée sur l'article 1384 a réalisé un grand progrès, elle n'est pourtant pas à l'abri de toute critique.

Nous avons eu l'occasion de signaler, au fur et à mesure que nous les rencontrions, les défauts de ce système. En voici les principaux rassemblés dans une vue d'ensemble.

La présomption de responsabilité de l'article 1384 al. 1^{er} n'est juste qu'autant qu'il s'agit de « choses dangereuses ». Mais que faut-il entendre par « choses dangereuses » ?

On se souvient qu'après avoir hésité entre un critère objectif et un critère subjectif, nous nous sommes finalement décidé pour une solution moyenne :

Une chose sera dangereuse, avons-nous dit, quand elle causera, ou sera susceptible de causer, des accidents fréquents ; mais il sera tenu compte en même temps de l'opinion commune que les hommes se font sur les dangers de la chose.

Autrement dit, il faudra dresser un inventaire exact de toutes les choses susceptibles de causer des accidents fréquents.

Seulement qui dit inventaire, dit liste nécessairement incomplète.

En outre, tenir compte, dans la confection de cet inventaire, de l'opinion commune que les hommes, à une époque donnée, se font des dangers de la chose : c'est la porte ouverte à l'arbitraire, aux chicanes, aux discussions sans fin.

Cette notion de la « chose dangereuse » est donc essentiellement imprécise, capricieuse et instable.

Autre notion au sujet de laquelle nous avons constaté le désaccord des auteurs : la notion de « garde ». La garde consiste-t-elle dans un simple droit de direction ? Peut-on parler de « garde matérielle » ? — de « garde juridique » ?

Enfin la corrélation établie entre la faute prouvée et la cause connue de l'accident d'ascenseur, d'une part ; et, d'autre part, la faute présumée et la cause inconnue de l'accident, nous a amené à dresser un tableau, impressionnant, où, semble-t-il, sont résolues d'avance toutes les difficultés qui peuvent se présenter.

Mais la jurisprudence est loin de l'avoir adopté. Et, même si elle l'adoptait, il resterait toujours sur plusieurs points une grande incertitude. En particulier sur l'importance respective de la responsabilité en cas de faute simultanée du gardien et d'une tierce personne.

Ces critiques suffiraient à nous inciter à corriger le système pratiqué, voire même à le reviser.

Mais voici une autre critique dont l'importance est capitale et décisive.

Depuis quelques années, avec le développement de la circulation automobile, les tribunaux se sont de plus en plus préoccupés du dommage causé aux personnes transportées. Fallait-il ici appliquer l'article 1384 al. 1^{er} ?

Cette question ne se posait pas pour le cas de transport à titre onéreux, le transporteur étant alors responsable contractuellement. Mais dans le cas de transport à titre gratuit, alors que le transporteur n'est tenu d'aucune obligation, pas même d'obligation de sécurité, le voyageur victime d'un accident pouvait-il rendre le transporteur responsable de plein droit comme gardien de la chose en utilisant l'article 1384 al. 1^{er} ?

La Cour de Cassation, d'abord hésitante, a décidé, le 27 Mars 1928 (D. 1928, I. 145, note Ripert ; S. 1928, I. 353, note Gény), que l'art. 1384 al. 1^{er} ne protège pas ceux qui « participent à l'usage de la chose ». Solution excellente en soi.

Il n'y a aucune raison de ne pas l'appliquer aux accidents d'ascenseurs comme aux accidents d'automobiles, puisque les premiers sont, comme les seconds, du domaine d'application de l'article 1384 al. 1^{er}.

Il faut faire davantage.

Puisque quand le transporteur est reconnu responsable, c'est toujours pour violation d'une obligation de sécurité qui n'existe que par suite du seul caractère onéreux du contrat, il faudrait décider, si dans ce cas la victime s'avisait de faire jouer non pas la responsabilité contractuelle, mais la responsabilité délictuelle, que l'art. 1384 ne protège pas plus ceux qui « participent à l'usage de la chose » à titre onéreux que ceux qui y participent à titre gratuit.

La règle est générale. Mais alors on ne voit plus de quelle utilité serait l'article 1384 quand il s'agit d'accident d'ascenseur.

Il ne s'appliquerait qu'aux accidents causés à des personnes qui ne participent pas à l'usage de l'ascenseur. Ce serait bien peu de chose.

Dans les accidents d'automobiles, les victimes sont très souvent des tiers. Dans les accidents d'ascenseurs, au contraire, les victimes sont ordinairement les personnes transportées.

On a proposé de compléter la formule « participation à l'usage de la chose » par le mot « volontairement ». Planiol écrit très justement : « La présomption de faute est destinée à protéger ceux qui

ne peuvent se prémunir contre les dangers de la chose et non ceux qui *volontairement* se servent d'une chose dangereuse en participant aux risques » (Planiol, II, n° 931).

Il n'en reste pas moins à déterminer les cas dans lesquels la victime s'est servi volontairement ou non volontairement de l'ascenseur. Cela ne se fera pas sans de grandes difficultés.

Le meilleur critère proposé est celui-ci : Il y a, a-t-on dit, participation *non volontaire* de la victime à l'usage de l'ascenseur, donc possibilité d'application de l'article 1384 al. 1^{er}, chaque fois que la victime a été obligée de se servir de l'ascenseur.

Mais, pratiquement, sont-ils nombreux les cas où la victime est obligée de se servir de l'ascenseur ?

Elle ne pourra pas être considérée comme n'ayant pas volontairement participé à l'usage de l'ascenseur chaque fois que l'ascenseur sera doublé d'un escalier. Ce doublement est quasi de règle dans les immeubles. Le domaine d'application de l'article 1384 en matière d'accident d'ascenseur serait tellement réduit qu'il serait négligeable.

Pour pallier en partie à ce résultat, certains auteurs ont affirmé qu'il n'y avait pas participation volontaire à l'usage de la chose chaque fois que le gardien de l'ascenseur en avait offert au public l'usage (comme dans les grands magasins) ; autrement dit, il faut considérer la victime qui a participé à l'usage de l'ascenseur comme obligée de s'en servir chaque fois que le gardien de l'ascenseur en a offert au public l'usage.

On voit combien une telle formule est forcée.

Le caractère volontaire ou non de la participa-

tion à la chose ne peut raisonnablement dépendre du caractère public ou privé d'un ascenseur (1).

Ainsi l'article 1384 al. 1^{er} appelé pourtant à jouer un rôle si utile en matière d'accident d'ascenseur se trouverait réduit à rien ou presque rien puisque, *si la jurisprudence était logique avec elle-même*, il ne devrait s'appliquer qu'aux accidents très rares, causés à des personnes qui ne participent pas à l'usage de l'ascenseur ; et, pour celles qui y participent, seulement quand elles sont obligées d'y participer, c'est-à-dire, pratiquement, jamais ou presque jamais.

La responsabilité basée sur l'article 1384 est ici en défaut, gravement.

Enfin, au cours de cette étude, nous avons exploré la tendance de la jurisprudence à vouloir indemniser coûte que coûte la victime, même lorsque la cause de l'accident est uniquement due à sa faute. Le caractère dangereux des ascenseurs n'est pas une excuse pour les tribunaux. Nous savons qu'on peut fort bien tenir compte de ce caractère dangereux tout en respectant les règles du droit, de l'équité et de la morale.

Cette tendance fâcheuse de la jurisprudence actuelle en matière d'accidents d'ascenseurs n'est en réalité qu'une des manifestations d'une tendance

(1) Par contre, nous verrons plus loin (v. p. 178) que le transport par ascenseur peut toujours faire l'objet d'un contrat de transport duquel, même s'il est gratuit, découle une certaine obligation de sécurité. Ce qui n'est pas en contradiction avec ce qui est dit ici au texte :

Le fait que l'ascenseur est à la disposition du premier venu peut faire naître une obligation élémentaire de sécurité.

Le fait que l'ascenseur est offert au public par le gardien ne peut rendre involontaire l'usage qu'on en fait.

très générale qu'ont aujourd'hui les tribunaux d'enfler démesurément toute responsabilité délictuelle. Trop de juges à l'heure actuelle ne connaissent plus guère que les articles 1382, 1384 et 1386. En toute matière ils découvrent une responsabilité délictuelle. Soit. Il est indispensable d'être protégé et que soient établies fermement les responsabilités.

Mais il est encore plus indispensable de respecter l'initiative et l'effort personnel, la propriété et le travail. Le risque de la vie est dans l'ordre, un ordre qui domine les lois. Dans la bataille, le plus intéressant c'est le soldat intact.

Pour ramener les tribunaux à plus d'équilibre ; pour remédier, d'autre part, aux graves défauts, relevés plus haut, du système qui fonde la responsabilité des accidents d'ascenseur sur l'art. 1384 ;

Nous voudrions proposer, — et essayer de construire, — un autre système de responsabilité, fondé sur une base nouvelle.

Cette base nouvelle, nous ne la concevons que contractuelle.

Et nous ne la trouvons que dans un seul contrat : « le contrat de transport ».

SECTION II. — *Le contrat de transport, nouvelle base de responsabilité des accidents d'ascenseurs*

1. *Aperçu général*

Tout déplacement si minime soit-il constitue un transport. Et tout transport peut faire l'objet d'un contrat.

D'après la jurisprudence, le contrat de trans-

port à titre onéreux fait peser sur le transporteur une obligation de sécurité. En cas d'accident, le voyageur qui en est victime se trouve donc muni d'une action contractuelle, le transporteur ayant violé l'obligation de sécurité à laquelle il est tenu.

Si le contrat de transport était à titre gratuit, pareille obligation de sécurité ne pourrait être mise à la charge du transporteur bénévole.

Ces principes doivent logiquement s'appliquer aux ascenseurs considérés comme moyens de transport.

Cependant il semble qu'il existe une différence capitale entre les ascenseurs moyen de transport et les autres moyens de transport.

Les ascenseurs sont en effet des appareils sans cesse à la disposition du public, que ce soit dans un immeuble privé ou dans un immeuble public.

De là deux conséquences importantes :

1. Le contrat de transport est conclu au moment même où le voyageur s'introduit dans la cabine de l'ascenseur, offert au transport du premier venu.

2. Ce caractère d'usage public de tout ascenseur fait peser sur le transporteur une *obligation spéciale de sécurité* même au cas de transport bénévole.

Aussi pouvons-nous poser pour les ascenseurs cette règle générale :

Une obligation spéciale de sécurité pèse sur le transporteur, qu'il s'agisse de transport rémunéré ou bénévole.

Cependant cette obligation de sécurité est particulièrement forte s'il s'agit d'un transport rémunéré. Aussi chaque fois que cela sera possible nous

aurons intérêt à dégager le caractère onéreux de tout contrat de transport.

C'est ce que nous allons faire en examinant ici plusieurs cas d'application courante concernant les ascenseurs.

2. *Examen de plusieurs cas d'application courante*

Ascenseurs de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, du Chemin de Fer Métropolitain de Paris...

Un voyageur prend place dans un des ascenseurs d'une de ces Compagnies. Est-il transporté gratuitement comme il le semblerait de prime abord ? Nous ne le pensons pas. Le voyageur a payé un billet de transport qui lui donne droit non seulement au transport sur le chemin de fer mais aussi dans l'ascenseur. Le fait pour le voyageur de s'introduire dans la cabine de cet ascenseur constitue la conclusion d'un *contrat de transport spécial et accessoire au contrat de transport sur le chemin de fer* dont il emprunte le caractère onéreux.

Ascenseurs dans les paquebots : « Normandie », « Ile de France », « Paris », « Pasteur »...

On sait que pendant longtemps la Cour de Cassation a refusé par plusieurs arrêts de consacrer la responsabilité contractuelle pour le transport des personnes. Le revirement ne date que de 1911 (Cass. Civ., 21 Nov. 1911; D. 1913.1.253; voir également Cass. Civ., 21 Avril 1913 et Cass. Req., 28 Juin 1916).

Mais puisque l'exécution du contrat de transport comporte désormais pour le transporteur l'obligation de conduire le voyageur sain et sauf à

destination, il est logique que cette garantie contractuelle dont bénéficie le voyageur s'étende notamment au transport qu'il effectue dans les ascenseurs du paquebot pendant la traversée. Si un accident d'ascenseur survient la responsabilité du transporteur sera aussi lourde que s'il s'était agi d'un tout autre accident. Le transport effectué par le voyageur dans l'ascenseur du paquebot est donc un *transport rémunéré dont le prix est compris dans celui du voyage*.

Ascenseurs dans les Grands Magasins (Bon Marché, Louvre, Printemps, etc.).

Ici encore on peut considérer le transport par ascenseur du client comme un *transport rémunéré participant du caractère onéreux de l'acquisition faite*.

Mais le problème se complique du fait que l'entrée des Grands Magasins est *libre*. Voici une personne qui utilise l'ascenseur sans rien acheter. En supposant que cette personne ne soit pas un simple promeneur et qu'elle ait réellement l'intention d'acheter, il est pourtant impossible de conférer le caractère onéreux au transport par l'ascenseur, du fait de l'intention. Simple promeneur ou simple client d'intention, il ne peut s'agir pour l'un et pour l'autre que de transport à titre gratuit et de l'obligation de sécurité moins stricte qui en découle pour le transporteur.

Ascenseurs dans les immeubles loués. — L'ascenseur constitue un des éléments du bail, auquel on attache souvent une grande importance. La présence d'un ascenseur entraîne un loyer plus onéreux. Chaque fois que le locataire utilise l'ascenseur, il y a certainement transport à titre onéreux,

plus exactement il y a *contrat de transport accessoire au contrat de louage* et empruntant à celui-ci le caractère onéreux.

Souvent la responsabilité est prévue dans le bail lui-même. Dans ce cas, le bail peut être considéré comme un *contrat de transport général* en tant qu'il intéresse l'usage de l'ascenseur.

Ceci est clair et sans difficulté s'il s'agit du locataire signataire du bail. Mais que décider pour les membres de sa famille, pour tous ceux qui utilisent l'ascenseur afin de lui rendre visite à titre quelconque ? Y a-t-il encore là contrat de transport à titre onéreux ?

Certainement. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer qu'au moment de la passation du bail le locataire a fait au profit de toutes les personnes énumérées plus haut une véritable *stipulation pour autrui*. Toutes ces personnes indéterminées au moment de la passation du bail mais déterminables (ce seront celles qui utiliseront l'ascenseur) ont acquis immédiatement, et sans qu'elles s'en doutent, une *action directe* contre le bailleur. Chaque fois qu'elles utiliseront l'ascenseur elles se feront transporter par le bailleur à titre onéreux et celui-ci sera tenu à leur égard d'une obligation de sécurité aussi forte qu'à l'égard du locataire lui-même.

Ascenseurs dans les immeubles appartenant à des copropriétaires.

Il s'agit de ces immeubles où chaque étage appartient à un propriétaire distinct et où il y a copropriété sans indivision. Seules les parties communes de l'immeuble demeurent indivises d'une indivision perpétuelle : escalier, gros murs, toiture, *ascenseur*.

Pour l'ascenseur notamment, il est intervenu entre les copropriétaires une convention (contrat innommé) en vertu de laquelle ils se sont respectivement obligés à assurer l'entretien et le bon fonctionnement de l'appareil. Dans ce but, à des dates fixes, chaque copropriétaire verse une certaine somme d'argent représentant sa quote part dans les frais d'entretien et de fonctionnement.

Dès lors, chaque fois qu'un des copropriétaires utilise l'ascenseur, on peut le considérer comme passant simultanément avec le ou les transporteurs qui sont le ou les autres copropriétaires un *contrat de transport accessoire au contrat innommé d'indivision* dont il emprunte le caractère onéreux.

Pratiquement, il est inutile de supposer que chaque fois qu'un copropriétaire utilise l'ascenseur commun il passe en même temps un contrat de transport, car la convention d'indivision intervenue entre tous les copropriétaires prévoit également la responsabilité relative de chacun au cas de dommage subi par l'un d'eux. Cette responsabilité est le plus souvent répartie entre les copropriétaires dans la même proportion que les charges communes.

Dans ces conditions, la convention d'indivision en tant qu'elle intéresse l'usage de l'ascenseur constitue elle-même un *contrat de transport général* duquel découle directement pour chaque copropriétaire une obligation de sécurité mutuelle dont profite en cas d'accident chaque copropriétaire à l'égard de tous les autres.

Quant à leurs parents, visiteurs qui utilisent l'ascenseur, ils sont également transportés à titre onéreux grâce à l'artifice de la stipulation pour autrui (voir p. 181).

Ascenseur de l'immeuble appartenant à un seul propriétaire.

Cette situation semble la plus simple. En réalité c'est celle qui soulève le plus de difficulté. Examinons trois cas.

L'ascenseur de cet immeuble cause un accident au propriétaire — ou au serviteur — ou au visiteur. Le propriétaire de l'immeuble est victime d'un accident par le fait de son ascenseur.

Pas de difficulté. La question de réparation ne se pose pas. Sauf dans un cas et ce cas est pratiquement la normale : celui où le propriétaire et une tierce personne sont liés par un *contrat d'entretien et de vérification* qui n'est autre qu'une variante du *contrat de transport* à titre onéreux, faisant naître à la charge du transporteur, c'est-à-dire de la personne chargée de l'entretien et de la vérification, une obligation spéciale de sécurité. Le propriétaire aura un recours contre ce transporteur.

Si c'est un serviteur qui a été victime d'un accident du fait de cet ascenseur en dehors de son travail (2), la question se pose de savoir s'il est transporté à titre gratuit ou à titre onéreux.

En se mettant au service du propriétaire, le serviteur a pu tenir compte de l'existence d'un ascenseur dans l'immeuble. Peut être a-t-il consenti un salaire un peu moins élevé en raison de la faculté qu'on lui octroie de se servir de l'ascenseur.

(2) Si l'accident a eu lieu pendant le travail, il y a « *accident du travail* ». La responsabilité découle directement du *contrat de travail* qui peut alors être considéré, en tant qu'il a trait à l'usage de l'ascenseur, comme un *contrat de transport général*. Il en est de même pour les ouvriers victimes d'accidents d'ascenseurs dans les locaux industriels où ils travaillent et pendant les heures de travail ; de même aussi pour le personnel des paquebots victime d'accidents d'ascenseurs à bord.

Dès lors, chaque fois qu'il utilise l'ascenseur, il y a *contrat de transport accessoire au contrat de louage de travail* et onéreux comme celui-ci.

Si enfin c'est un visiteur qui est victime d'un accident du fait de cet ascenseur. Y a-t-il caractère onéreux au contrat de transport ?

On le trouve si le propriétaire est lié avec une tierce personne par un *contrat d'entretien et de vérification*, succédané en quelque sorte du contrat de transport. Il suffit et il est légitime de supposer que le propriétaire a stipulé pour autrui quand il a contracté.

Ce contrat pratiquement existe toujours.

Mais si, très exceptionnellement, il n'existait pas, est-il encore possible de trouver un caractère onéreux au transport d'un simple visiteur ?

Nous ne le pensons pas. Mais il s'agira alors d'un contrat de transport à titre gratuit (comme nous l'avons vu pour le simple promeneur non acheteur dans les Grands Magasins, supra p. 180).

Et nous savons que même au cas de transport à titre gratuit une obligation de sécurité pèse toujours sur le transporteur bien qu'atténuée.

3. *Domaine d'application de la responsabilité fondée sur le contrat de transport* *Le problème de l' « option »*

Ainsi le contrat de transport fournit une base nouvelle de responsabilité en matière d'accidents d'ascenseurs, si variés que puissent être ces accidents.

Mais cette nouvelle responsabilité évince-t-elle complètement la responsabilité fondée sur l'article 1384 al. 1^{er} ?

Certainement non.

Car la responsabilité née du contrat de transport :

- a) n'est pas d'application générale ;
- b) n'est pas toujours aussi favorable à la victime.

A. — *Elle n'est pas d'application générale.*

Il y a toute une catégorie d'accidents d'ascenseurs pour lesquels il est impossible de faire intervenir l'idée de contrat de transport : ce sont tous ceux causés non pas à des personnes transportées par l'ascenseur mais à des tierces personnes (3). Comme serait le cas où la détérioration soudaine de l'ascenseur produirait une panne d'électricité au moment même d'une opération chirurgicale faisant manquer celle-ci. De tels accidents sont évidemment fort rares. Chaque fois qu'ils se produiront, ce sera l'article 1384 qui devra s'appliquer.

B. — *Elle n'est pas toujours aussi favorable à la victime que celle basée sur l'article 1384.*

Même dans le domaine d'application propre au contrat de transport qui est essentiellement celui de tous les accidents causés à des personnes transportées par des ascenseurs, l'action contractuelle née de ce contrat, tout en étant satisfaisante, n'est pas toujours aussi favorable à la victime que l'action délictuelle née de l'article 1384 al. 1^{er}.

(3) Ne sont pas des « tierces personnes » celles qui, ayant pu ouvrir une porte palière alors que la cabine n'était pas à l'étage, sont tombées dans la cage d'ascenseur, sans avoir utilisé l'appareil.

En effet : a) l'action délictuelle lui assure une *réparation plus complète*.

Cette réparation sera intégrale.

L'action contractuelle au contraire ne lui permet d'obtenir du débiteur que la séparation des dommages qui pouvaient être prévus, sauf le cas de dol.

b) en matière délictuelle, en cas de pluralité d'auteurs du dommage, la *condamnation est solidaire* ; tandis qu'elle ne l'est pas en matière contractuelle — sauf stipulation expresse de solidarité lors de la passation du contrat.

c) si le débiteur est une femme dotale, on ne pourra pas saisir les biens dotaux si l'on exerce l'action contractuelle ; au contraire, ils sont saisissables si c'est l'action délictuelle qui est exercée, car la femme dotale répond de ses délits sur ses biens dotaux.

d) l'action délictuelle se prescrit normalement en trente ans ; l'action contractuelle est souvent soumise à une prescription abrégée ; notamment celle née du contrat de transport de personnes se prescrit en cinq ans (Code de Commerce, art. 108 2°, et arrêt Chambre des Requêtes du 28 Juin 1916, D. 1917.1.35).

e) au point de vue des clauses modificatives de responsabilité (4).

(4) Ces clauses sont les suivantes :

La clause pénale : somme forfaitaire due en cas d'inexécution quel que soit le chiffre du dommage ; la clause limitative de responsabilité — ou fixation d'un maximum aux dommages-intérêts qui peuvent être réclamés. Le débiteur se ménage toutes les chances. Si le dommage est plus grand

Ces clauses sont interdites en cas de dol et de faute lourde.

Elles sont permises en cas de faute simple.

Elles ne sont évidemment possibles qu'en matière contractuelle, jamais en matière délictuelle.

Ici encore, en présence de telles clauses et dans l'hypothèse d'une faute simple, l'action contractuelle se trouvera limitée, sinon détruite, tandis que l'action délictuelle aura tous ses effets.

La victime a donc, dans tous les cas qu'on vient de passer en revue, des intérêts sérieux et multiples à exercer l'action née de l'article 1384 al. 1^{er} plutôt que l'action née du contrat de transport (5).

que ce maximum, il ne paiera que ce maximum. Si le dommage est plus petit, il ne paiera qu'une somme égale à ce dommage ; la clause de responsabilité abrégée, portant sur le délai de prescription, qu'il est interdit d'allonger, mais non d'abrégier ; la clause d'exonération de responsabilité.

(5) Il existe également une différence importante entre la responsabilité délictuelle et la responsabilité contractuelle quant à la compétence :

L'action née de l'article 1384 al. 1^{er} devra être portée devant le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit (Loi du 26 Novembre 1923).

L'action née du contrat de transport relèvera tantôt du juge du lieu de la passation du contrat ; tantôt du juge du lieu de l'exécution du contrat ; selon que, dans l'un ou l'autre cas, une des parties sera domiciliée dans un desdits lieux (Code de Procédure, art. 59 al. 2).

Mais cette différence n'a ici aucun intérêt parce que le lieu de la passation et de l'exécution du contrat est toujours le lieu où le fait dommageable s'est produit.

On ne parle pas non plus de la différence qui existe en matière délictuelle et en matière contractuelle au sujet de la mise en demeure, car au point de vue contrat de transport par ascenseur il n'est jamais nécessaire de mettre en demeure, la mise en demeure ayant toujours lieu de plein droit et de façon tacite parce que « la chose que (le transporteur) s'était obligé de faire ne pouvait être faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer » (Code Civil, art. 1146) puisque l'accident a pu se produire.

Alors se pose la question de savoir si la victime peut exercer à son gré l'une ou l'autre action.

La victime a-t-elle un *droit d'option* entre les responsabilités contractuelle et délictuelle ?

Cette question n'est qu'un des aspects du problème connu sous le nom, impropre du reste, de cumul des responsabilités contractuelle et délictuelle (il ne peut s'agir de cumul, mais seulement d'option).

Sur cette question il y a divergence doctrinale. Certains auteurs se prononcent contre la possibilité d'une option sous prétexte d'incompatibilité entre les deux responsabilités : la responsabilité contractuelle concernant les rapports entre contractants ; la responsabilité délictuelle, les rapports entre tiers (M. Josserand, note au D. 1927.1.107).

D'autres auteurs admettent au contraire la coexistence des deux responsabilités :

« La responsabilité conventionnelle vient s'ajouter à celle établie par la loi, c'est-à-dire la responsabilité délictuelle ; elle ne peut ni l'éliminer, ni se substituer à elle, par la raison que la loi est antérieure à tous les contrats » (M. Planiol, note au D. 1907.2.1).

Des auteurs enfin (M. Morel) préconisent une solution moyenne qui admet l'option, sauf dans les deux cas suivants :

1. Chaque fois que l'obligation qui n'a pas été exécutée a sa base exclusive dans un contrat et n'existerait pas sans ce contrat (obligation purement contractuelle).

2. Chaque fois que les parties ont entendu restreindre la responsabilité du débiteur par une des clauses modificatives de responsabilité énumérées plus haut.

Cette façon de voir nous semble la meilleure. L'option, dans les limites ainsi précisées, est une solution plus souple, qui sauvegarde mieux les intérêts légitimes.

Appliquée aux accidents d'ascenseurs, la règle de l'option sera de portée très restreinte.

Dans les cas exceptionnels d'accidents causés à des personnes non transportées, l'action délictuelle naturellement sera seule possible.

D'autre part, chaque fois qu'il y aura contrat de transport à titre onéreux, donc obligation de sécurité nettement déterminée entre les parties, c'est l'action contractuelle qui sera seule possible. En contractant, les parties ont en effet entendu se soustraire à la responsabilité légale, délictuelle. Admettre ici l'option, ce serait leur permettre de rompre le contrat à tout moment, suivant leur caprice.

Quand il y aura contrat de transport à titre gratuit, ce qui est exceptionnel, l'obligation de sécurité n'ayant pas été déterminée et dérivant uniquement du caractère « public » de l'usage de tout ascenseur, il est juste que la responsabilité délictuelle subsiste, et que dans ce cas et ce seul cas, l'option soit permise.

Le jeu des deux responsabilités, délictuelle et contractuelle, peut se schématiser dans le tableau suivant :

I. — Accidents causés à des personnes non transportées Action délictuelle (uniquement).

II. — Accidents causés à des personnes transportées :

a) Contrat de transport à titre onéreux Action contractuelle (uniquement).

b) Contrat de transport à titre gratuit Option entre :
Action contractuelle.
Action délictuelle.

Rassemblons, pour conclure, quelques-uns des avantages que procure ce système, qui fonde la responsabilité dans les accidents d'ascenseurs sur le « contrat de transport ».

1° Au point de vue des parties :

Pour la victime. — Ce système lui assure, comme avant, toutes garanties désirables pour obtenir tout ce qui lui est dû légitimement.

Elle reste dispensée de prouver la faute.

Elle est moins tentée d'abuser; son droit s'exerçant dans des limites plus précises.

Le nouveau système ne l'avantage pas, mais ne la désavantage pas non plus : il est donc plus équitable.

Pour le « responsable ». — La jurisprudence, avec le système actuel de responsabilité exagérée, lui fait trop souvent une situation insupportable et injuste. Dans notre système, ses intérêts légitimes et ses droits sont mieux respectés, dans une responsabilité mieux appréciée.

2° Autre avantage. Ce système réalise une construction juridique solide et nette. Il satisfait

l'esprit. Il soulève moins de difficultés, de discussions et de divergences d'opinions. C'est un avantage qui n'est pas mince.

3° Ce système est souple. Il n'exclut pas en effet la responsabilité délictuelle. Il ménage un droit d'option, utilisable dans certains cas bien définis.

4° Il apporte enfin, nous semble-t-il, une correction heureuse, et comme un frein, à cette tendance actuelle de nos tribunaux d'alourdir à l'extrême la responsabilité délictuelle.

CONCLUSION

Après avoir hésité entre les vieux textes du Code Civil, la jurisprudence, qui s'était arrêtée d'abord sur les articles 1382 et 1386, a fini par découvrir la vertu cachée de l'article 1384. Celui-ci, par le remarquable travail d'adaptation qu'on lui a fait subir, a semblé finalement avoir été rédigé tout exprès pour régir le cas de responsabilité dont nous nous sommes occupé.

En même temps c'était la notion de faute heureusement maintenue ; la notion de garde précisée ; l'application de cette notion aussi bien aux meubles qu'aux immeubles.

Malgré certains défauts dans ce système adopté par la jurisprudence, qui fonde notre responsabilité sur l'article 1384, il faut reconnaître le grand progrès qu'elle lui a fait réaliser quant à son application aux accidents d'ascenseurs.

Une jurisprudence analogue devait rapidement s'établir pour les accidents causés par les « escaliers roulants » (Tribunal Civil de la Seine, 22 Mars 1933, D.H. (Sommaire), p. 27) — par les « tapis roulants » (Douai, 13 Mai 1937 ; La Loi, 28 Janvier 1938 ; Gaz. du Palais 1937.2.441) — par les « monte-charges » (décisions non publiées).

Tous ces appareils, de même que les ascenseurs,

sont « choses inanimées » soumises à la nécessité d'une garde. Comme les ascenseurs, ils pourraient faire l'objet d'un contrat de transport.

La responsabilité fondée sur l'art. 1384, malgré ses avantages, a des défauts sérieux que nous avons relevés. La responsabilité fondée sur le « contrat de transport » y remédierait.

Ce même système trouverait naturellement son application dans les accidents causés par ces autres engins de transport plus importants comme les funiculaires, remonte-pentes, téléphérique...

Avec ces grands appareils, nous touchons à la catégorie de ces moyens de transport par excellence les « chemins de fer ». Mais tous ces appareils, les ascenseurs compris, sont de la même famille, de véritables engins de transport.

Dès lors, il semble normal que le principe juridique qui régit les chemins de fer, quant à la responsabilité des accidents, doive régir aussi les autres membres de cette grande famille : le « contrat de transport ».

Cette idée, nous la croyons utile ; ce système, solide. Il n'est pas en contradiction avec la jurisprudence, il est dans la ligne même de ses efforts.

Il est vraiment curieux de suivre ce travail profond qui se fait dans notre Droit à l'occasion des plus humbles choses.

Peut-être est-ce ce courant vital qui nous a entraîné nous-même audacieusement.

Des esprits superficiels ne voient souvent dans ces démarches infinies de l'esprit juridique que subtilités et jeux d'esprit, enfin la vaine agitation de surface d'une eau morte.

Pour nous, l'analyse de ces réactions juridiques autour d'un humble engin aux prises avec le Droit, nous a fait découvrir ce que nos Maîtres nous ont si souvent affirmé : la vie profonde de ces eaux mortes.

Vu : Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu : Le Président,
J. HAMEL.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

APPENDICE

APERÇU SUR LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS D'ASCENSEURS DANS QUELQUES PAYS ÉTRANGERS

Nous nous bornons à une étude sommaire et à une simple vue générale sur les principes qui régissent la responsabilité des accidents d'ascenseurs dans quelques pays étrangers : Suisse, Angleterre, Italie, Allemagne, Tchécoslovaquie.

SUISSE (1)

D'après la jurisprudence du T.F. (1), constitue un *ouvrage*, outre les bâtiments, tout produit matériel de l'activité humaine qui présente une certaine analogie au point de vue économique avec les bâtiments, et qui offre des risques analogues. Le T.F. n'a pas limité la notion d'*ouvrage* aux immeubles par nature. L'art. 58 C.O. d'après lequel : le propriétaire d'un bâtiment ou de tout autre *ouvrage*

(1) Abréviations :

C.C.S. = Code Civil suisse.

C.O. = Code fédéral des obligations.

T.F. = Tribunal fédéral.

A.T.F. = Arrêts du Tribunal fédéral.

R.O. = Recueil officiel des Arrêts du Tribunal fédéral.

S.I. = Semaine judiciaire genevoise.

S.J.Z. = Schweizerische Juristen Zeitung.

J.D.T. = Journal des Tribunaux.

répond du dommage causé par des vices de construction ou par le défaut d'entretien — s'applique également aux immeubles par incorporation et par destination, même aux meubles, dans la mesure où les uns et les autres sont susceptibles de présenter des dangers semblables à ceux pouvant résulter des immeubles (Cf. Arrêt de la Cour d'Appel du Canton de Zurich du 21 Janvier 1914, J.Z. XII 393 ; cf. aussi sur la notion de l'ouvrage de l'art. 58 C.O. : R.O. 47.II.425 ; A.T.F., R.O. 42.II.41 ; J.Z. XVIII 342 ; A.T.F., R.O. 43.II.659 ; 44.II.187).

D'après la jurisprudence du T.F., un ascenseur constitue un *ouvrage* au sens de l'art. 58 C.O. (cf. A.T.F. du 27 Juillet 1909 ; R.O. 35.II.424 ; S.J. année 1917, p. 744 et suiv. ; A.T.F. 41.II.687 ; 60. II.22).

Pour que la responsabilité du propriétaire de l'immeuble dans lequel un ascenseur a causé un dommage soit engagée, il faut trois conditions :

1° un dommage ;

2° une faute, qui ne peut résider que dans un vice de construction ou dans un défaut d'entretien (2) :

3° un rapport de causalité entre la faute et le dommage.

Peu importe que la cause du dommage soit imputable ou non au propriétaire actuel. C'est une

(2) Le vice de construction ou le défaut d'entretien doit être déterminé *objectivement*, sans égard à des usages éventuels qui peuvent comporter une tolérance illicite ; il n'est pas déterminé par l'observation ou la non observation des règlements locaux (A.T.F. 44.II.190). L'autorisation de construire ou la réception d'un ouvrage par les autorités n'excluent pas le défaut (A.T.F. 55.II.84, 197 et 57.II.100).

responsabilité objective ou causale, indépendante de toute faute du propriétaire (3).

Lorsque la faute du propriétaire ne consiste pas dans un vice de construction ou dans un défaut d'entretien, la victime peut invoquer l'article 41 C.O. Cette disposition correspond à l'art. 1382 de notre Code Civil.

Comme en Droit français, pour que la victime puisse invoquer l'art. 41 C.O., il faut la réalisation de trois facteurs :

- 1° un dommage ;
- 2° une faute ;
- 3° un rapport de cause à effet.

1. *Le dommage* comprend « la perte faite » et « le manque à gagner » ; le dommage direct, à savoir celui qui découle immédiatement de l'acte commis ; et le dommage indirect qui se produit médiatement comme conséquence éloignée de l'acte commis.

2. *La faute*. D'après la jurisprudence du T.F. il suffit, dans certains cas, d'une faute très légère pour encourir la responsabilité civile. Pour apprécier la faute, on envisage l'attitude qu'aurait prise un homme normal en pareille circonstance.

3. *Le rapport de causalité*. Il faut qu'il y ait une relation de cause à effet entre l'acte d'omission ou de commission qui constitue la faute et le dommage (cf. J.D.T. 1929, p. 354). Le droit civil suisse

(3) Cf. au sujet de la responsabilité causale de l'art. 58 C.O., von Thur, Partie Générale du Code Fédéral des Obligations, traduction française par MM. de Torrenté et Emile Thilo, Lausanne, 1933, Tome I, p. 360 et suiv., R.O. 41.II.487 (ascenseur), 45.II.332 ; 47.II.42.

a repris la théorie de la causalité adéquate. Suivant ce système, le rapport de causalité est admis dès qu'il est conforme à l'enchaînement des événements et que la faute du cas d'espèce est de nature à entraîner dans des cas analogues un dommage semblable aux effets constatés du cas particulier. La probabilité est recherchée d'une manière objective.

Le rapport de causalité peut ne pas exister par suite de la faute d'un tiers ou de la faute de la victime.

Ainsi, en Suisse, la responsabilité des accidents d'ascenseurs est fondée sur deux textes, analogues aux articles 1382 et 1386 de notre Code Civil, à savoir les articles 41 et 58 du C.F. des Obligations.

L'art. 41 s'applique chaque fois que le propriétaire a commis une faute qui a dû *être prouvée par la victime* ; ce qui permet au propriétaire de se libérer s'il fait établir qu'en réalité il n'a commis aucune faute, ou que la faute qu'on lui reproche n'a aucun rapport de cause à effet avec le dommage.

L'art. 58 — comme l'art. 1386 de notre Code Civil — ne s'applique que lorsqu'il y a faute résultant du vice de construction ou du défaut d'entretien. C'est encore à la victime de prouver cette faute. Mais lorsqu'elle est établie, le propriétaire n'a aucun moyen de se libérer (ce qui constitue pour la victime la grande supériorité de l'art. 58 C.O. sur l'art. 41 C.O.).

Le Droit Suisse est sévère pour la victime.

Cette sévérité est aggravée encore par l'application que fait la jurisprudence de ces textes.

Voici un arrêt du T.F. du 12 Novembre 1915. Dans cet accident, la victime, après avoir appuyé

sur le contact pour faire monter l'ascenseur, ouvrit la porte qui normalement devait rester fermée. Parlant à une tierce personne, elle ne prit pas garde à l'absence de la lumière électrique signalant l'arrivée de l'ascenseur et tomba dans la cage (A.T.F. 12.XI.1915, R.O. 41.II.687).

Le T.F. a réduit l'indemnité de 50 %.

Dans un arrêt du 15 Novembre 1917, la Cour d'Appel du canton de Genève a statué « qu'un propriétaire n'est toutefois tenu qu'à des mesures de précaution normales et il ne saurait lui être imposé l'obligation de prévoir l'éventualité d'actes illicites ».

« Il ne peut donc être tenu comme responsable d'un accident arrivé à un garçon de 13 ans, qui, malgré la défense qui lui en avait été faite à plusieurs reprises, s'est introduit dans l'ascenseur fermé à clef, en utilisant un crochet pour en ouvrir la porte » (S.J. 1917, p. 748).

Dans cette affaire, les parents de la victime invoquent seul l'art. 58 C.O. reconnu comme étant applicable en l'espèce par le Tribunal de 1^{re} instance. Dans son jugement, le Tribunal de 1^{re} instance, tout en reconnaissant que l'ascenseur en question était bien construit et bien entretenu, a statué que, eu égard à la désobéissance constatée de la victime, il incombait au propriétaire de le protéger contre sa propre imprudence et de prendre les mesures utiles afin de prévenir un accident ; que, d'après la jurisprudence en cette matière, le vice de construction comprend les défauts de l'installation et de l'exploitation de l'ouvrage. Il admit une responsabilité mitigée par application des articles 58 et 41 C.O. La Cour reforma ce jugement en statuant que la responsabilité de l'appe-

lante n'était engagée ni aux termes de l'art. 58, ni aux termes de l'art. 41 C.O. (S.J. 1917, p. 748).

L'accident d'ascenseur peut ne pas avoir été causé par la faute du propriétaire, mais par la faute de son préposé (concierge, ouvrier, etc.).

En Droit français, nous avons vu que le propriétaire continue d'exercer la garde par l'intermédiaire de ses préposés qui ne sont que ses représentants. Toute faute de leur part engage donc le propriétaire et constitue pour celui-ci une faute dans la garde.

En Droit suisse, il en va autrement. La victime a à sa disposition l'article 55 C.O. D'après cet article, la responsabilité de l'employeur résultant de l'acte dommageable du préposé est une responsabilité présumée. Le droit civil suisse n'exige ni la faute de l'employeur, ni celle de l'employé (A.T.F. du 4 Mars 1919, R.O. 45.II.85 ; S.J. année 1919, p. 321) ; mais il a adopté le système de la responsabilité présumée tempérée par l'exception libératoire (A.T.F. du 8 Juillet 1915, R.O. 41.II.501).

L'employeur est libéré de la responsabilité s'il prouve qu'il a pris toutes les mesures utiles :

1° dans le choix de l'employé (*cura in eligendo*) ;

2° en donnant des conseils (*cura in instruendo*) ;

3° en surveillant l'exécution (*cura in custodiendo*).

Le second moyen dont dispose l'employeur pour se libérer de la responsabilité est de rapporter la preuve que le dommage se serait produit quand bien même toutes les précautions auraient été prises.

Lorsqu'il y a un rapport contractuel entre le propriétaire et le lésé et que le dommage est imputable à un acte d'un employé ou d'un ouvrier du propriétaire dans l'accomplissement de son travail, le lésé peut invoquer l'art. 101 C.O.

Cette disposition relative à la faute contractuelle ressemble à l'art. 55 C.O. visant la faute aquilienne, mais avec cette différence que l'employeur (ici le propriétaire) ne dispose pas de l'exception libératoire prévue à l'art. 55 C.O. (arrêt de la Cour d'Appel du Canton de Zurich du 8 Février 1938, cité par Weiss : Sammlung eidgenössischer und kantonaler Entscheide I.III, p. 1614). L'employeur ne peut se libérer qu'en rapportant la preuve qu'il n'y a eu ni faute de sa part, ni faute de son auxiliaire. Donc présomption de responsabilité plus lourde en matière contractuelle.

La victime a la faculté, suivant les circonstances du cas particulier, d'invoquer l'un ou l'autre de ces articles (58, 55, 101 et 41 C.O.). Dans certains cas, par exemple lorsqu'il y a faute d'un employé ou d'un ouvrier du propriétaire (négligence ou autre), la victime peut invoquer cumulativement ces articles.

Elle peut actionner le propriétaire de l'immeuble, à la fois sur la base de l'art. 58 et de l'art. 55 C.O. ou 101 (en sa qualité d'employeur) ; et directement l'ouvrier, en vertu de l'art. 41 C.O.

Voici enfin une disposition d'ordre général : c'est l'inexécution des obligations prévues par les art. 97 et suivants C.O. La personne qui n'a pas exécuté l'obligation découlant du contrat est reconnue responsable sauf si elle prouve :

1° qu'elle a pris toutes les mesures qu'aurait prises un homme prudent ;

2° que le propriétaire lui-même a empêché l'exécution de l'obligation ;

3° qu'il y a eu force majeure.

Articles 51, 55 et 58 : responsabilité délictuelle.

Articles 97 et suivants : responsabilité contractuelle.

Tels sont les textes du C.O. qui sont appliqués dans les accidents d'ascenseurs.

Cependant dans certains cas particuliers, il peut être fait application de quelques autres textes :

Pour le contrat de bail, les articles 253 et suivants du C.O. aux termes desquels le bailleur répond, à l'égard du locataire, des dommages résultant des défauts, du manque d'entretien.

L'art. 487 C.O., suivant lequel les aubergistes et hôteliers sont responsables de toute détérioration, destruction ou soustraction des effets apportés par les voyageurs (bagages par monte-charge) (4).

L'art. 58 C.O. al. 2, qui réserve le recours du propriétaire contre les personnes responsables du « vice de construction ».

L'art. 363 C.O. relatif au contrat d'entreprise dans les rapports entre propriétaire et entrepreneur chargé de l'entretien.

Terminons cet aperçu sur le Droit suisse relatif à notre sujet par l'examen d'une affaire d'accident d'ascenseur particulièrement intéressante quant aux différents articles et moyens de droit invoqués par les parties en cause.

(4) On pourrait aussi faire jouer le rapport contractuel qui existe entre l'hôtelier et ses hôtes — contrat innommé (en allemand « Beherbergungsvertrag ») — qui contient des éléments du mandat du bail et éventuellement de la vente.

En 1895 la succursale d'une maison américaine, inscrite au registre du commerce du canton de Zurich, installa un ascenseur dans un hôtel situé dans un autre canton. En 1922 le propriétaire de l'hôtel chargea la dite maison de remettre l'ascenseur en état. En 1923, un contrat entre le constructeur et l'hôtelier fut passé, aux termes duquel la maison qui avait procédé à l'installation s'engageait à le faire reviser périodiquement, ainsi que les autres ascenseurs se trouvant dans l'hôtel. Quelques mois plus tard, la rupture d'un contre-poids due à l'usure provoqua, en tombant sur le toit de l'ascenseur, la mort de trois personnes et blessa grièvement six autres se trouvant dans la cabine. Parmi les morts on comptait deux clients et un employé de l'hôtel ; parmi les blessés cinq hôtes. La Compagnie d'assurances et le propriétaire de l'hôtel, après avoir indemnisé les victimes et leurs ayants droit, se retournèrent contre la maison qui avait installé l'ascenseur. Ils invoquèrent le rapport contractuel existant entre le constructeur et l'hôtelier, aux termes duquel le premier s'était engagé à reviser périodiquement l'installation, le contrat de vente, et d'entreprise ; soit cumulativement les art. 97, 101 et 363 C.O. (art. 97, inexécution des obligations ; art. 101, responsabilité de l'employeur (constructeur) pour ses auxiliaires ; art. 363, obligations de l'entrepreneur). En outre, les demandeurs firent valoir les art. 41 et 55 C.O. (actes illicites) contre le constructeur et l'un de ses monteurs.

En ce qui concerne le recours lui-même, ils invoquèrent l'art. 51 al. 2 C.O. aux termes duquel : « Le dommage est, dans la règle, supporté en première ligne par celle des personnes responsables dont l'acte illicite l'a déterminé et, en dernier lieu, par celle qui, sans qu'il y faute de sa part ni obli-

gation contractuelle, en est tenue aux termes de la loi. »

Pour parer à l'éventualité où le tribunal ne retiendrait pas la responsabilité du constructeur et de ses employés en vertu des art. 41 et 55 C.O., les demandeurs citèrent les Commentateurs Oser : *Das Obligationenrecht*, T. III, ch. I, al. 2, art. 51 ; et von Tuhr, *op. cit.*, p. 368 (5), suivant lesquels le juge apprécie librement, en tenant compte des circonstances du cas d'espèce, la mesure dans laquelle le recours peut être exercé lorsque propriétaire et constructeur ne répondent tous deux du dommage qu'en vertu de la loi (responsabilité causale, art. 58 et 55 C.O.).

Aucun jugement n'est intervenu — malheureusement pour notre curiosité —, les parties ayant transigé.

ANGLETERRE

La tendance générale en Droit anglais est que le propriétaire ou la personne responsable de l'entretien des ascenseurs dans un immeuble quelconque, sera tenu responsable de tous dégâts ou blessures causés aux tiers, s'il peut être démontré qu'il y a eu négligence de la part du propriétaire ou de la personne responsable. C'est au réclamant de prouver la négligence et cela n'est pas toujours aisé. C'est une responsabilité analogue à celle de l'art. 1382 du Code Civil français.

(5) Partie générale du Code des Obligations.

Evidemment, quand la cause de l'accident est inconnue, ou même ne pouvait pas être prévue (défectuosité latente), le propriétaire n'est jamais responsable.

« S'il peut être prouvé que l'ascenseur a été convenablement entretenu et que l'accident était dû à quelque *défectuosité latente* qu'aucun soin ou prévoyance n'aurait pu révéler auparavant, il y a un cas de défense légale contre toute réclamation de tiers, mais il faut se rendre compte que cette objection de défectuosité latente est très difficile à établir à la satisfaction des tribunaux, et si, dans un cas grave on a l'intention de compter sur elle, la preuve de la défectuosité latente de l'ascenseur doit être renforcée autant que possible par l'obtention de plus d'une opinion » (6).

En ce qui concerne les ascenseurs de locaux industriels, ils sont régis par les conditions de la section 22 de la Loi des Manufactures de 1937 ; et pourvu que la personne présumée responsable de l'ascenseur puisse prouver qu'il a été maintenu au niveau des conditions stipulées dans la Loi, il semblerait peu vraisemblable qu'une réclamation contre cette personne, pour négligence, réussisse.

En somme, le Droit anglais est encore moins favorable à la victime que le Droit suisse, lui-même sévère. La victime doit toujours prouver une faute ; sauf dans un cas très spécial (ascenseur de locaux industriels) où une présomption de faute est admise, mais combien fragile.

(6) Dictionnaire de l'Assurance accident, v^o Réclamation des tiers-ascenseurs.

ITALIE

En Italie, un décret du 23 Juin 1927 (7) impose aux propriétaires d'ascenseurs l'obligation de confier la manutention et l'installation de ces appareils à des personnes et entreprises compétentes, soumises elles-mêmes à des obligations précises analogues à celles dégagées par la jurisprudence française.

Dans l'hypothèse où le propriétaire de l'ascenseur se serait refusé à se conformer aux obligations légales relatives à l'entretien de l'appareil, sa responsabilité serait engagée dans les termes de l'article 1153 du Code Civil italien : *dommages causés par les choses dont on a la garde*.

Il y aurait faute dans la garde.

Toutefois, s'il y a vice de l'appareil et de l'installation, la responsabilité incombe à la maison qui a fourni ou installé l'ascenseur.

S'il y a faute dans la manutention, la responsabilité est à la charge de la maison qui a assumé l'entretien de l'ascenseur.

Si enfin il y a usage imprudent de l'appareil, la responsabilité pourra peser sur l'usager lui-même.

La pratique italienne se rapproche donc de la jurisprudence française.

ALLEMAGNE

Les principes de responsabilité qui régissent les accidents causés par les ascenseurs, ou les

(7) « Regolamento per l'impianto e l'esercizio degli ascensori per trasporto in servizio privato di persone e di merci accompagnate da persone ».

monte-charges, résultent en Droit allemand des articles 823 et 831 du Code Civil allemand.

Aux termes de l'art. 823 : celui qui porte illégalement atteinte, volontairement ou par négligence, à la vie, au corps, à la santé, à la liberté, à la propriété ou à un droit quelconque d'autrui est tenu de réparer le dommage qui en résulte.

L'article 831 détermine la responsabilité du commettant du fait de son préposé.

Dans ce cas, le propriétaire de l'ascenseur, ou l'entrepreneur chargé de l'entretien, a la possibilité de dégager sa responsabilité s'il a observé dans le choix de son préposé toutes les précautions d'usage.

Ces prescriptions sont toujours appliquées lorsque la victime de l'accident exerce l'action délictuelle.

Mais il arrive qu'elle puisse exercer l'action contractuelle (dans le cas par exemple des rapports entre propriétaire et locataire). Alors s'appliquent les prescriptions du Code Civil sur la responsabilité contractuelle, notamment l'article 276 d'après lequel : répond de son dol et de sa négligence celui qui n'apporte pas toute la diligence voulue à l'exécution du contrat ; et l'article 278 qui prescrit qu'en matière contractuelle tout commettant répond des fautes de ses préposés.

Alors qu'en matière délictuelle il y a possibilité pour le commettant de se dégager, en matière contractuelle pareille possibilité n'existe pas ; sauf dans un cas : quand il y a « indemnité de douleur » (« Schmerzensgeldforderung », art. 831 Code Civil allemand). Ce qui s'explique par le fait que l'action en « indemnité de douleur » ne peut jamais être qu'une action délictuelle.

Tels sont les principes. Mais dans leur application, la Jurisprudence allemande est au moins aussi indécise que la Jurisprudence française.

En voici un exemple : Un locataire qui habite le troisième étage appelle l'ascenseur à cet étage pour descendre au rez-de-chaussée. La cabine arrivée, il ouvre la porte palière et tombe la tête en avant à l'intérieur de la cabine. Celle-ci en effet s'était arrêtée à 40 centimètres au-dessous de l'étage. Le locataire prétendit que le propriétaire était responsable de l'accident pour « mauvais fonctionnement » de l'ascenseur. Il l'assigna en paiement des frais médicaux et d'une « indemnité de douleur ». Le Tribunal de Dortmund releva une faute du propriétaire qui, en tant que propriétaire du bâtiment, avait l'obligation d'assurer le bon fonctionnement de l'ascenseur — (En Droit français jouerait ici l'article 1386 du Code Civil) — ; qu'en outre il était tenu à une obligation spéciale de sécurité en vertu du contrat de louage. Il releva d'autre part une faute de la victime qui, ayant eu connaissance du décalage cause de l'accident avant que celui-ci ne se produise, avait négligé de faire disparaître ce défaut, soit en avertissant le propriétaire, soit en procédant lui-même ou faisant procéder à la réparation. Aussi le tribunal partagea la responsabilité par moitié entre le propriétaire et la victime.

En appel, le Tribunal Supérieur de Hamm (arrêt du 16 Décembre 1930) a conclu lui aussi à un partage de responsabilité et pour les mêmes motifs ; mais la répartition de cette responsabilité est différente : le propriétaire devait en subir les trois quarts ; le locataire victime, un quart.

En révision devant le Tribunal d'Empire, le pourvoi fut rejeté (arrêt du 15 Juin 1931).

TCHÉCOSLOVAQUIE

Les accidents d'ascenseurs peuvent donner lieu à une responsabilité délictuelle et à une responsabilité contractuelle.

Voici un cas curieux de responsabilité délictuelle (Tribunal Suprême, 6 Mai 1936, Rv. I 1178/34).

Un accident d'ascenseur était arrivé à une jeune fille alors que l'ascenseur était manœuvré par un machiniste. Il ne s'agit pas de savoir si ce machiniste était au service du propriétaire de l'ascenseur ou s'il était simplement machiniste occasionnel. Il fut reconnu responsable de l'accident parce que, s'il avait averti la jeune fille, encore inexpérimentée, des dangers de l'ascenseur, il n'avait pas pris de précautions particulières pour empêcher toute imprudence de la part de celle-ci.

Il y a faute du machiniste pour s'être contenté « d'avertir la demanderesse (la victime) sans se soucier autrement de savoir si son avertissement était pris en considération ; cet avertissement à lui seul ne constituant pas une précaution suffisante ».

Mais il y a également faute de la victime pour n'avoir pas écouté l'avertissement donné. La responsabilité fut partagée par moitié.

Lorsque la victime est liée au propriétaire de l'ascenseur par un contrat (bail, contrat de travail, etc...), la réparation du dommage peut se faire sur le plan contractuel.

Une décision du 14 Novembre 1922 (Rv., II 410/22) a affirmé qu'il était du devoir du patron, conformément à l'art. 1157 du Code Civil, de main-

tenir en bon état de fonctionnement l'ascenseur utilisé par ses ouvriers, qu'en particulier lorsque l'accident est dû aux mauvais état de la « roue dentée » — destinée à éviter à la cabine toute chute — sans que la victime ait commis une faute quelconque, le patron est seul responsable (responsabilité fondée sur le contrat de travail).

JURISPRUDENCE — BIBLIOGRAPHIE

JURISPRUDENCE

Paris 17 Avril 1896.

Cass. Req. 29 Mars 1897 ; D. 1897.1.216 ; S. 1898.1.165, note Esmein.

Paris 25 Mars 1901 ; D. 1901.2.396.

Trib. Civ. Seine 9 Mars 1904 ; D. 1904.5.590.

Trib. Civ. Seine 29 Juin 1910 ; D. 1911.5.20.

Trib. Civ. Seine 5 Juin 1917 ; D. 1918.2.45, note A.L. ; Recueil périodique des Assurances, 1918, p. 120.

Trib. Corr. Seine 27 Déc. 1917 ; Gaz. Trib. 14 Mai 1919.

Paris 13 Décembre 1918 ; D. 1921.2.103.

Paris 28 Janvier 1924 ; D. 1924.2.84 ; S. 1924.2.103 ; Gaz. Pal. 1924.1.525 ; Gaz. Trib. 1924.2.246 ; Recueil Douai 1924, p. 157.

Lyon 29 Octobre 1925.

Cass. Req. 6 Mars 1928 ; D. 1928.1.97, note Josserand ; S. 1928.1.225, note Hugueney ; Gaz. Pal. 1928.1.545 ; Gaz. Trib. du 3 Avril 1928 ; Journal des Assurances 1928, p. 197 ; Recueil des Assurances 1928, p. 75.

Cass. Civ. 7 Mai 1929 ; Gaz. Trib. 1929.1.60 et la note.

Colmar 19 Mars 1930 ; Gaz. Pal. 1930.1.824.

Trib. Paix de Paris 22 Août 1930 ; Gaz. Pal. 1930.2.669 ; Journal des Assurances 1930, p. 563.

Orléans 25 Mars 1931 ; D.H. p. 357.

Trib. Civ. Seine 15 Novembre 1932 ; Gaz. Pal. 1933.1.177.

Trib. Civ. Cusset 12 Avril 1933, non publié.

Trib. Civ. Seine 24 Déc. 1934 ; Gaz. Pal. 1935.1.326 ; Journal des Assurances, Mai-Juin 1935, p. 177.

Paris (Appels de référés) 26 Déc. 1935 ; La Chambre des Propriétaires, Mars 1936, p. 141.

Paris 28 Février 1936 ; Gaz. Pal. 1936.1.824 ; Gaz. Trib. du 27 Juin 1936.

Trib. Civ. Seine 30 Juin 1936, non publié.

Trib. Civ. Seine 20 Octobre 1936 ; Gaz. Pal. 1936.2.941 ; Gaz. Pal. du 19 Déc. 1936.

- Trib. Civ. Seine 16 Novembre 1936 ; La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 614 ; Gaz. Pal. du 16 Octobre 1937.
- Trib. Civ. Seine 11 Janvier 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 616 ; Gaz. Pal. du 14 Octobre 1937.
- Trib. Civ. Seine 12 Mai 1937 ; La Chambre des Propriétaires, Nov. 1937, p. 613 ; Gaz. Pal. 1937.2.473 ; Gaz. Pal. du 14 Octobre 1937
- Paris (7^e Ch.) 26 Octobre 1937, non publié.
- Trib. Civ. Seine 28 Octobre 1937 ; Gaz. Pal. 1937.2.799 ; Gaz. Trib. du 4 Janvier 1938 ; L'Argus des Assurances, 16 Janv. 1938, p. 106.
- Paris (7^e Ch.) 20 Janvier 1938, non publié.
- Paris 15 Juin 1938, non publié.
- Trib. Civ. Seine 25 Novembre 1938 ; Gaz. Pal. du 28 Janvier 1939.

BIBLIOGRAPHIE

- Revue Critique, 1906, p. 80 : Planiol : « Etude sur la responsabilité civile ».
- Revue trimestrielle de Droit Civil :
- 1918, p. 108.
 - 1919, p. 502.
 - 1924, p. 348.
 - 1925, p. 793 (M. Mazeaud).
 - 1928, p. 415 (M. Demogue).
 - 1930, p. 1 à 51 (M. Magnin).
- Semaine Juridique : 1928, p. 471 (M. Moreau) ; 1928, p. 633 (M. Ripert).
- Dalloz : D.H. 1927, Chronique, p. 49 : Capitant « Les fluctuations de la théorie de la responsabilité du fait des choses inanimées ».
- D.H. 1929, p. 1, M. Voirin : « La notion de chose dangereuse ».
- MEIGNIER. — Thèse Lille, 1924 : « Responsabilité contractuelle et responsabilité délictuelle ».
- X... — « La sécurité dans la construction et l'utilisation des ascenseurs » (Février 1939 ; Bureau International du Travail, Genève).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

EVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Responsabilité fondée sur l'article 1382</i>	9
CHAPITRE II. — <i>Responsabilité fondée sur l'article 1386</i>	21
CHAPITRE III. — <i>Responsabilité fondée sur l'article 1384</i>	29
§ 1. <i>Date d'application de l'article 1384 aux accidents d'ascenseurs</i>	30
§ 2. <i>En quoi consiste cette nouvelle base de responsabilité ?</i>	32
§ 3. <i>Répercussion de l'adoption de l'article 1384, comme nouvelle base de responsabilité des accidents d'ascenseurs, sur les principes de la responsabilité du fait des choses inanimées</i>	39

DEUXIÈME PARTIE

LA JURISPRUDENCE ACTUELLE

TITRE I. — <i>La notion de « faute dans la garde » en matière d'accidents d'ascenseurs, s'est précisée....</i>	49
CHAPITRE PREMIER. — <i>La faute prouvée dans la garde des ascenseurs</i>	53
CHAPITRE II. — <i>De la responsabilité en matière d'accidents d'ascenseurs dont la cause est connue....</i>	71
CHAPITRE III. — <i>La faute présumée dans la garde des ascenseurs</i>	83
CHAPITRE IV. — <i>De la responsabilité en matière d'accidents d'ascenseurs dont la cause demeure inconnue</i>	87
TITRE II. — <i>La notion de garde, en matière d'accidents d'ascenseurs, s'est précisée</i>	99
CHAPITRE PREMIER. — <i>Qui est gardien de l'ascenseur</i>	101
CHAPITRE II. — <i>Pourquoi les ascenseurs sont-ils soumis à la nécessité d'une garde? Le sont-ils toujours?</i>	109

CHAPITRE III. — <i>Le gardien est-il toujours responsable ? Quels recours peut-il exercer ?</i>	117
SECTION I. — Recours du gardien contre la personne chargée de l'entretien de l'ascenseur	118
§ 1. Nature du « Contrat d'entretien et de vérification »	120
§ 2. Effets du « Contrat d'entretien et de vérification »	124
I. Obligation générale de garde	124
II. Obligations particulières	133
§ 3. De la mise en demeure	147
SECTION II. — Recours du gardien contre le constructeur	148
SECTION III. — Recours du gardien contre l'architecte	155
SECTION IV. — Recours du gardien contre l'assureur	156
CHAPITRE IV. — <i>Le gardien peut-il être responsable contractuellement</i>	161
§ 1. Rapports entre propriétaire et locataire.....	161
§ 2. Rapports entre copropriétaires	165
§ 3. De la mise en demeure	167

TROISIÈME PARTIE

Essai de construction d'un régime juridique d'ensemble sur une base nouvelle : LE CONTRAT DE TRANSPORT	171
SECTION I. — Critique du système actuel appliqué par la jurisprudence à la responsabilité des accidents d'ascenseurs	171
SECTION II. — Le « Contrat de Transport », nouvelle base de la responsabilité des accidents d'ascenseurs	177
§ 1. Aperçu général	177
§ 2. Examen de plusieurs cas d'application courante	179
§ 3. Domaine d'application de la responsabilité fondée sur le contrat de transport. Le problème de l'option	184
CONCLUSION	193
APPENDICE. — <i>Aperçu sur la responsabilité des accidents d'ascenseurs dans quelques pays étrangers : Suisse, Angleterre, Italie, Allemagne</i>	197
JURISPRUDENCE, BIBLIOGRAPHIE	213

